

MOSCOU L'économie russe donne des signes de redressement : l'inflation paraît avoir été maîtrisée et la chute du produit intérieur brut enrayée. Mais les investissements

étrangers, avec 6 à 8 milliards de dollars, restent faibles. ● LE MINISTÈRE de l'économie estime que des réformes de structure seront nécessaires. Le gouvernement veut

également lutter contre la corruption et l'évasion fiscale. ● LA BOURSE de Moscou connaît une véritable flambée. L'index des 50 valeurs principales a grimpé de 140 %

au cours du premier semestre. De nombreux fonds d'investissement se ruent sur ce marché euphorique. ● OCTOBRE ROUGE, une usine de confiseries moscovites fondée à

l'époque impériale et nationalisée en 1917, a été privatisée en 1992. Aujourd'hui, elle engrange des profits et symbolise la conversion réussie au capitalisme.

Les réformes économiques commencent à porter leurs fruits en Russie

La bonne tenue du rouble et la maîtrise de l'inflation nourrissent un certain optimisme dans les milieux financiers. Le gouvernement veut maintenant s'employer à lutter contre la corruption généralisée et l'évasion fiscale

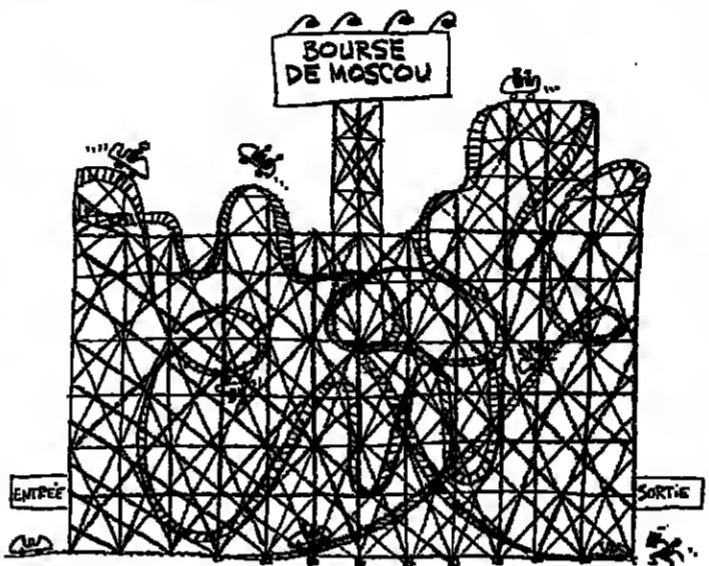
MOSCOU

de notre correspondant
Rompant avec les débats moroses sur l'avènement, toujours dément, d'un début de croissance, comme avec les scandales liés aux privatisations, deux nouvelles ont embelli le paysage économique russe cet été. La première a été l'annonce, cette semaine, du lancement d'un « nouveau rouble » lourd, le 1^{er} janvier 1998, signe de la confiance en une victoire sur l'inflation. La Banque centrale, affirme son vice-président, Sergueï Aleksachenko, préparait cette mesure depuis plus d'un an, « avant même la réélection de Boris Eltsine, dont nous ne doutions pas ».

Elle ne l'a pourtant rendue publique qu'après s'être convaincue que la stabilisation politique était crédible - le président, malgré des indiscretions sur une reprise de son penchant pour la vodka, affiche toujours une bonne forme -, et que la baisse de l'inflation, qui serait de 11 % sur l'année, s'appuie sur celle des intérêts de la dette intérieure, sur une bonne tenue de la monnaie et sur une reconstitution des réserves en or et devises, passées de 15 à 24 milliards de dollars en six mois. Ces assurances sont

censées mettre le pays à l'abri d'une nouvelle crise du rouble, alors même qu'il reste fortement « dollarisé » : l'importation de billets verts, loin de diminuer, a encore augmenté cette année - 2,5 à 3 milliards de dollars sont achetés chaque mois par les banques autorisées.

L'autre « bonne nouvelle » a été apportée par le financier George Soros, le 29 juillet, au *Financial Times* : il a annoncé avoir changé d'avis sur la Russie depuis l'entrée au gouvernement du jeune Boris Nemtsov, l'ex-gouverneur de Nijni-Novgorod, qui promet de mettre fin au règne du « capitalisme de voleurs » dans son pays. M. Soros a révélé que ses fonds ont lourdement investi en Russie ces derniers mois, à son insu, a-t-il assuré. Mais il ne s'en plaint pas : « La Russie est devenue le marché émergent le plus intéressant du monde » (lire ci-dessous), et il s'est laissé convaincre d'injecter 980 millions de dollars, soit le plus gros placement unique de « portefeuille » à ce jour en Russie, dans la privatisation de Sviazinvest, le géant des télécommunications. Ce qui porte son engagement dans ce pays à 2,5 milliards de dollars,



pour un total d'investissements étrangers ne dépassant pas les 6 à 8 milliards de dollars (comme dans la petite Hongrie). L'envers de la médaille est qu'il s'agit de placements « à risques », laissant par exemple Sviazinvest dépourvu d'un opérateur stratégique.

George Soros pourrait être l'héritier de ce boom ne fait pas le printemps : le « boom » des investissements dans le secteur réel de l'économie risque de se faire attendre encore quelques années, selon le ministre russe de l'économie. Les conditions ne sont pas rem-

plies, estime-t-il, malgré la chute de l'inflation, la stabilisation des changes et la baisse des taux sur les bons du Trésor. Les banques russes ont fait fortune, depuis 1991, sur ces diverses distorsions de l'économie, sans sombrer dans la crise annoncée depuis leur privatisation. C'est que de nouveaux instruments « spéculatifs » apparaissent toujours. « Ceux qui ont de l'argent connaissent au moins dix façons de le placer avec profit sans investir dans la production », a déclaré, fin juin, le conseiller de la présidence Alexandre Livchits.

Un de ces instruments est la gestion de fonds budgétaires, dans un pays encore dépourvu d'agences du Trésor. Réservé aux grandes banques « amies du pouvoir », il fait aujourd'hui scandale. Après la levée de boucliers contre le favoritisme dont jouit la première banque commerciale russe Onexim - qui a su attirer M. Soros à ses côtés pour investir dans Sviazinvest (Le Monde du 9 août) -, le gouvernement a laissé entendre qu'il allait lui retirer la gestion de la trésorerie des douanes, grande source de ses profits. Mais beaucoup doutent d'un passage à l'acte.

TIMIDE RETOUR DES CAPITALS

Un autre instrument est le nouveau marché des titres. Mais il est encore trop étroit, spéculatif et peu liquide. Il ne peut attirer les capitaux nécessaires pour assainir, restructurer et moderniser les vieilles entreprises endettées du pays. Les actifs du système bancaire russe actuel sont estimés à quelque 60 milliards de dollars, soit la moitié des besoins du seul secteur pétrolier pour maintenir son niveau actuel de production, selon la Banque mondiale.

La plupart des banques russes sont loin encore d'une gestion saine, mêlant clients et actionnaires, activités de crédit et d'investissement. Mais, par rapport aux années 1992-1994, celles des « pyramides » crapuleuses, les progrès sont indéniables. Ils devraient s'accroître en automne, avec une meilleure réglementation des marchés financiers. Cela pourrait amener, espère-t-on à Moscou, jusqu'à 7 milliards de dollars d'investissements étrangers en 1997. C'est encore loin des 50 à 200 milliards de dollars qui ont fui illégalement depuis 1991. Mais une partie de cet argent russe revient timidement, aujourd'hui, au pays, même si c'est par paradis fiscaux interposés.

Pour autant, la croissance ne se fait pas au rendez-vous en 1997. Le ministre de l'économie a estimé, en juin, que le PIB pour 1997 s'établira à 98-100 % de celui de 1996. Ce qui est un progrès après la

chute de 6 % en 1996 par rapport à 1995 et celles, plus fortes, des années précédentes. Mais le report, désormais, à 1998 des prévisions de reprise est le prix payé par la Russie pour ses cahots politiques, qui ont pratiquement bloqué toutes les « réformes de structure » de 1992 au printemps dernier. Il s'agit pour elle de remonter la pente d'une généralisation de la corruption et des évasions fiscales - une récente étude a placé la Russie, sur ce point, tout au bas d'une échelle d'une soixantaine de pays, juste avant la Colombie et le Nigeria.

Les communistes parlent de grève générale

Le dirigeant du Parti communiste de la Fédération de Russie Guennadi Ziouganev a menacé le gouvernement, vendredi 8 août, d'organiser une grève générale. « Nous avons déjà reçu 4 millions de signatures demandant de changer la politique économique et sociale, ainsi que la démission du président et du gouvernement », a déclaré le député communiste lors d'une conférence de presse à Moscou. Si le Kremlin n'organise pas une table ronde sur la situation dans le pays, réunissant toutes les forces politiques, nous arrêterons la date d'une grève générale dont la préparation a déjà commencé.

Le leader communiste a également affirmé que la création d'un nouveau rouble d'une valeur de 1 000 roubles actuels, annoncée lundi dernier par Boris Eltsine, était « une façon de détourner l'attention du peuple d'autres réorganisations destructrices », comme la privatisation contestée du géant des télécommunications russes Sviazinvest.

Mais il semble que le gouvernement compte plus, pour réduire son déficit budgétaire et payer cette année, comme promis, tous les retards de salaires, sur une accélération des privatisations et sur les crédits étrangers que sur les « réformes de structure », plus aléatoires. Il lui faut aussi freiner l'écart grandissant entre régions riches et pauvres de la Fédération. Le risque étant de voir les « bulles » de croissance progresser moins vite que les zones dévastées, où la dégradation du tissu industriel deviendrait irréversible, selon les lois du marché global, avant tout afflux éventuel de capitaux étrangers.

Sophie Shikab

La flambée de la Bourse attire de nouveaux investisseurs

L'index « Moscow Times » des 50 valeurs principales a grimpé de 140 % au premier semestre

MOSCOU

de notre correspondant
Avec ses meurtres de banquiers, d'hommes d'affaires, sa législation floue, changeante ou inexistant, son instabilité politique, la nouvelle Russie capitaliste a mauvaise presse. Mais les investisseurs, russes ou étrangers, qui ont misé à la Bourse de Moscou volent ce marché d'un œil très différent : ils y ont souvent fait des profits astronomiques. Pour les six premiers mois de 1997, l'index *Moscow Times* des 50 principales actions russes a grimpé de 140 %, de loin la meilleure performance des principales places émergentes dans le monde. Certains titres ont même gagné de 500 % à 1 000 %.

Les hausses les plus spectaculaires se trouvent parmi les entreprises de « second rang », moins connues, moins cotées et parfois fortement sous-évaluées au départ. Ainsi, Krasnoïarsk Hydroélectrique, arrivée sur le marché en janvier à 0,06 dollar par action, se négocie aujourd'hui autour de 1,70 dollar ; 28 fois plus cher. L'action Tverelectroviz, qui a commencé l'année à 35 dollars, en vaut aujourd'hui 430 : une hausse de 1 130 %.

Les « grandes classiques » du marché russe - les compagnies pétrolières, de télécommunications et de distribution d'énergie - ont aussi réalisé de jolis scores. Sakhalinmorneftegaz (pétrole-gaz) a grimpé de 500 % en six mois. La société Système d'énergie unifié (monopole de l'électricité) a gagné 400 %. Plus important peut-être, car signe que la désindustrialisation de la Russie n'est pas une fatalité, le dynamisme

constructeur de voiture GAZ, qui produit la seule camionnette adaptée au développement des PME ainsi qu'un modèle modernisé de sa fameuse automobile Volga, a vu son action grimper de 260 % pendant ces six mois.

Les fonds mutuels d'investissement off-shore se frottent les mains. En une année comptable, Hermitage, fonds enregistré à Guernesey, annonce une hausse de 325 %. Son secret ? « Nous essayons de trouver des sociétés qui ne soient pas repérées par tout le monde », a expliqué un représentant de ce fonds vedette qui a investi un quart de ses 350 millions de dollars en « classiques » et trois quarts en « second rang ».

DES MISES DE HAUT NIVEAU

La Bourse s'est enflammée après la réélection de Boris Eltsine, en juillet 1996. Sa capitalisation a quadruplé en un an, passant de 25 milliards de dollars en août 1996 à près de 100 milliards aujourd'hui. Avant la présidentielle, la plupart des « investisseurs » russes se concentraient sur le marché des bons du Trésor de l'Etat russe, les « GKO ». En raison des incertitudes politiques, le gouvernement y offrait des taux d'intérêt (garantis) qui ont dépassé les 200 % par an.

Aujourd'hui, en ouvrant le marché, en recourant aux « eurobonds », les autorités russes ont réussi à faire retomber les taux d'intérêt des GKO au taux de 18 % par an (l'inflation projetée pour 1997 est de 14 à 15 %). Pendant cette période aux œufs d'or, les grandes banques russes se sont retournées vers la Bourse. Santé retrouvée

de Boris Eltsine ? Fin de la guerre en Tchétchénie ? Arrivée au gouvernement de jeunes réformateurs énergiques ? Quelque chose dans l'atmosphère a changé, note un spécialiste : « Avant, le marché attendait les mauvaises nouvelles pour baisser. Maintenant, il attend les bonnes nouvelles pour grimper ».

De nombreux fonds mutuels d'investissement off-shore se ruent sur le marché. En raison du prix élevé du ticket d'entrée et de transactions d'un minimum de 30 000 dollars, ces fonds recommandent à leurs clients un investissement minimal de quelque 200 000 à 300 000 dollars. Certains acceptent cependant des mises de 5 000 à 10 000 dollars. Malgré l'actuelle euphorie, des experts prédisent un ralentissement de la hausse pour la fin 1997. « En septembre, octobre ou novembre, quand Boris Eltsine attrapera la grippe, quand les chiffres de l'inflation seront un peu plus élevés que prévu, les gens se calmeront », estime un analyste.

Si les prévisions divergent sur le comportement du marché dans les prochains mois, toutes s'accordent sur un point : il peut encore grimper. Car, pour l'instant, le boom provient essentiellement des « blue-chips », les classiques du marché russe, comme les compagnies pétrolières ou de gaz, les télécoms, dont la valeur était très sous-évaluée. Aujourd'hui, les investisseurs sont en quête de domaines inexploités. L'ingénierie, l'espace, la chimie, le papier sont cités parmi les secteurs prometteurs.

Jean-Baptiste Naudet

Octobre rouge prend goût aux délices de l'économie de marché

MOSCOU

de notre correspondant
L'un des symboles de la conversion réussie de la Russie au capitalisme s'appelle *Krasny Oktjabr* (Oc-

REPORTAGE

Cette vieille usine de confiseries est devenue un fleuron du capitalisme russe

tobre rouge). Posée en plein cœur de Moscou, sur une île de la rivière Moskova, cette usine de confiseries, avec ses vieux bâtiments de brique rouge, accumule les succès. Dans les ateliers rénovés, des ouvriers, vêtus de blouses impeccablement blanches, s'affairent sur des chaînes de production modernisées et informatisées. Dans le bâtiment administratif, de jeunes ingénieurs, des juristes, des économistes en jean et bras de chemise scrutent, sur des ordinateurs personnels flamboyants, les marchés financiers, ceux des matières

premières ou de la consommation. Dans la cour, des camions font la queue pour être chargés. Un peu partout, on modernise, on repeint cette fabrique, qui fut le fournisseur en confiseries de la cour impériale russe.

Aujourd'hui, la production s'est effondrée en Russie, que le secteur agroalimentaire est sinistré, Octobre rouge, fondée sous le tsar, en 1867, par un homme d'affaires allemand, nationalisée par les bolcheviques en 1917 et privatisée à l'époque de la « nouvelle Russie », en 1992, engrange les profits : 25 millions de dollars de bénéfices (avant impôts) en 1994, 35 millions en 1995 et plus de 40 millions en 1996. Depuis la privatisation, « tout a changé », s'enthousiasme Konstantin Fedeniouk, le jeune chef du nouveau département juridique. « Avant, l'Etat prenait toute notre production. Maintenant, nous faisons du marketing. Nous essayons d'augmenter la qualité des confiseries mais aussi des emballages. Nous pouvons investir librement », explique-t-il.

Avec le passage à l'économie de marché, l'usine, qui emploie aujourd'hui près de quatre mille personnes, a vécu des heures difficiles. « L'Etat, qui nous fournissait les matières premières, nous a rapidement abandonnés. Nous n'avions pas d'argent pour acheter sur les marchés internationaux. Mais nos ingénieurs ont trouvé des produits de substitution sur le marché local », explique M. Fedeniouk, également membre du conseil de direction.

Pour pouvoir survivre, puis se moderniser, l'entreprise, acquise à 51 % par ses employés, a été, en 1994, la première en Russie à faire appel au marché. Aujourd'hui, la société en est à sa septième émission d'actions, vendues sur les marchés en Russie, mais aussi en Europe, aux Etats-Unis, en Australie. Ceux qui ont misé sur Octobre rouge ont engrangé de très belles plus-values. Son action se vendait moins de 3 dollars en 1994. Elle se négocie aujourd'hui entre 22 et 34 dollars. « Aucune banque ne peut offrir des taux d'intérêt aussi

élevés », dit fièrement M. Fedeniouk. Cette brillante adaptation à l'économie de marché a alligé l'appétit des grands groupes financiers. En 1995, Octobre rouge est devenue la première entreprise russe à faire l'objet d'une offre publique d'achat (OPA) d'une des plus grandes banques nationales, Menatp. Mais une inédite alliance entre des investisseurs occidentaux (93 % des actions) et les travailleurs de l'usine (25 %) a fait échouer l'opération. « Nos étrangers se sont rangés du côté du personnel », savoure le juriste de l'entreprise.

MOTIVATION DU PERSONNEL

Comment s'explique ce succès ? « Même à l'époque soviétique, l'usine aurait été bénéficiaire, reconnaît M. Fedeniouk. Mais le principal mérite revient à notre président. Il a une forte autorité naturelle. Il a su motiver les gens. Certains directeurs n'ont su que faire. Ils ont sombré dans la dépression. Nous, nous avons travaillé six jours sur sept, jour et nuit. » Des primes

qui doublent souvent les salaires - toujours payés ici en temps et en heure - ont sans doute aussi rapidement fait comprendre les avantages du capitalisme aux employés. Ceux-ci ont également conservé certains bons côtés du socialisme : la fabrique a son jardin d'enfants, son école, son centre médical gratuit, ses magasins d'alimentation à bas prix. L'hébergement économique russe Expert a récemment décerné à la direction d'Octobre rouge le titre de « meilleurs managers de Russie ».

C'est aussi par le facteur humain que Irina, une contremaître qui travaille ici depuis vingt ans, explique le miracle. « Notre directeur, même s'il a plus de soixante ans, a l'âme très jeune. Il a aussitôt placé des jeunes à des postes-clés. Notre économiste en chef n'a que trente-cinq ans. A l'époque soviétique, l'âge moyen des directeurs était plutôt de soixante-dix ans », dit-elle en montrant une nouvelle chaîne entièrement automatisée, en 1995, avec des machines italiennes, suisses, autrichiennes. « Avant, on

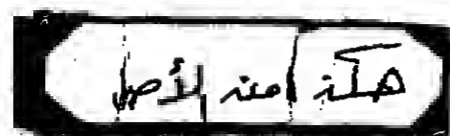
faisait tout à la main, même l'étalonnage de la nougatine sur les gaufrettes », souligne-t-elle. La production du célèbre bonbon de chocolat Mchka (cent ans d'existence) est ainsi passée de 1,5 tonne par jour à 8 tonnes.

Octobre rouge n'est pas le seul producteur de confiseries à avoir réussi l'examen de passage. « Il y a deux ans, nous étions en compétition avec les produits étrangers importés. Aujourd'hui, nous sentons le souffle de la concurrence russe », dit Konstantin Fedeniouk. Un autre grand producteur, issu de fusions, de rachats de canards boîtes soviétiques, est apparu à Moscou.

Alors Octobre rouge se transforme, lui aussi, en groupe, rachetant notamment une usine de Rizan. « Ils n'ont pu s'adapter à l'économie de marché. Ils ne comprennent pas qu'il faut casser l'ancien système, s'amuser le jeune cadre. Alors, ils sont contents d'être rachetés, qu'on leur dise enfin ce qu'il faut faire. »

Jean-Baptiste Naudet

Le Monde



L'Espagne a pris de nouvelles dispositions pour lutter contre le terrorisme basque

La coalition Herri Batasuna, proche de l'ETA, a perdu son fief de Mondragon

Dans sa lutte contre le séparatisme basque, le gouvernement conservateur espagnol de José María Aznar veut alourdir les sanctions pénales

pour les « actes terroristes ». Il s'emploie également à démanteler les réseaux d'approvisionnement financier de l'ETA, et la police enquête ac-

tuellement sur des connexions présumées entre certains militants de l'organisation et le trafic international de la drogue.

MADRID
de notre correspondant
Un mois après l'enlèvement et l'assassinat, le 12 juillet, par l'ETA de Miguel Ángel Blanco, le jeune conseiller municipal d'Ermua, la mobilisation contre les actions terroristes de l'organisation séparatiste basque est toujours aussi ferme en Espagne. Le plus bel exemple vient d'en être la motion de censure, votée jeudi 7 août, à Mondragon au Pays basque, par l'ensemble des partis démocratiques basques - Izquierda Unida exceptée - contre le maire sortant, Xabier Zubizarreta, qui appartient à la coalition Herri Batasuna (H.B.), véritable vitrine politique de l'ETA.

Avec l'adoption à main levée de cette motion de censure, qui avait été déposée le 13 juillet, au lendemain de l'assassinat du conseiller Blanco, Mondragon vient de mettre un terme à une situation anormale, née de la peur et de certaines pressions. En effet, Herri Batasuna, bien que minoritaire, avait réussi à s'adjuger la mairie depuis deux législatures selon d'étranges méthodes : au moment d'élire le maire à bulletin secret, à

chaque fois, « intimidé » sous double, l'un ou l'autre des conseillers municipaux avait failli aux consignes de vote, donnant le poste à H.B. Jeudi, la procédure a été plus régulière, et José María Loiti, du Parti nationaliste basque (PNV, modéré), a pris ses fonctions. Dans la soirée, une bonne centaine de manifestants de H.B. brandissant des pancartes avec les photographies des prisonniers de l'ETA et de ses « combattants » morts dans la « lutte », sont venus insulter et menacer le nouveau maire, aux cris de « Le peuple ne pardonnera pas ce vote antidémocratique », mais Mondragon, le fief symbolique de H.B. au Pays basque, là où fut retenu pendant plus d'un an dans une cachette miteuse un autre otage de l'ETA - est bel et bien tombé.

De son côté, à Madrid, le gouvernement a pris un certain nombre de dispositions avant les vacances pour renforcer la lutte antiterroriste et tenter de démanteler les réseaux d'approvisionnement financier de l'ETA. La police enquête notamment sur les liens éventuels entre certains membres

du mouvement et les milieux internationaux de la drogue. Par ailleurs, certaines directives du gouvernement qui visent à alourdir les peines concernant « les actes terroristes » ont déjà été mises en pratique. C'est ainsi qu'en Biscaye un jeune homme de vingt-cinq ans reconnu coupable d'avoir lancé des cocktails Molotov, en décembre 1996 à Bilbao, contre l'entzainza - la police autonome basque - vient d'être condamné à onze ans d'emprisonnement.

ATTITUDE VOLONTARISTE

Pourtant, si la mobilisation contre le terrorisme ne se relâche pas et si le pays tout entier désire en finir avec la violence, l'attitude volontariste et les méthodes radicales du gouvernement en général et du ministère de l'Intérieur en particulier ne font pas toujours l'unanimité. C'est le cas notamment de la proposition gouvernementale visant à abaisser l'âge « pénal » de 16 ans à 14 ans pour les « actes terroristes », qui suscite une vive polémique. Plusieurs juristes n'ont pas hésité à la qualifier de « mesure anti-constitutionnelle », voire de « mesure juridique

barbare ». Un avis que partage également l'opposition socialiste, même si elle appuie par ailleurs, sans condition, la position de José María Aznar contre l'ETA.

Enfin, autre divergence de sensibilité dans la lutte contre l'ETA et H.B., de nombreuses voix, à gauche, et notamment au sein d'Izquierda Unida, se sont élevées pour dire que si la stratégie d'« isolement politique » de H.B. prônée par l'ensemble des partis démocratiques trouvait une certaine justification, en revanche « l'isolement social » des militants de H.B. défendu par le gouvernement, n'avait aucun sens. Surtout dans un Pays basque où les familles et la société tout entière sont politiquement partagées. Certains, trouvant cette mesure « contreproductive », étaient même allés jusqu'à la comparer au « racisme exercé par les nazis à l'encontre des Juifs ». Ce qui leur avait attiré une verte réponse de la part du président du gouvernement : « Ne confondons pas les rôles, avait déclaré M. Aznar, si nous il y a, ce sont les gens de l'ETA et ceux de H.B. qui les soutiennent ».

Marie-Claude Decamps

L'ONU repousse le déploiement d'une force de paix au Congo

NEW YORK. En raison de la « volatilité » de la situation à Brazzaville, l'ONU a estimé, vendredi 8 août, qu'un déploiement militaire devrait mobiliser au moins deux mille soldats. L'équipe technique de l'ONU a jugé que « ni l'envoi d'éléments précurseurs ni le déploiement d'observateurs militaires non armés n'apparaissent en ce moment comme des options viables ». Le Conseil de sécurité a également rappelé les conditions posées au déploiement d'une force internationale à Brazzaville : processus politique, cessez-le-feu durable et sécurité de l'aéroport. Parallèlement, les affrontements à l'arme lourde ont repris à Brazzaville, et les négociations intercongolaises entamées depuis trois semaines à Libreville (Gabon) paraissent être dans l'impasse. Elles ont été suspendues mercredi dernier sans qu'aucune date ne soit avancée pour leur reprise. - (AFP)

Mandat d'arrêt international contre l'ancien chef de l'armée du Surinam

LA HAYE. Les Pays-Bas ont lancé, via Interpol, un mandat d'arrêt international contre Desi Bouterse, ancien chef de l'armée du Surinam, a annoncé officiellement, jeudi 7 août, le ministère de la Justice à la Haye : « Il y a quelques mois, nous avons signalé Desi Bouterse à Interpol, ce qui revient à demander l'aide des polices internationales pour l'arrêter et nous le livrer », a indiqué le porte-parole du ministère. L'homme qui fut responsable de deux coups d'Etat et qui est aujourd'hui conseiller du président du Surinam, ancienne colonie néerlandaise frontalière de la Guyane française, est recherché dans le cadre d'une enquête - baptisée CoPa (cocaïne-Paramaribo, du nom de la capitale du Surinam) - portant sur un important trafic de drogue entre l'Amérique latine et les Pays-Bas. La loi surinamienne interdit l'extradition de ses ressortissants. Le nom de Desi Bouterse a déjà été cité à plusieurs reprises aux Etats-Unis parmi les personnalités de haut rang impliquées dans le trafic de cocaïne. - (Corresp.)

Appel en faveur d'un enseignant détenu par l'Autorité palestinienne

GENÈVE. Des responsables du programme plurifaculaire de l'université de Genève, « Action humanitaire », viennent d'adresser à l'Autorité palestinienne une lettre pour lui faire part de leur inquiétude sur le sort de l'enseignant palestinien Fathi Ahmad Sobh, pédagogue réputé, détenu au secret depuis son arrestation à Gaza, le 19 juillet. L'état de santé de M. Sobh, âgé de quarante-quatre ans et père de cinq enfants, est précaire du fait d'une grève de la faim qu'il observe depuis plus de vingt jours.

Il a été arrêté, pour avoir proposé à ses étudiants le sujet d'examen suivant : « La corruption à l'université d'Al-Zohar et dans l'administration palestinienne ». Le professeur Timothy Harding et le docteur Daniel Halperin sont intervenus pour demander la mise en liberté de leur collègue ou, tout au moins, la tenue d'un procès en bonne et due forme. M. Sobh fait partie des prisonniers politiques adoptés par Amnesty International et a reçu la visite de délégués du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). - (Corresp.)

Assassinat d'un sénateur proche du chef de l'Etat colombien

BOGOTÁ. Le sénateur libéral Jorge Cristo Saldaña a été assassiné, vendredi 8 août, à Cucuta, ville située à 600 km au nord de Bogotá, sur la frontière vénézuélienne. Agé de soixante-sept ans, le parlementaire était un proche du président, Ernesto Samper, et de Horacio Serpa, ex-ministre de l'Intérieur et actuel candidat à l'élection présidentielle. Son assassinat n'a pas été revendiqué mais les autorités l'attribuent à l'Armée de libération nationale (ELN), un important groupe de guérilla bien implanté dans la région de Cucuta. Depuis le début de l'année, les attentats et les assassinats se sont multipliés dans toutes la Colombie. Tant la guérilla que ses adversaires des groupes paramilitaires ont annoncé qu'ils empêcheraient la tenue du scrutin du 26 octobre prochain.

Depuis le début de l'année 1997, selon des statistiques de source policière, soixante-six hommes politiques ont été tués. « La liste des dirigeants politiques, de tous les partis, assassinés est interminable », a constaté Luis Fernando Jaramillo, dirigeant du parti libéral. - (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ **CONGO-KINSHASA :** d'anciens soldats de Mobutu Sese Seko ont été défaits au Kasai par l'armée de Laurent-Désiré Kabila. Les habitants de cette province les accusaient de violer des femmes et de se livrer à des pillages. Ils ont été envoyés en camp de « rééducation » afin d'être intégrés dans la nouvelle armée congolaise. - (Reuters)
■ **Le président Kabila accuse l'ONU** de « trainer les pieds » pour l'envoi d'une commission d'enquête sur les massacres de réfugiés rwandais. M. Kabila, qui a refusé la première commission d'enquête conduite par Roberto Garretón, a invité l'ONU à « sortir d'une situation qui risque de conduire à la condamnation gratuite d'un peuple qui a recouvré sa liberté ». - (AFP)

■ **ÉTATS-UNIS :** le petit-fils de l'ancien leader noir américain Malcolm X a été condamné, vendredi 8 août, à dix-huit mois de maison de correction pour avoir allumé l'incendie dans lequel a trouvé la mort sa grand-mère, la militante Betty Shabazz. Les juges de New York, estimant que Malcolm Shabazz, âgé de douze ans, souffrait d'une maladie mentale, ont décidé d'envoyer l'enfant dans une maison d'éducation surveillée afin d'y recevoir un traitement. - (AFP)

Manifestations en Roumanie

contre la fermeture d'entreprises

BUCAREST. Environ 20 000 personnes ont manifesté à travers le pays, vendredi 8 août, contre la fermeture, à partir de lundi 11, de dix-sept entreprises d'Etat. L'emploi de 30 000 personnes est menacé par cette décision annoncée la veille par le gouvernement. A Ploiesti, les employés de deux raffineries ont blessé quatre policiers et brisé les vitres de la préfecture. D'autres manifestations se sont déroulées à Braïla (est) et Bacau (nord-est). Le trafic ferroviaire entre Bucarest et la ville de Valea Calugareasca a été bloqué par environ 1 500 salariés en colère. Selon le gouvernement, les dix-sept sociétés ont perdu 400 millions de dollars pour un chiffre d'affaires de 180 millions. Le Fonds monétaire international a conditionné l'octroi à la Roumanie d'une deuxième tranche d'un prêt de 430 millions de dollars à la fermeture des entreprises non rentables et à l'accélération des privatisations. - (AFP)

L'armée britannique face à ses recrues : « bêtes de guerre » ou gentlemen ?

LONDRES

de notre correspondant
Les Britanniques sont fiers d'une armée qu'ils jugent la meilleure du monde. Mais sont-ils aussi fiers de leurs soldats ? Un incident récent vient de jeter une lumière peu engageante sur les recrues de Sa Majesté, tous volontaires dans un pays qui a aboli la conscription depuis longtemps. Quatre membres du King's Regiment, bagés à Chyng, ont été vus en train de tabasser plusieurs touristes anglais devant une boîte de nuit. L'un d'eux, toujours à l'hôpital, la mâchoire fracturée, n'est pas la première fois que la garnison britannique dans l'île se fait remarquer : il y a deux mois, des Royal Marines en tenue d'Adam y ont hurlé un God Save The Queen dans un bar. En 1994, trois Royal Green Jackets avaient été condamnés à la prison à vie pour avoir violé et battu à mort une touriste danoise.

A chaque fois, l'alcool est à l'origine de l'affaire. Dans un pays, et dans une profession, où la boisson semble souvent être le premier délassant, bien avant le sexe, ce n'est pas une surprise. Ce n'est pas nouveau

non plus. The Independent cite à ce propos une source impeccable, le grand Wellington lui-même, qui traitait ses hommes de « bêtes de guerre » et ajoutait : « Les soldats britanniques sont des gens qui se sont tous engagés pour le boisson. C'est la pure vérité. Je ne sais pas l'effet qu'ils auront sur l'ennemi, mais, bon Dieu, ils me font peur ! »

La discipline telle qu'on la pratiquait alors - qui incluait des châtiments corporels - n'est plus le fait ou la sanction, ni en plein hiver, sur un affût de canon - ne, fait plus partie de la panoplie actuelle. Comment former des soldats pour le combat et les faire se conduire comme des hommes hors de la caserne ? Tel est le dilemme d'aujourd'hui, auquel fait face une armée qui ne parvient plus à assurer son recrutement et qui risque d'avoir à abaisser encore ses critères de choix. Les effectifs de l'armée de terre sont de 108 800 hommes et il faut 15 000 nouvelles recrues par an pour les maintenir ; or le déficit annuel est de 5 300 hommes. La carrière des armes attire moins, surtout quand le chômage baisse. Un problème qui pourrait menacer d'ici quelque

temps une armée française professionnalisée.

Brisant les tabous, un jeune officier vient de dénoncer dans une étude publiée par la Fabian Society un mode de recrutement désuet et nocif. Pour l'avoir signifié, le major Eric Joyce a été suspendu. Mais il a jugé que c'était de son devoir. Selon lui, l'armée britannique est menacée par l'inégalité - raciale, sexuelle et sociale - et par la lenteur, ou la mauvaise volonté de ses responsables à y faire face. Le plus grave, pour lui, est l'inégalité sociale, qui rend quasiment impossible la promotion au grade d'officier d'un homme sorti du rang (0,2 %). De ce fait, beaucoup de vocations sont découragées. On finit donc par se retourner vers cette « lie de la terre » qui fait peur, être de bonnes bêtes de guerre mais pas de bons citoyens. Et l'alcool reste le fléau numéro un. The Independent rapporte que les soldats britanniques stationnés en Bosnie n'ont pratiquement pas d'incidents à leur palmarès ; la raison en est qu'ils sont limités à deux boîtes de bière par soirée !

Patrice de Beer

L'OTAN menace les criminels de guerre bosniaques

A EN CROIRE les déclarations faites en l'espace de quelques heures par plusieurs de ses hauts responsables, l'OTAN a décidé d'accentuer la pression sur les criminels de guerre bosniaques. Vendredi 8 août, la Force de stabilisation de l'OTAN (SFOR) a ainsi fait connaître son intention de mettre au pas les unités spéciales de la police serbe de Bosnie, véritable garde préto-

rienne protégeant l'ancien président Radovan Karadzic et d'autres inculpés de crimes de guerre.

Ces forces comprennent d'anciennes unités militaires transférées sous l'autorité du ministère de l'Intérieur de l'entité serbe de Bosnie-Herzégovine pour échapper au contrôle de la SFOR sur les armées des anciens belligérants. A partir du 31 août, elles sont cen-

sées, comme toutes les forces de police en Bosnie, passer sous supervision de l'ONU. Le nouveau commandant de la SFOR, le général américain Eric Shinseki, a demandé vendredi à ces forces de se déclarer comme unités militaires, passant sous contrôle international, ou d'accepter de fonctionner selon les principes d'une police démocratique supervisée par des policiers de l'ONU. La veille, le

général Clark, commandant en chef des forces de l'OTAN en Europe, avait également averti qu'il n'y aura « pas de recul » de la SFOR à propos des inculpés de crimes de guerre. A l'issue des entretiens qu'il a eus vendredi à Belgrade avec le président yougoslave Slobodan Milosevic, l'envoyé spécial américain Richard Holbrooke a estimé que le chef serbe de Bosnie Radovan Karadzic « [devait] se livrer lui-même » au Tribunal pénal international.

Avant de se rendre Belgrade, M. Holbrooke était parvenu à arracher à la présidence collégiale bosniaque un accord sur la nomination des ambassadeurs du pays. Ce compromis devrait permettre le dégel des relations diplomatiques décidées le 4 août par une douzaine de pays européens et les Etats-Unis. Les musulmans nommeraient treize ambassadeurs de Bosnie, les Serbes onze et les Croates neuf.

Les pays où les ambassadeurs seront désignés par les musulmans sont l'Arabie saoudite, l'Australie, la Croatie, la Grande-Bretagne, la Hongrie, l'Indonésie, l'Iran, la Malaisie, le Pakistan, la Suède, la Turquie, l'ONU (New York), l'OSCE (Vienne). Les Serbes ont obtenu l'Australie, la Chine, l'Inde, Israël, la Russie, la Slovaquie, les Etats-Unis, l'ONU (Genève). Enfin, les Croates auront des ambassadeurs en Argentine, au Canada, en Allemagne, en Italie, au Japon, en Espagne, au Vatican, en République fédérale de Yougoslavie, à l'UE (Bruxelles). - (AFP, Reuters.)

La Colonia Dignidad au centre d'une enquête sur la disparition de 112 détenus chiliens

SANTIAGO

de notre correspondant
Déjà investi de l'enquête sur les accusations de pédophilie portées contre Paul Schaefer, fondateur de la Colonia Dignidad, le juge Hernán González a été chargé, le 8 août, par la Cour suprême chilienne, d'une enquête sur le sort de cent douze détenus disparus sous le régime militaire du général Augusto Pinochet, entre 1973 et 1990. Le juge González, qui est doté de pouvoirs spéciaux, devra notamment tirer au clair la disparition des dirigeants socialistes Enaquel Ponce et Carlos Lorca. Ce dernier était député et secrétaire général de la Jeunesse socialiste quand il fut arrêté et transféré à la Colonia Dignidad à la suite du coup d'Etat militaire du 11 septembre 1973 contre le président Salvador Allende. La désignation du juge Hernán ne doit rien au hasard. Quarante-huit des cent douze disparus vivaient à Parrel, ville située à 350 kilomètres au sud de Santiago,

non loin de la Colonia Dignidad, qui semble avoir été un centre de détention utilisé par la police du général Pinochet.

Le domaine, qui s'étend sur 13 000 hectares et abritait encore récemment quelque trois cents colons, a été créé en 1961 par Paul Schaefer, ancien caporal de la Wehrmacht devenu le chef de file de ce que d'aucuns désignent comme une secte néonazie. Deux députés socialistes ont affirmé récemment, citant les confessions d'un ancien agent de la DINA, les services secrets de la dictature, que des corps de détenus disparus étaient enterrés dans des fosses communes clandestines de la colonie, où une centaine de personnes auraient été détenues. Il y a quelques semaines, le fils du général Manuel Contreras, ancien chef de la DINA, racontait que son père y avait fait des séjours réguliers, à l'invitation de ses amis allemands.

Paul Schaefer est aujourd'hui en fuite, accusé de pédophilie par plu-

sieurs enfants qui séjournaient dans la colonie et s'en sont échappés. Ces derniers jours, la télévision chilienne a longuement diffusé les propos tenus par l'un d'eux, Tobias Müller, racontant en détail le traitement que l'« oncle permanent », ainsi que l'appellent ses adeptes, lui faisait subir, comme à d'autres enfants. Accompagné d'un camarade chilien, Tobias Müller s'est entretenu de Colonia Dignidad le 26 juillet, aussitôt mis sous la protection diplomatique de l'Allemagne.

Malgré plusieurs perquisitions effectuées à la colonie, la police n'est toujours pas parvenue à mettre la main sur Paul Schaefer, qui paraît bénéficier de complicités au sein de la police et de la justice. Selon les deux jeunes enfants évadés, M. Schaefer, « semi-dieu et véritable fétiche », se cachait « dans l'un des nombreux abris souterrains construits » sous son domaine.

Eduardo Olivares

Les Etats-Unis limitent leur médiation à la reprise du dialogue israélo-palestinien sur la sécurité

L'Américain Dennis Ross rencontre Benjamin Nétanyahou et Yasser Arafat

Dennis Ross, le coordonnateur américain du processus de paix, attendu samedi 9 août au Proche-Orient, devait s'employer à assurer la reprise de

la coopération israélo-palestinienne en matière de sécurité. La lutte contre le terrorisme est l'une des exigences que le gouvernement de Beny-

amin Nétanyahou pose à la reprise des négociations de fond avec l'Autorité palestinienne, qui réclame, elle aussi, quelques préalables.

JÉRUSALEM
de notre envoyé spécial
Les discussions israélo-palestiniennes s'étaient interrompues en mars à la suite d'une controverse

ANALYSE

Le processus de paix ne pouvait évidemment pas se limiter à une poignée de main

sur la colonisation israélienne dans les territoires palestiniens. Elles vont reprendre après un nouvel attentat meurtrier à Jérusalem-Ouest. Les deux parties en présence avancent chacune des exigences et des préalables.

Les Israéliens demandent de l'Autorité palestinienne de Yasser Arafat qu'elle accomplisse des gestes significatifs contre les groupes qui sont à l'origine des explosions à Tel-Aviv et à Jérusalem-Ouest. Le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, juge l'Autorité coupable, au mieux, d'être particulièrement laxiste vis-à-vis des responsables du Jihad islamique et, tout particulièrement, du Mouvement de la résistance islamique, Hamas, au pis, de donner elle-même le feu vert pour ces attentats, et donc de les utiliser pour tenter d'obtenir d'Israël des concessions pour lesquelles la diplomatie serait infructueuse.

Ce dernier argument, celui du calcul, ne résiste guère à l'examen. Les attentats ont toujours placé l'Autorité palestinienne en difficulté en renforçant ou en reconstituant l'axe israélo-américain. Chaque fois, ils ont retardé des discussions dont dépend le sort du chef palestinien, alors que ses interlocuteurs israéliens peuvent à tout instant s'accommoder du statu quo. Chaque fois, enfin, les attentats ont également affaibli M. Arafat en bloquant, du fait des bouclages à répétition, une économie chancelante.

M. Arafat ne contrôle qu'une très faible partie des territoires palestiniens, et depuis peu de temps. Par ailleurs, le commanditaire présumé des derniers attentats, le Hamas, est un mouvement qui a su s'enraciner dans la société palestinienne au temps de l'intifada, après avoir un temps bénéficié d'une certaine bienveillance de la part des Israéliens, qui voyaient en lui un rival de l'OLP, alors ennemi

numéro un. L'important travail social effectué sur le terrain par ses militants lui a assuré une popularité renforcée par son hostilité aux accords d'Oslo, dès lors qu'il est apparu que ces accords n'avaient qu'une portée très limitée dans la vie quotidienne des Palestiniens, laquelle s'est objectivement détériorée depuis 1993.

La sympathie suscitée auprès de certains Palestiniens par l'intranséance des responsables politiques du Hamas, l'autonomie de son armée militaire, ainsi que son éclatement manifeste entre des groupes de « l'intérieur » et des groupes de « l'extérieur », mais aussi la mauvaise image de l'Autorité pale-

stinienne, la nécessité de poursuivre sur cette voie. Mais tant que le processus de paix n'est pas stabilisé et consolidé, rien n'est joué : les Israéliens ne subiront pas indéfiniment de nouveaux attentats sans mettre en cause son fragile équilibre.

Pour les négociateurs palestiniens, le péril réside dans la politique de colonisation, dont le premier ministre israélien se fait le défenseur depuis sa prise de fonctions. En mars, les discussions israélo-palestiniennes ont été interrompues à la suite du lancement du projet de colonie de Har Homa, sur la colline d'Abou Ghneim, dans la partie orientale de Jérusalem,

La Syrie appelée à la « modération » au Liban sud

Le département d'Etat a appelé, vendredi 8 août, toutes les parties concernées par la dégradation de la situation au Liban sud, y compris la Syrie, à « faire preuve de la plus grande modération ». Le porte-parole du département d'Etat, James Rubin, a précisé qu'un « message verbal » a été transmis aux Syriens, qui « ont compris le besoin de modération ». Les autres parties concernées sont Israël et le Liban, les Etats-Unis n'ayant pas de contact avec le Hezbollah libanais. L'aviation israélienne a mené, vendredi, un raid aérien sur une base d'une organisation palestinienne pro-syrienne, le FPLP - Commandement général, à Naamé, à une quinzaine de kilomètres au sud de Beyrouth, quelques heures après des tirs de roquettes, par le Hezbollah, sur le nord d'Israël. Le comité de surveillance du cessez-le-feu (France, Etats-Unis, Syrie, Liban et Israël) devait se réunir dimanche pour examiner cinq plaintes déposées par le Liban et trois par Israël. (AFP)

nienne, synonyme de corruption et de répression politique aveugle, tous ces éléments apportent des éléments de réponse non négligeables aux questions soulevées par l'impuissance apparente de l'Autorité palestinienne face à la répétition des attentats.

Ces derniers ont débuté en Israël dès qu'il est apparu que le processus de paix n'allait pas se limiter à une poignée de main sur le gazon de la Maison-Blanche, mais que deux parties en guerre depuis des décennies s'approprièrent à envisager des compromis jugés léonins par leurs oppositions respectives. Jusqu'à présent, malgré leur prix exorbitant et celui des mesures de rétorsion, ils n'ont heureusement jamais entraîné de remise en question de ce choix politique par chacune des opinions publiques concernées. C'est d'ailleurs Ezer Weizman, le président israélien lui-même, fidèle en cela à Itzhak Rabin et à Shimon Pérès, qui a rappelé, quelques heures après l'attentat

annexé par Israël. Pourquoi l'Autorité palestinienne a-t-elle décidé de faire une question de principe, jusqu'à prendre à témoin les Nations unies, de « quelques bulldozers » et de « quelques logements destinés à de paisibles citoyens », selon l'expression de M. Nétanyahou ?

LE SYMBOLE DE HAR HOMA

Pour les Palestiniens, Har Homa n'est pas une concession politique du premier ministre à ses plus ultras, c'est un symbole, celui de la tactique adoptée par le gouvernement pour défaire à l'avance et à la baisse les rétrocessions territoriales qui devaient logiquement accompagner une paix israélo-palestinienne, sur le modèle du Sinaï rendu à l'Egypte à la suite des accords de Camp David, et selon le principe de la terre contre la paix défini lors de la conférence de Madrid, en 1991.

Le développement des colonies existantes, jusque dans l'étroite

bande de Gaza, les nouveaux projets, la multiplication des voies de contournement réservées aux colons, l'achèvement, enfin, d'un corridor d'implantations, selon la terminologie israélienne, autour de Jérusalem, tous ces éléments visent à créer sur le terrain un cadre contraignant pour le statut futur des territoires. Pour M. Nétanyahou, résolument hostile à toute idée d'Etat, le maillage de colonies et de routes assurera le morcellement de la Cisjordanie et de Gaza en autant de véritables petits « bastions » et bloquera l'aspiration nationale des Palestiniens.

M. Nétanyahou a beau jeu de souligner que sa politique, dans le fond, ne se distingue que très peu de celle de ses prédécesseurs travaillistes, qui sont à l'origine de la colonisation dans les territoires. Son rival, Ehoud Barak, ne s'est jamais démarqué de cette stratégie, singulièrement à propos d'un cas Har Homa, à Jérusalem-Est, où la multiplication des colonies pourrait, à terme, séparer la partie palestinienne de la ville de la Cisjordanie.

Dans ces conditions, accepter le développement des colonies, pour les Palestiniens, revient à tirer un trait, avant même que les discussions finales ne débute - si elles débute un jour - sur ce qui a motivé leur choix pour Oslo. Leur aspiration à une autodétermination est justifiée par un fait national difficilement discutable, mais ce dernier implique une révision douloureuse de l'idéologie et des discours qui irriguent la société politique israélienne depuis trois décennies.

Deux responsables sont aujourd'hui face à face, prêts pour un parfait dialogue de sourds. Affaibli et contesté, M. Arafat ne pourra jamais garantir le risque zéro : la lutte contre le terrorisme n'a malheureusement rien d'une science exacte, au Proche-Orient comme partout ailleurs. En revanche, la colonisation est, elle, le seul ressort de la décision de l'Etat hébreu. En Israël s'opposent une minorité déterminée à ne rien céder et une opinion publique encore prête, avant le 30 juillet, à des concessions plus larges que celles envisagées par ses représentants politiques - travaillistes ou nationalistes -, que ce soit sur les colonies ou sur l'Etat palestinien.

Gilles Paris

Les institutions financières somment le Kenya de réduire la corruption

Un climat de violence s'installe dans le pays

LES INSTITUTIONS financières multilatérales s'affairent à tenter d'éradiquer la corruption dans le monde, et le Kenya est l'un des premiers pays à en faire les frais. Après la suspension d'un important crédit du Fonds monétaire international (FMI), c'est la Banque mondiale qui a prévenu Nairobi, vendredi 8 août, qu'à moins d'une moralisation visible de ses affaires, l'aide de la Banque serait suspendue.

Jeudi 31 juillet, le FMI avait adopté de nouvelles directives sur la bonne gouvernance (la gestion saine et transparente des affaires publiques) ; dès le lendemain, il annonçait la suspension d'un crédit au Kenya. Depuis, le shilling kenyan a chuté d'environ 20 % sur le marché des changes, tandis qu'un climat de violence s'installe dans le pays.

Nairobi a beau faire savoir qu'il souhaite reprendre des discussions avec le FMI en vue du redémarrage du prêt de 205 millions de dollars (1,2 milliard de francs) consenti en avril 1996, et théoriquement échelonné sur trois ans, Washington semble peu pressé : « Nous avons spécifié qu'aucun engagement formel du Fonds de soutien à un programme économique ne pourrait être entrepris sans réformes structurelles », affirme vendredi un responsable de l'institution.

Incidents à l'occasion d'une grève générale

La grève générale organisée vendredi 8 août au Kenya par l'opposition, et partiellement suivie, a dégénéré en incidents violents. Deux policiers et un manifestant ont trouvé la mort, tandis que des scènes de vandalisme ont été observées à Nairobi et dans plusieurs grandes villes. A Muhoroti, près de Kisumu (ouest du pays), les locaux du parti au pouvoir, la KANU (Union nationale africaine du Kenya), ont été incendiés par des manifestants. Le gouvernement avait déclaré cette grève illégale et prévenu qu'il ne protégerait pas les personnes impliquées dans les manifestations. Ce mouvement national de protestation visait à contraindre le gouvernement du président Daniel arap Moi, âgé de 73 ans, au pouvoir depuis dix-neuf ans, à accepter des réformes constitutionnelles avant les élections prévues à la fin de l'année. (AFP, AP)

Françoise Lazare

Selon l'ONU, deux millions de fillettes sont excisées chaque année

« EN DEMANDANT aux chefs religieux d'expliquer aux femmes que les mutilations sexuelles des petites filles ne sont pas prescrites par la religion, nous avons diminué de moitié le nombre d'excisions pratiquées dans le pays », peut expliquer fièrement Sarang Daraba-Kaba, ministre guinéenne des affaires sociales, de la promotion féminine et de l'enfance.

Il y a dix ans seulement, en Guinée, la quasi-totalité des fillettes étaient excisées. Mais aujourd'hui, dans le monde, deux millions de femmes sont encore soumises à ce traitement chaque année et 120 millions ont déjà subi une mutilation de leur appareil génital, révèle le rapport 1997 du Fonds des Nations unies pour la population (Fnuap).

Malgré quelques évolutions positives, la situation des femmes en ce qui concerne la sexualité et la procréation reste préoccupante.

Quelque 75 millions des 175 millions de grossesses recensées chaque année dans le monde ne sont pas désirées. Ce sont des contraintes culturelles, sociales, politiques et religieuses qui empêchent les femmes d'avoir accès à la planification familiale. « La communauté internationale a pour tant reconnu à de nombreuses reprises que la santé en matière de reproduction est un droit pour les hommes et pour les femmes », indique Nadis Sadik, directrice exécutive du Fnuap. Tout individu a le droit de décider du nombre de ses enfants ; nul ne peut être contraint d'avoir des enfants au pas. Ces droits s'intègrent dans l'édifice international des droits de l'homme. En réalité, ces engagements sont bafoués chaque jour par l'absence de tout « droit de choisir ».

Le rapport indique qu'entre 120 et 150 millions de femmes souhaiteraient limiter ou espacer leurs

grossesses. Plus largement, 350 millions de couples ne disposent d'aucun moyen d'information et d'accès à la contraception. De ces grossesses non désirées, il résulte 45 millions d'avortements, dont la moitié sont réalisés dans des conditions mettant en danger la santé ou la vie de la femme. Chaque année, 70 000 d'entre elles meurent des suites d'un avortement pratiqué dans de mauvaises conditions. Le Fnuap se déclare incapable de chiffrer avec précision le nombre de celles qui souffrent d'une infection ou d'autres maux à la suite d'une telle intervention.

« Chaque minute dans le monde, une femme meurt des suites d'une grossesse, essentiellement dans les pays en développement », indique le rapport, qui chiffre à 585 000 le nombre de victimes. Une bonne part de ces vies pourraient être épargnées moyennant des améliorations relativement peu coûteuses des soins de santé. Lors de la conférence internationale sur la population et le développement qui s'est tenue au Caire en 1994, l'amélioration des systèmes de santé en matière de reproduction avait été évaluée à 17 milliards de dollars, « moins que ce que le monde dépense aujourd'hui chaque semaine pour l'achat d'armement », déplore le Fnuap.

« TORNADO » DU SIDA
La prévention des maladies sexuellement transmissibles souffre des mêmes lacunes : chaque année, un million de personnes meurent d'affections génitales. Les MST touchent cinq fois plus les femmes que les hommes. En ce qui concerne le sida, le Fnuap évoque une « tornade » qui « menace de créer une génération d'orphelins » et dont l'impact démographique est déjà visible : en Afrique orientale, la mortalité serait inférieure de 25 % sans le sida.

Le Fnuap estime que les femmes sont en droit de demander des comptes aux Etats. L'organisation demande qu'ils puissent être « tenus juridiquement responsables de ne pas prendre en considération ou de violer » les droits relatifs à la santé. Elle réclame que les accords conclus lors des conférences de l'ONU sur la population et sur les droits des femmes soient « pleinement intégrés dans les processus de suivi des traités relatifs aux droits de l'homme ».

Michèle Aulagnon

DETAILLANT GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
BOUTIQUE - 20, rue de la République
Boulevard de la République - 10000
MATELAS & SOMMIERS
MATRONS - MATELAS - MATELASSIERS
SOLÉILS - TAPIS - TAPISSEMENTS
CONFORTE - CONFORT - CONFORT
CANAPES - SALONS - CLIC-CLAC
CURSUS DE TISSUS
BOUTIQUE - 20, rue de la République
Boulevard de la République - 10000
MOBECA
01.42.08.71.00 - 71.7

LA FIN DE L'EMPIRE DES INDES
Une série écrite par Bruno Philip
A lire chaque jour à partir du lundi 11 jusqu'au 16 août dans Le Monde

ABONNEMENT VACANCES
Ce n'est vraiment pas le moment de vous passer du Monde
Abonnez-vous !

☐ OUI, je souhaite m'abonner au Monde pendant mes vacances (en France métropolitaine uniquement).

Je choisis la durée suivante :
☐ 2 semaines (13 N°) : 91 F ☐ 2 mois (52 N°) : 360 F
☐ 3 semaines (19 N°) : 126 F ☐ 3 mois (78 N°) : 536 F
☐ 1 mois (26 N°) : 181 F ☐ 1 an (312 N°) : 1 890 F

Je joins mon règlement soit : F par
☐ Chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde
☐ Par carte bancaire N° : _____
 Date de validité : _____ Date de signature obligatoire : _____

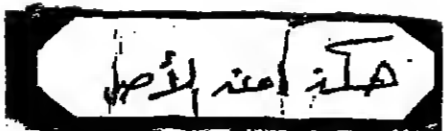
Mon adresse en vacances : du _____/97/ au _____/97/
 Nom : _____ Prénom : _____
 Adresse : _____

Code postal : _____ Localité : _____
 Mon adresse habituelle :
 Nom : _____ Prénom : _____
 Adresse : _____
 Code postal : _____ Localité : _____

vous pouvez également vous abonner sur 3615 LE MONDE code ABO

Pour l'étranger nous consulter http://www.lemonde.fr

Publication de l'abonnement : 22 rue de la République - 10000
 24, avenue du Général de Gaulle - 92044 Suresnes Cedex - FRANCE
 USA - CANADA :
 Le Monde (USPS 0009729) is published daily for \$892 per year. Le Monde, 21 rue de la République - 75002 Paris Cedex 06, France, periodicals postage paid at Champlain, N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to MOND, Box 15-18, Champlain, N.Y. 12919-1518



FRANCE

LE MONDE / DIMANCHE 10 - LUNDI 11 AOÛT 1997

MÉTHODE Lionel Jospin récusé la pratique du système des « dé-pouilles » dans la haute fonction publique. Il n'entend procéder à des nominations d'hommes et de femmes

proches de la majorité que lorsque les postes se libèrent naturellement. **LES PRÉFETS**, ainsi, n'ont été que peu affectés par le changement de gouvernement. En deux mois, il n'y a

eu que vingt mutations alors qu'il y en avait eu trente dans les soixante jours suivant l'arrivée d'Alain Juppé à l'Hôtel Matignon. Une seule est une sanction politique : celle de

Jean-Charles Marchiani, ancien préfet contesté du Var. **LE DÉPART** de Catherine Bersani de la direction de l'architecture et de l'urbanisme du ministère de l'équipement traduit un

désaccord politique. Et si la Datar a changé de directeur, c'est que Raymond-Max Auhert, un proche de Jacques Chirac, a remis son poste à la disposition du gouvernement.

M. Jospin n'a pas changé les titulaires des grands postes administratifs

Le gouvernement n'entend pas bousculer la haute fonction publique. Pour l'instant, à deux exceptions près, il n'a procédé à des nominations que lorsque les postes se libèrent naturellement. Cela se vérifie notamment dans le cas des préfets

LA GAUCHE de 1981 voulait que des têtes tombent. Celle de 1997 récusé toute chasse aux sorcières. Le gouvernement de Lionel Jospin, qui veut en finir avec le système des « dé-pouilles » dans la haute fonction publique, se refuse à provoquer le départ de quiconque, assure-t-on à Matignon. Ce qui ne signifie pas qu'il continuera de travailler avec les mêmes hommes que le gouvernement précédent. Simplement, il attendra que les postes se libèrent pour y placer des proches. Contrairement au passé, l'alternance du mois de juin ne s'est donc pas, pour l'instant, traduite par de grands changements dans le corps préfectoral, à une exception près, celle de Jean-Charles Marchiani.

Le comportement du préfet du Var, avait été trop contesté de divers côtés pour que la gauche ne fasse pas ce qu'Alain Juppé lui-même avait tenté d'obtenir de Jacques Chirac. Mais elle l'a fait sans hâte : il a fallu attendre un mois et demi pour que le départ de M. Marchiani soit décidé, en conseil des ministres, le 16 juillet. Ce préfet n'a pas été mis hors cadre, mais seulement muté dans un poste relativement peu coté, le secrétariat général de la zone de défense de Paris. Ce traitement n'est pas imputable à la cohabitation, indique-t-on dans l'entou-

rage du premier ministre. C'est le ministère de l'intérieur, et non l'Elysée, qui l'aurait imposé, Jean-Pierre Chevènement considérant que les services rendus par M. Marchiani, lorsqu'il a négocié la libération des otages au Liban, en 1988, ou celle des pilotes français détenus par les Serbes de Bosnie, en 1995, lui valent un certain crédit. C'est la thèse qu'avait publiquement défendue Charles Pasqua, mentor de M. Marchiani, lors de l'émission « Dimanche soir », au lendemain des élections, le 22 juin.

SAUVETAGE C'est à l'occasion de départs « naturels » que quatre préfets évincés par la droite ont fait leur retour dans des postes territoriaux. Georges Peyronne, hors cadre depuis décembre 1993, vient de se voir attribuer la région Aquitaine. M. Peyronne avait été écarté à la demande de Gérard Longuet, président du conseil régional de Lorraine et alors ministre de l'Industrie et du Commerce. Balladur, qui lui reprochait de ne pas avoir fait intervenir assez vite les forces de l'ordre pendant une manifestation de mineurs. Cette sanction avait ému une bonne partie du corps préfectoral : le préfet de Rennes, aujourd'hui secrétaire général de la

mairie de Paris, Jean-Claude Le Taillandier de Gabory, était, lui, resté en poste après la manifestation des marins-pêcheurs qui s'était achevée par l'incendie du Parlement de Bretagne.

M. Peyronne remplace Bernard Landouzy. Celui-ci, en poste à

Colette Horel, ancienne conseillère sociale auprès de François Mitterrand, ancien préfet de la Nièvre, écartée en 1996, devient secrétaire générale de la préfecture de Paris, poste vacant depuis la fin avril. Hubert Fournier devient préfet du Var. Cet ancien

De Condom à l'hôtel de Lassay

Philippe Martin voulait conquérir le Palais-Bourbon. Il entrera bien à l'Assemblée nationale, mais en qualité de conseiller au cabinet du président, Laurent Fabius, et non de député. La dissolution ne lui ayant pas permis de se présenter aux élections législatives, il sera chargé de l'aménagement du territoire et de l'équipement. Le parcours de ce militant socialiste est découpé en deux parties : nommé préfet grâce à Michel Charasse, il avait été envoyé en poste dans le Gers, en 1992. Il y est resté deux ans, le temps de déplaire à Aymeri de Montesquieu, alors député UDF, avant d'être muté dans les Landes, puis placé hors cadre, en octobre 1995. M. Martin voulait être candidat dans la circonscription de Condom, aux législatives de 1998, où se présentait aussi M. de Montesquieu. Or le code électoral interdit que les préfets se présentent dans un département où ils ont exercé leurs fonctions depuis moins de trois ans.

Bordeaux depuis cinq ans, souhaitait revenir à Paris. Ancien directeur du cabinet de Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi entre 1986 et 1988, il est nommé conseiller d'Etat en service extraordinaire, ce qui lui permet de rester en fonction au-delà de l'âge normal de la retraite.

conseiller technique de Gaston Defferre, ancien directeur de la sécurité civile, avait été évincé en novembre 1994. Franck Perrier est nommé préfet des Côtes-d'Armor. Ancien chef de cabinet de Joseph Franchet, il avait été limogé en novembre 1996.

Bernard Boucault, préfet du Maine-et-Loire (711 000 habi-

tants), devient préfet de la Seine-Saint-Denis (1,4 million d'habitants), ce qui représente une belle promotion. Cet ancien chef du cabinet de Jacques Delors au ministère de l'économie, ancien conseiller de Pierre Joxe puis de Philippe Marchand, et ancien directeur de l'administration territoriale au ministère de l'intérieur, avait sauvé sa tête pendant la seconde cohabitation, mais on le disait « oublié » dans la préfecture qu'il occupait depuis 1993.

VERS LES CABINETS MINISTÉRIELS

La constitution des cabinets ministériels a provoqué un appel d'air dans le corps préfectoral : Alain Christnacht, préfet des Côtes-d'Armor, a été nommé conseiller à Matignon. Il est chargé des affaires intérieures, de l'outre-mer - avec, notamment, le dossier de la Nouvelle-Calédonie - de la réforme de l'Etat et de la décentralisation. Jean-Pierre Doyon, préfet de Seine-Saint-Denis, est devenu directeur du cabinet de Jean-Pierre Chevènement. Le ministre de l'intérieur a également fait appel à Patrick Bergounoux, ancien conseiller technique de Pierre Joxe et de Philippe Marchand. Après son éviction, M. Bergounoux était devenu directeur au secrétariat général de la défense nationale.

Rafaële Rivalet

De nouveaux patrons à l'équipement, à l'aménagement du territoire et à la recherche

LIMOGÉAGE ou simple changement de patron ? Le décret du 21 juillet 1997 est, dit-on, net, et sec. Son article premier ne laisse aucune place au doute : « Il est mis fin aux fonctions de M^{me} Catherine Bersani, directrice de l'architecture et de l'urbanisme. » L'article 2 précise le nom de son successeur, Paul Schwach. L'intéressée, qui a appris la nouvelle par la presse, quelques heures après la décision de Lionel Jospin et de Jean-Claude Gaysot, « le conseil des ministres entendu » selon la formule rituelle, a pu à juste titre estimer qu'il s'agissait d'un limogement, même si elle va être nommée inspecteur général de l'équipement.

M^{me} Bersani ne cache pas ses liens avec Force démocrate, et elle est proche de Bernard Bosson. Elle fut conseillère technique à son cabinet lorsqu'il était ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, en 1993. Elle avait été nommée en janvier 1994 directrice de l'architecture et de l'urbanisme par ce même Bernard Bosson. Elle avait notamment mis au point les directives territoriales d'aménagement (DTA), coordonné la politique de développement des villes nouvelles et les schémas d'aménagement, veillé à la politique des espaces sensibles (mer et montagne) en liaison avec la Datar (Déléga-

tion à l'aménagement du territoire et à l'action régionale) et dans un état d'esprit de coordination interministérielle. Il semble que, soucieux de ne pas laisser les cordées trop franches à Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, très sollicitée par les requêtes des nombreuses associations et groupes de pression écologistes, Jean-Claude Gaysot et la corporation des ingénieurs des Ponts et chaussées aient jugé bon de « faire entendre leur différence » et de faire savoir que l'équipement et l'urbanisme, en tant que tels, sont des composantes essentielles de l'aménagement du territoire.

REGROUPEMENT D'ATTRIBUTIONS

C'est pourquoi par une lettre du 15 juillet 1997, cosignée de Jean-Claude Gaysot, Dominique Voynet et Louis Besson secrétaire d'Etat au logement, il est demandé à Gilbert Santel, ingénieur en chef des ponts et chaussées et délégué à la modernisation et à la dé-concentration au ministère de l'équipement, de rédiger un rapport visant à créer, au sein du ministère de l'équipement, une direction générale regroupant les attributions actuelles de la direction de l'aménagement foncier et de l'urbanisme et de la direction

de l'habitat et de la construction dont le titulaire est Pierre-René Lemas, un proche de Pierre Joxe. Une direction puissante, qui, à l'évidence, a pour but d'être un peu le pendant de la Datar.

Cette dernière a, elle aussi, changé de patron, le 23 juillet. Tirant les conséquences de son échec aux élections législatives, Raymond-Max Aubert a remis son poste à la disposition de Dominique Voynet. En compensation, cet énarque proche de Jacques Chirac, devrait être nommé inspecteur général de l'équipement. Pour le remplacer, le gouvernement a choisi Jean-Louis Guigou, époux du ministre de la Justice (Le Monde du 24 juillet). Ce professeur d'économie, qui était depuis 1990 directeur à la Datar et numéro trois dans l'organigramme, attendait avec une vive impatience d'être le vrai patron. Il avait dû se résigner à n'influencer qu'à la marge les grandes décisions et à se consacrer à la prospective et aux études. Le retour de la gauche au pouvoir a été pour lui l'aboutissement d'un rêve.

L'autre candidat de gauche sérieux qui guignait la place, le fabuliste René Souchon, ancien maire d'Aurillac, a été vite écarté. Lionel Jospin, comme Dominique Voynet, après avoir un temps soupesé les conséquences des éventuels commentaires qui

auraient pu se développer sur le népotisme et les réseaux familiaux du nouveau pouvoir, ont tranché en sa faveur.

NON-RECONDUCTION

Le gouvernement a choisi de ne pas reconduire Guy Aubert, dont le mandat de trois ans arrivait à expiration, au poste de directeur général du Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Soucieux de « débureaucratiser » l'établissement et de le recentrer sur des tâches de recherche fondamentale (Le Monde du 17 juillet), il a choisi Catherine Bréchinac, directrice du département des sciences physiques et mathématiques pour remplir ces missions. Il a trouvé une porte de sortie honorable à Guy Aubert, puisqu'il l'a nommé conseiller d'Etat en service extraordinaire. Au ministère de l'éducation nationale, l'arrivée de Claude Allègre et de Ségolène Royal ne s'est accompagnée d'aucune redistribution des postes hiérarchiques de cette administration.

Seuls trois nouveaux recteurs ont été nommés, le 30 juillet : deux des recteurs remplacés, atteints par la limite d'âge, devaient partir à la retraite, tandis que le troisième a simplement changé d'académie.

François Grosrichard

CARNET

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

David et Isabelle COMTE sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille.

Adeline,

à Grenoble, le 17 juillet 1997.

Pressé de montrer la vie à pleines dents,

Jules

est né le 4 août 1997.

Pascal KRÉMER

Vincent RADUREAU

sont aux anges.

Anniversaires de naissance

Alain, guerrier pacifique.

Pour toi et ta magie.
Pour ta force.
Pour tes rêves.
Pour cette vie et les suivantes.

Je t'aime.

Cécile.

Mariages

Chantal CHAILLET DAMALIX et Christian BUCHER

ont le plaisir de faire part de leur mariage, le vendredi 25 juillet 1997, à Strasbourg.

Décès

M^{me} Renée Laventureux, M^{me} Anne Laporte, M^{me} Hervé Carlier. Les familles Laporte et Régagnon, Ses parents, Ses frères, Et amis, ont l'immense douleur de faire part du décès de

Hélène LAPORTE, professeur agrégé de lettres classiques, dans sa cinquante et onzième année, le 5 août 1997.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 11 août, à 10 heures, en l'église Notre-Dame-de-Sainte-Croix, au Mans.

L'inhumation aura lieu le même jour à Lignéville (Yonne).

Priez pour elle.

42, rue Pierre-Bezon, 72000 Le Mans.

Mado Mauris, son épouse, Michèle Gruffaz-Mauris, Pascal et Marie, François Mauris et Claude Bokobza, Camille et Ugo, ses enfants et petits-enfants, Tous ses parents et amis, ont le chagrin de faire part du décès de

Henri MAURIS, ancien directeur général des établissements Mauris, médaille du travail Grand Or,

le vendredi 8 août 1997, à Amnecy, dans sa soixante-quatrième année.

Ses obsèques auront lieu le lundi 11 août, à 15 h 45, en la basilique Saint-Joseph-des-Fins, à Amnecy.

9, rue du Docteur-Gallet, 74000 Annecy.

M. André Paries, Ses enfants, Et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Juliette PARIES, née NEYKROUD,

survécu le 2 août 1997.

Les obsèques auront lieu mardi 12 août, à Chamoux (Savoie), à 10 heures.

Yvonne Porri, née Agniet, son épouse, Michèle et Gilbert Lavanant, Geneviève Porri, Laure et Jean Porri, ses enfants, Yves et Alexandra, Roland et Frédéric, Gilles, Bastien, Lucie, Colette, ses petits-enfants, Les familles Falcone, Consalvi et Agniet, ont la douleur de faire part du décès de

Emile PORRI, ingénieur en chef honoraire SNCF-Algérie.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 13 août 1997, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame du Port, à Nice.

Information dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rue Vigne, 06300 Nice.

CARNET DU MONDE

Télécopieur : 01-42-17-21-36

Anniversaires de décès

Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu de

M^{me} Madeleine LAURAIN-PORTER, historienne.

la messe du vendredi 15 août 1997, de la communauté Notre-Dame-de-la-Braderie, à La Chapelle-Viel (Orne), sera célébrée à son intention en présence de ses proches, profondément émus.

Une chère union de prières et d'affectionnelles pensées pour sa mémoire est demandée à toutes celles et à tous ceux qui l'ont connue et aimée.

Son dernier ouvrage, Une tête à gouverner quatre empires, a été publié en avril 1997.

Souvenir

En souvenir de

Guy de VILLARDI, comte de Mondaur,

décédé le 10 août 1977.

Commando n° 4 franco-britannique, Oisireham, 6 juin 1944, Flessingue, 1^{er} novembre 1944.

SÉCURITÉ Quinze personnes ont trouvé la mort et 102 personnes ont été blessées sur le côté français du massif du Mont-Blanc au mois de juillet. Depuis le début du mois

d'août, 4 morts et 32 blessés se sont ajoutés à la liste. ● CES CHIFFRES ne sont pas supérieurs à ceux des années précédentes. Ils n'en ont pas moins relancé le débat sur la gratuité

des secours en vigueur dans les montagnes françaises. ● LES OPPOSANTS à ce principe font valoir qu'une contribution financière des personnes secourues permettrait d'évi-

ter des actes d'imprudence. ● LES PARTISANS de la situation actuelle estiment qu'un changement de règles risque au contraire d'accroître l'attitude consumériste des tou-

ristes. ● L'ASSOCIATION des maires des stations françaises a appelé les vacanciers, vendredi 8 août, à un comportement prudent et responsable en montagne.

Les accidents en montagne relancent le débat sur la gratuité des secours

L'essor de la fréquentation des sommets, notamment par des personnes mal préparées, n'a pas causé plus de morts que les années précédentes. Des voix s'élèvent cependant pour faire valoir qu'une contribution financière des personnes secourues limiterait les actes d'imprudence

CHAMONIX

de notre envoyé spécial

Mercredi 6 août, 11 h 25. L'hélicoptère du peloton de gendarmerie de haute montagne (PGHM) se pose sur l'aire d'atterrissage des Bois, à Chamonix. A son bord, le docteur Bernard Marsigny, chef du service urgences-anesthésie-réanimation de l'hôpital local, ramène une randonneuse espagnole blessée lors d'une promenade dans le massif du Brévent. Cette fois-ci, le cas n'est pas grave : la femme s'en sort avec une légère entorse du genou et quelques ecchymoses. « Elle aurait très bien pu rejoindre la vallée en empruntant le téléphérique qui n'est qu'à deux cents mètres du lieu de l'accident, précise le docteur Marsigny, mais elle a eu la frousse de sa vie et a refusé de descendre autrement qu'en hélicoptère. »

Au mois de juillet, le PGHM de Chamonix a procédé ainsi à 160 opérations de secours, pour des accidents qui ont fait 15 morts et 102 blessés dans le massif. Depuis le début du mois d'août, 4 morts et 32 blessés se sont ajoutés à la liste. 3 alpinistes lyonnais qui effectuaient la traversée des Courtes (3 856 mètres) sont portés disparus depuis le 4 août. Cette comptabilité macabre n'est heureusement pas quotidienne. Souvent, les dizaines de rotations qu'effectue, chaque jour d'été, l'hélicoptère du PGHM concernent des accidents qui ne nécessitent pas l'envoi d'un appareil. Les secouristes préfèrent ne pas prendre de risques : une chute, même en moyenne montagne, peut avoir de graves conséquences que seul un examen rapide sur place permettra de déceler.

Chaque année, pourtant, l'an-

nonce d'un nouvel accident en montagne relance le débat sur la gratuité des secours, une spécificité française qui remonte au XVIII^e siècle. Car ces secours coûtent cher : de 20 000 à 50 000 francs pour une intervention banale nécessitant un hélicoptère, deux secouristes et un médecin. La note peut grimper jusqu'à 400 000 francs pour une intervention plus longue : une grosse avalanche par exemple - pour laquelle une centaine de sauveteurs peuvent être mobilisés pendant plusieurs heures.

Le fait que ces secours soient assurés par des services de l'Etat, essentiellement des gendarmes de haute montagne et des CRS, renforce encore, en période de restrictions budgétaires, la conviction des opposants à la gratuité. Dans un texte publié par le magazine *Co* m'intéresse du mois d'août, Alain Marsaud, l'ancien député RPR de Haute-Vienne qui a été rapporteur du budget de la sécurité civile à l'Assemblée nationale, plaide pour une contribution financière des personnes secourues. « Si elles ont mis leur sécurité et leur vie en péril par un acte d'imprudence volontaire, leur responsabilité financière doit être reconnue », écrit-il.

« RÉCLAMER UNE PARTICIPATION »

Parmi les professionnels de la montagne, le docteur Marsigny est l'un des rares à approuver une telle position, même s'il s'oppose à l'idée d'une privatisation des secours que certains s'apprêtent à évoquer. « La pratique de la montagne est un loisir volontaire, explique-t-il. Il ne me semble pas aberrant de réclamer une participation financière. » La

tentation est d'autant plus grande qu'une première brèche a été ouverte par un décret du 5 mars 1987 autorisant les communes à obtenir le remboursement total ou partiel des frais de secours liés aux activités de ski alpin et de ski de fond (lire ci-dessous).

Dans la réalité, peu de communes ont franchi le pas, parce qu'il n'est pas toujours facile de définir ce que recouvre précisément le terme « ski alpin » : doit-on faire

secours en montagne (SCSM), ces sommes lui permettent de participer au financement de l'équipement des secouristes.

Les opposants à la gratuité des secours verraient d'un bon œil que les autres sports de montagne soient eux aussi soumis à cette obligation. En touchant les alpinistes et les randonneurs au portefeuille, ils espèrent les responsabiliser. « Accepter cette argumentation reviendrait à considérer que tous

pourrait être renforcée. Parce qu'ils auront payé, ils se sentiront encore plus libres de faire un peu n'importe quoi. » Avec toutes les conséquences que connaissent déjà les pays où le secours est payant.

« PRINCIPE DE SOLIDARITÉ »

En plus d'une obligation de moyens, jusqu'à présent largement remplie, les sauveteurs pourraient se voir ainsi imposer une obligation de résultats. Une victime pourrait alors se retourner contre les sauveteurs si elle n'était pas satisfaite du service rendu. Le capitaine Jean-Claude Gin, commandant du PGHM de Chamonix, partisan du statu quo, rappelle opportunément qu'« en Suisse, où le secours est payant, il n'y a pas moins d'accidents qu'en France ».

Plus encore, les professionnels de la montagne redoutent que, derrière ce principe de responsabilité, ne se profile à terme un principe de rentabilité : puisqu'ils coûtent cher au budget de l'Etat, pourquoi ne pas privatiser les services de secours en montagne ? « C'est le principe de solidarité qui doit primer, s'empare Xavier Chappaz. Notre société doit être capable d'assumer la charge des secours en montagne, comme elle accepte, avec raison, de subventionner les théâtres publics qui pourtant ne profitent pas à tous. »

Une privatisation des secours obligerait à faire prendre en charge par les assurances le remboursement des frais. « Qu'advient-il de l'alpiniste désargenté qui n'a pas contracté d'assurance ? Interroge M. Chappaz. Quand une compagnie enverra des secours pour venir en aide à ses clients pris dans une avalanche, que se passera-t-il pour ceux

des blessés qui auront souscrit un contrat auprès d'une autre société d'assurances ? »

Les partisans du remboursement des secours répondent à l'inquiétude en rappelant que beaucoup de pratiquants sont d'ores et déjà couverts par une assurance contractée automatiquement lors de l'inscription à une fédération sportive (Club alpin français ou Fédération de la montagne et de l'escalade). Mais, pour l'heure, ces assurances ne couvrent que les suites éventuelles du secours : transport de l'hélicoptère vers l'hôpital, hospitalisation, rapatriement ou versement d'un capital-décès aux ayants droit.

Les vieux montagnards, qui n'ont pas la mémoire courte, savent qu'une remise en cause fondamentale de la gratuité des secours inscrite dans le principe du service public nous ramène, peu ou prou, à la situation qui prévalait avant 1957. Cette année-là, deux jeunes alpinistes, Jean Vincendon et François Henry, moururent sur les pentes du mont Blanc, à 4 000 mètres d'altitude, après six jours d'agonie. La tragédie, qui émut la France entière, révéla les carences de l'organisation des secours en haute montagne, alors largement fondée sur le bénévolat et sur le volontariat. Pour éviter qu'un tel drame ne se reproduise, la décision fut prise, quelques mois plus tard, de créer une structure professionnelle placée sous la tutelle du service national de la protection civile. Une garantie, selon ses promoteurs, de neutralité et de désintéressement, au service de tous les amoureux de la montagne.

Acacio Pereira

« Compter sur les secours, c'est déjà trahir l'alpinisme »

CHAMONIX

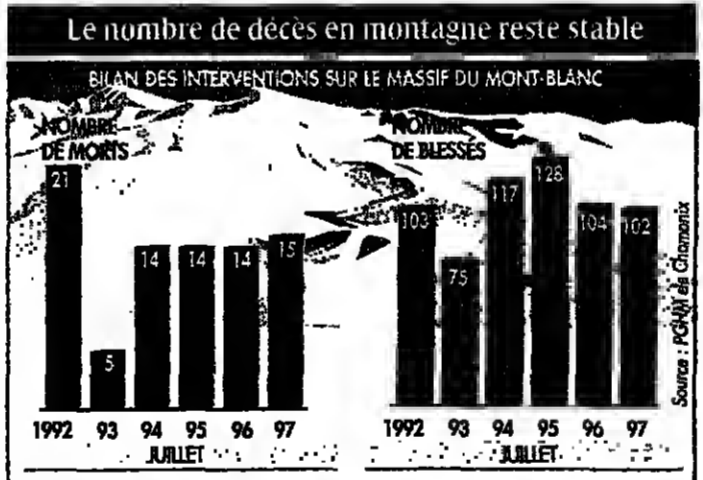
de notre envoyé spécial

De la famille « égare » en baskets sur la mer de Glace, à l'alpiniste désargenté originaire d'un pays de l'Est, retrouvé transi de froid au refuge Vallot (4 300 mètres), habillé d'un simple coupe-vent et des chaussures de ville aux pieds, les archives du peloton de gendarmerie de haute montagne (PGHM) de Chamonix regorgent d'anecdotes plus ou moins dramatiques. Inconscients, imprudents, stupides parfois, les termes ne manquent pas pour qualifier ceux qui prennent des risques inconsidérés, car, comme le rappelle l'alpiniste René Desmasset : « La montagne ne tue pas, c'est l'homme qui vient se tuer en montagne. » Chaque jour d'été, sur la seule chaîne du Mont-Blanc, de loin le plus fréquenté des massifs français, 5 000 à 6 000 personnes montent à plus de 2 000 mètres pour une courte randonnée, une course de neige ou une escalade dans l'une des multiples voies du granit chamoniar. Au plus fort de la saison, sur le seul versant français, plus de 300 alpinistes se présentent

dans les refuges d'altitude pour se lancer à l'assaut du plus haut sommet d'Europe.

Pourtant, malgré une fréquentation sans cesse croissante, et contrairement à ce que pourrait laisser penser la surmédicalisation des accidents, le chiffre des décès en montagne reste stable (voir graphique). Ce résultat doit beaucoup à l'expérience acquise en matière de secours par l'ensemble des professionnels (gendarmes, secouristes et médecins) qui, depuis une trentaine d'années, ont mis en place une chaîne efficace. « Nous travaillons à la marge, précise le docteur Bernard Marsigny, chef des urgences de l'hôpital de Chamonix. La majorité des interventions des secouristes concernent des blessures bénignes, et, à l'extrême, des morts. Notre défi consiste à intervenir le plus rapidement possible pour sauver ceux qui sans cela pourraient mourir en montagne. »

Polytraumatismes, gelures, hypothermie : les médecins de l'hôpital de Chamonix ont donc appris à intervenir vite pour éviter l'issue fatale. C'est pourquoi, quotidiennement, l'un d'eux est astreint à un tour de garde sur l'aire d'atterrissage des Bois, prêt à monter dans l'hélicoptère à la première alerte. « Une fois sur le lieu de l'accident, notre travail consiste à calmer le blessé, à le rassurer », explique Bernard Marsigny. S'il emporte avec lui tout un arsenal médical sophistiqué (scope, défibrillateur, parachute thermique...), il reconnaît que la première chose dont il aura besoin est enfouie au fond de la banane qu'il porte en permanence autour de la taille : des ampoules de sédatif. « En altitude, le diagnostic est difficile. C'est l'habitude qui fait la différence », dit-il. Avec dix ans d'expérience derrière lui, le docteur Marsigny sait désormais que 80 % des cas d'hypothermie sont accompagnés d'un traumatisme. « C'est la logique, poursuit-il. Beaucoup d'alpinistes ont oublié une règle fondamentale en altitude : il faut boire beaucoup. Ils ne prennent plus de réchaud dans leur sac à dos. S'ils



L'expérience acquise par les secouristes et l'organisation des secours ont permis de limiter les accidents mortels, malgré une forte augmentation de la fréquentation du massif du Mont-Blanc.

sont coincés plusieurs jours par le mauvais temps, ils n'ont donc aucun moyen de faire fondre de la neige pour se réhydrater, se fatiguent, s'épuisent, n'avancent plus et font une chute. »

PRÉVENIR PAR TÉLÉPHONE

On a tellement dit que la montagne était accessible que l'idée du danger n'inquiète plus. Le massif du Mont-Blanc est, à cet égard, symbolique. Sa mécanisation poussée a réduit les distances : on emprunte le téléphérique de l'aiguille du Midi et, en quelques minutes, on se retrouve à 3 800 mètres : le mont Blanc paraît tout proche. « La perméabilité du massif, so compacté [11 kilomètres de large sur 20 de long], sa surfréquentation sont des éléments qui, paradoxalement, favorisent la rapidité des secours », corrige le capitaine Jean-Claude Gin, du PGHM de Chamonix. En outre, l'alpiniste qui arpente aujourd'hui les neiges de la vallée Blanche est rarement isolé. « Il nous arrive d'être prévenu par téléphone d'un accident avant même que le victime ait terminé sa chute, précise le capitaine Gin. C'est sans doute la raison du succès. »

Xavier Chappaz, président de la

Compagnie des guides de Chamonix, pour lequel « un mort est un mort de trop », admet que « trop d'amateurs ne prennent pas toutes les précautions nécessaires » : ne pas préjuger de ses forces, consulter la météo, savoir renoncer, être correctement équipé, prévenir de son itinéraire, ne pas partir seul, faire appel aux services d'un professionnel. « Il ne faut pas oublier que la montagne n'est pas un milieu neutre, confirme le capitaine Gin. On ne la dompte pas comme cela. Il faut arrêter de la fréquenter en consommateur, vouloir à tout prix la vaincre alors que les conditions ne sont pas favorables. Elle sera encore là demain. »

Pour voir un jour baisser la courbe des décès, ce sont les mentalités qu'il faut modifier. « Tout le monde aujourd'hui veut faire le mont Blanc en quarante-huit heures chrono, remarque M. Chappaz. Le plus haut sommet d'Europe est techniquement facile, mais il reste dangereux. Faire de la montagne, c'est partir, faire le sommet, et revenir. Compter sur les secours en cas de problème, c'est déjà trahir l'alpinisme. »

A. Pe.

La fermeture temporaire des urgences de l'hôpital d'Avallon est confirmée

LE DIRECTEUR de l'Agence régionale de l'hospitalisation de Bourgogne, Michel Drouet, a confirmé vendredi 8 août, la suspension pour trois mois d'une partie des hospitalisations en urgence de l'hôpital d'Avallon, mais la suspension pourrait être levée en cours de période si « on arrive à trouver des solutions ». La décision de fermeture avait été prise après la mort d'un patient et la paralysie d'un autre, en juin et juillet, au cours d'interventions chirurgicales. Après la mort d'un nouveau patient - un démenti de vingt-huit ans transféré mercredi 6 août -, le procureur de la République d'Auxerre, Jacques Cazals, a ouvert une information judiciaire. Le directeur de l'ARH a cependant précisé que l'homme était en état de mort biologique lorsqu'il a été hospitalisé. Diabétique, il ne prenait pas ses médicaments depuis plusieurs jours. Il avait quitté la prison dans le coma.

DÉPÊCHES

■ **SANTÉ** : un bébé est né dans la nuit de jeudi 7 à vendredi 8 août, à la maternité de Pithiviers (Loiret), fermée au début du mois de juillet à la suite du décès d'une patiente. La mère de l'enfant s'étant présentée à l'hôpital alors qu'elle ressentait des contractions, une sage-femme de permanence a procédé à l'accouchement. Le 3 juillet, l'Agence régionale de l'hospitalisation de la région Centre avait estimé que l'établissement n'était « pas en mesure d'assurer les conditions minimales de sécurité aux patients nécessitant une intervention chirurgicale ou obstétricale ». La polémique avait pris de l'ampleur après le décès, le 31 juillet, d'un nouveau-né, lors de son transfert de Pithiviers vers l'hôpital d'Orléans.

■ **FAIT DIVERS** : une adolescente de dix-sept ans, qui avait disparu mardi 5 août à Périgueux, a été retrouvée morte, mercredi 6 août, dans un fossé à Vannes-sur-Cosson (Loiret). Selon les premières constatations, la jeune Maryline, morte d'un coup porté à la tête, aurait également été violée. Mardi, en début d'après-midi, elle avait reçu un appel téléphonique d'un homme qui disait chercher une baby-sitter. Une demi-heure plus tard, une voiture venait prendre l'adolescente à son domicile de Boulazac, dans la banlieue de Périgueux. Le parquet de Périgueux a ouvert une information judiciaire pour « enlèvement et séquestration suivis de la mort de la victime ».

■ **JUSTICE** : l'auteur de la tuerie de Saint-Dizier, près de Rennes, qui a fait cinq morts dont deux gendarmes, mardi 5 août, a été mis en examen et placé sous mandat de dépôt, vendredi 8 août, pour meurtres avec préméditation et tentatives. Joseph Allain s'est vu signifier sa mise en examen par le juge d'instruction, Dominique Legendre, au CHR de Rennes, où il est toujours hospitalisé. Il avait été grièvement blessé lors de son interpellation. Les deux gendarmes tués ont été enterrés, vendredi, à Châteaubourg, siège de leur brigade.

■ **EUTHANASIE** : un retraité de soixante-dix-huit ans s'est pendu dans la nuit de lundi 4 à mardi 5 août, à Saint-Etienne, après avoir abattu sa femme, qui lui avait demandé de la tuer car elle ne supportait pas de devenir aveugle. Dans une lettre adressée aux pompiers et à la police, l'homme a expliqué avoir cédé à la demande insistante de sa femme, avec laquelle il vivait depuis cinquante-six ans, de mettre fin à ses jours.

Jeudi 10 août

HORIZONS

ENQUÊTE

UN vraie collection, « c'est une histoire d'amour. On tombe amoureux d'un objet comme on s'éprend d'une femme. C'est viscéral. Soudain, on brûle. On est possédé, on veut posséder ». Le petit homme sec, aux pommettes saillantes et aux yeux vifs qui lâche cette profession de foi sait de quoi il parle. Un demi-siècle de relations passionnelles avec les objets d'art a fait de George Ortiz l'un des grands collectionneurs de ce temps.

Être catalogué parmi les plus grands, c'est beaucoup d'honneur. Et pas mal d'inconvénients. Il est loin l'âge d'or de l'après-guerre, où l'amateur pouvait s'adonner à sa passion sans autre frein que les limites de sa fortune, il lui faut aujourd'hui rendre des comptes. Convaincre qu'il est un protecteur du passé plutôt qu'un prédateur du patrimoine. Mais se retrouver dans la tempête qui secoue le monde de l'art n'est pas pour déplaire à ce septuagénaire survolté qui défend sa cause avec une fougue de jeune homme. Que ce soit dans un forum de juristes à New York, lors d'un face-à-face sur la BBC ou, comme c'est aujourd'hui le cas, dans son chalet des Alpes suisses, George Ortiz ne manque pas d'arguments. La voix

RAZZIA SUR LES OBJETS D'ART

forte, modulée parfois vers l'aigu, le geste appuyant le propos, le corps en mouvement, il est animé d'une vraie passion qu'il croit doublée d'une mission. C'est un croisé de l'art, « âme et ressort ultime de l'humanité ».

Contrairement à la plupart des collectionneurs, qui préfèrent l'ombre aux feux de la rampe, George Ortiz n'hésite pas - comme son saint patron - à rompre publiquement des lances avec les « dragons » qui prétendent réglementer le marché de l'art. Ses ennemis ? Ce sont tous ces empêcheurs de collectionner en paix, comme au bon vieux temps : bureaucrates, juristes, universitaires... « Tous ceux pour qui le maître de l'art est d'abord un support de connaissance désincarné, un élément d'identité nationale, avant d'être un objet de délectation. » A ceux qui invoquent la science, il oppose l'émotion ; à ceux qui brandissent les réglementations, il réplique par la recherche de l'absolu.

Le domaine de George Ortiz, son terrain de chasse favori, ce ne sont pas les tableaux impressionnistes ou les meubles du XVIII^e siècle, c'est l'archéologie. Son autre géographie est celle du bassin méditerranéen, élargi jusqu'à la Mésopotamie, la Perse et l'Afghanistan. Avec quelques incursions vers la Chine, le Pacifique, l'Afrique et les Andes. Il affectionne les pièces archaïques, souvent de facture fruste, pas toujours séduisantes au premier abord. Des pièces souvent difficiles. C'est un voyage en Grèce, pendant l'été de 1949, qui a déclenché cette passion. A l'époque, George Ortiz, âgé de vingt ans, vit avec sa famille avenue Foch, à Paris. Son père est ambassadeur de Bolivie en France, sa mère est la fille de Simon Patino, un métis devenu « roi de l'étain », l'une des plus grosses fortunes du siècle. Rien ne prédisposait Georges à devenir un amateur d'art : « Il y avait chez mes parents des objets du XVIII^e siècle français, mais cela faisait parti du décor. » Comme tous les enfants, il collectionne les petites voitures, puis les timbres-poste, fréquente le marché aux Puces, mais il n'a aucun bagage artistique.

Le jeune homme, qui s'est brièvement cherché un idéal du côté de la Yougoslavie de Tito, va le découvrir entre Delphes, Epidaure et Olympie. Il parle aujourd'hui d'« un éblouissement », d'« une naissance spirituelle ». De retour à Paris, il achète une tête cycladique. « J'ai pensé qu'en possédant un objet d'art je pourrais recueillir une partie de ce que l'artiste y avait insufflé. » Il poursuit, avec un orgueil tranquille : « Je suis un occidental de l'histoire, j'ai la faculté de percevoir ce que l'auteur a mis dans son œuvre. Cela me permet d'aller droit à l'objet essentiel d'une civilisation. » Cette intuition, réelle ou supposée, va lui permettre d'émigrer considérablement sa collection. Elle le fait aussi basculer dans un univers soumis à la tyrannie

des objets. Ses amis ne comptent plus ses caprices, ses brouilles, ses foudrues pour arracher la pièce convoitée. Il est la terreur des salles des ventes. Par chance, sa fortune est à la mesure de sa passion.

POUR mettre sa collection à l'abri d'une législation française qui l'inquiète, Ortiz a quitté Paris, dans les années 60, pour s'installer à Genève. Là, dans une propriété où il vit avec sa femme et ses quatre enfants, il va accumuler pendant près de cinquante ans un ensemble cohérent de 1500 objets dont 300 chefs-d'œuvre. Une collection sans doute unique, à laquelle il consacre l'essentiel de sa vie. Et de son argent. L'histoire d'un groupe égyptien donne la mesure de cette passion et de son prix.

Vers la fin des années 80, chez un antiquaire londonien, le Bolivien tombe en arrêt devant un ensemble du Moyen Empire composé de 8 pièces en alliage de cuivre, dont 3 effigies du pharaon Amenemhat III (1843-1798 av. JC), un torse de reine très délicat, deux statuettes représentant des notables et un crocodile incrusté d'or. L'ensemble provient d'une fouille, probablement illicite, de la dépression du Fayoum, vraisemblablement effectuée à la fin des années 60.

Sorti frauduleusement d'Égypte, il a été acheté, en 1971, par un industriel belge vivant aux États-Unis. Le Metropolitan Museum l'ignorait ce butin. En 1986, l'homme d'affaires s'en est séparé. George Ortiz, lui, est saisi : « Ce que j'ai aperçu m'a bouleversé. Pourtant, qu'est-ce que je connaissais de l'art égyptien ? Que c'était un art du désert, de l'infirmité qui, contrairement à l'art grec, a peu de relation avec l'homme. Mes maigres connaissances étaient remises en cause et, surtout, ce que je voyais me

procuroit une émotion considérable. »

Mais - second choc - les 8 objets sont vendus, en bloc, 12 millions de dollars (plus de 60 millions de francs). Ortiz n'a pas une telle somme sous la main. Il liquide au Brésil un gros paquet d'actions, réunit 10 millions de francs et file à Londres où il conclut le marché. Il verse 6 millions de dollars comptant et fait revendre plusieurs objets pour payer le reste. Le Musée du Louvre achètera le crocodile et le Musée de Munich, deux autres pièces.

Tyrannie des objets. Mais aussi relation amoureuse, paléenne et quasi chamanique, comme le montre sa fascination pour ce chef-d'œuvre de l'art gréco-bouddhique du Gandhara - une tête de Siddhartha - venu des confins du Pakistan et de l'Afghanistan actuel, débarrassé à New York, arraché de haute lutte à des collectionneurs américains. « Le marbre était très abîmé, avec de profondes traces de brûlures. Il a visiblement été retiré en extrême d'un four à chaux. Je l'ai fait restaurer en y touchant le moins possible. Pendant longtemps,

chaque soir avant de me coucher, j'allais le caresser. Et pourtant je n'ai rien ni l'art composite, ni l'art provincial, ni l'art baroque. »

Vers la fin des années 80, George Ortiz a senti le besoin de sortir sa fabuleuse collection de la cave-musée de Genève et d'en faire profiter ses contemporains.

C'EST ainsi que quelque 300 objets, parmi les plus significatifs, ont été présentés lors d'expositions au Musée de l'Ermitage à Saint-Petersbourg, en 1993, à Londres, en 1995, et à Berlin, un an plus tard. C'est dans la capitale britannique que les choses se sont gâtées. Si la collection Ortiz a ébloui, elle a aussi provoqué une sévère polémique. Sur la BBC, Lord Rentfrew, professeur à Cambridge, particulièrement actif dans la lutte contre le trafic des pièces archéologiques, a déploré que la Royal Academy se fasse le complice d'une manifestation mettant en scène des pièces « vraisemblablement » pillées sur des sites archéologiques clandestins. Ortiz s'est défendu comme un diable : « Les collections historiques ont

rarement une provenance. Vous pouvez le vérifier au Louvre ou au British Museum ! »

Ces attaques ont d'autant plus blessé George Ortiz qu'il est devenu, pour une bonne partie de la communauté scientifique, l'homme à abattre, d'autant plus haïssable que c'est un vrai collectionneur. Il est le symbole même de ces collectionneurs derrière lesquels se profilent les pirates de l'archéologie et les filibustiers de l'antiquité. Facteur aggravant, cette « archéologique correctness » compromet les expositions futures du Bolvivo. Elle est intervenue au moment où certains membres de la communauté internationale, constatant que la Convention de l'Unesco (1970) sur la protection des objets d'art n'avait pas suffi à enrayer trafics et pillages, ont élaboré « une machine de guerre ». Celle-ci est pilotée de Rome par Unidroit, un organisme chargé d'harmoniser les règles du droit international.

Cette convention déjà signée, depuis 1995, par une vingtaine d'États, se propose de contrôler davantage, voire de restreindre, la libre circulation des objets d'art.

Elle permettra notamment aux États de réclamer, à tout moment, le retour des pièces sorties clandestinement de leurs frontières. Et ce sera à l'acheteur de faire la preuve de sa bonne foi. Cette « minime » des bureaucraties étatiques sur l'art met George Ortiz hors de lui : « Les gens qui ont élaboré ces textes sont des juristes ou des fonctionnaires, déconnectés de toutes réalités. Ni les artistes ni les collectionneurs n'ont été consultés. » Pour lui, le collectionneur remplit une fonction sociale : spéculateur ou amateur, il préserve les objets d'art qui finiront, tôt ou tard, dans les musées. Puisqu'il est avéré que les musées doivent plus aux collections privées qu'aux acquisitions des conservateurs.

Pour George Ortiz, le texte d'Unidroit est idéologique et simpliste. En donnant un pouvoir absolu aux États sur tous les biens culturels existant à l'intérieur de leurs frontières, il favorise « le pire éthnocentrisme et un nationalisme rétrograde ».

LUI plaide, au contraire, pour les bienfaits de la dissémination universelle de l'art, « conforme à la volonté des artistes et à la vocation de l'humanité ». Sans doute l'existence d'un marché stimule-t-elle les fouilles clandestines et les déprédations des momuments, mais ces dommages, bien réels, sont moindres que les remèdes proposés par Unidroit : « Le texte n'empêchera pas le marché d'exister. Mais ce sera un marché noir, encore plus incontrôlable. »

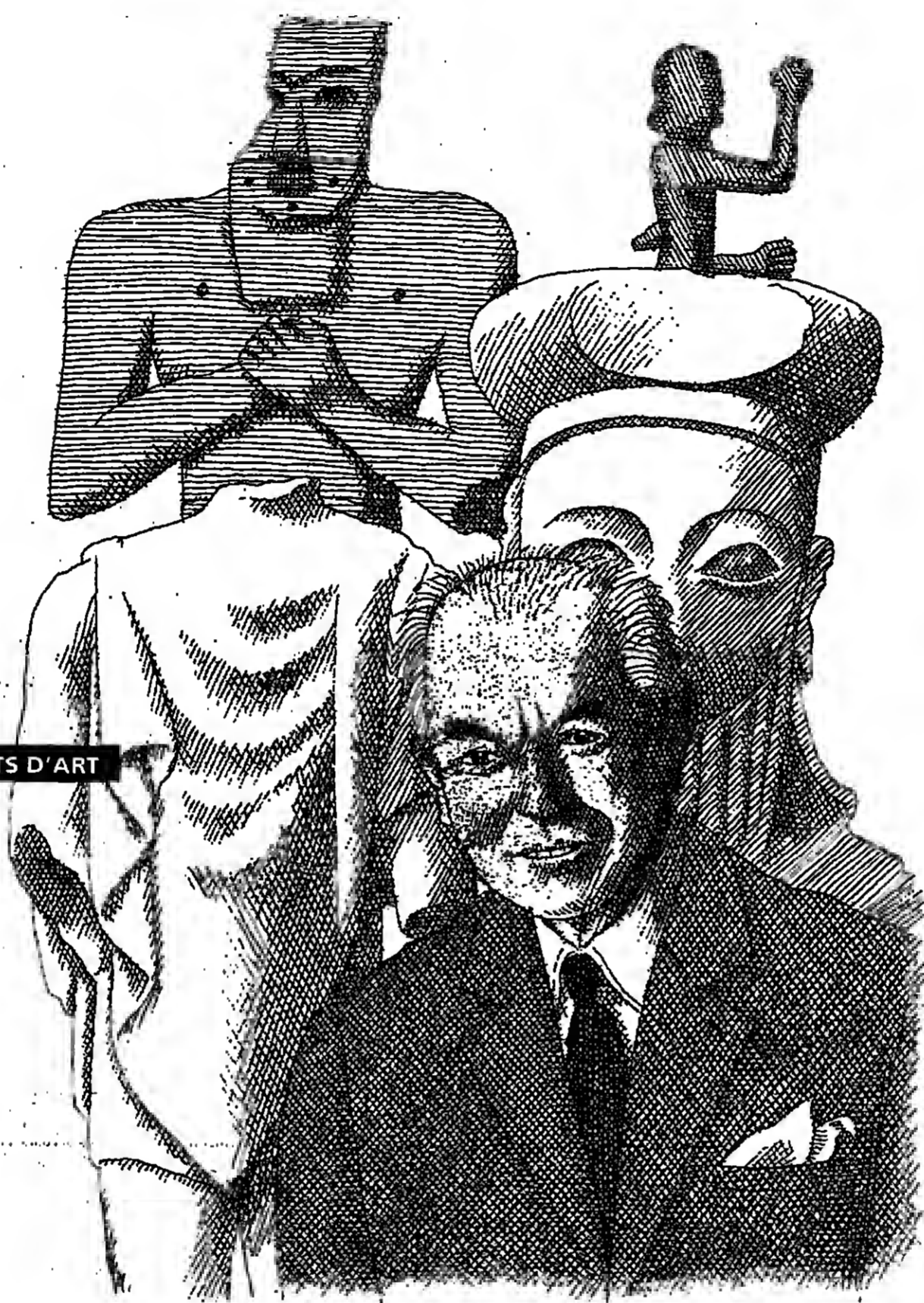
S'il est d'accord pour lutter contre le vol sous toutes ses formes, il n'admet pas que l'achat d'une pièce sortie illégalement d'un pays soit assimilée à un vol. Car, selon lui, la majorité des objets archéologiques disponibles sur le marché viennent non du pillage organisé, mais de trouvailles fortuites. Or, sans marché, elles seraient, dans bien des cas, détruites. Il en donne pour exemple ces marbres antiques, sans valeurs aux yeux des paysans, qui ont longtemps alimenté les fours à chaux du Proche-Orient : « Un objet qui n'a pas de valeur marchande est un objet potentiellement détruit. En Égypte, certains fellahs qui font des trouvailles dans leurs champs préfèrent désormais les jeter dans le Nil parce que les pouvoirs publics se montrent trop fatigués quand ils leur apportent une pièce. » Enfin, la dissémination a une autre vertu : elle sauve une grande quantité d'objets menacés par les guerres, les révolutions, le vandalisme politique ou religieux. « Si le trésor de Bégram n'avait pas été partagé entre la France et l'Afghanistan, il serait aujourd'hui totalement onéanti depuis le pillage du Musée de Kaboul. »

Ce plaidoyer passionné d'émule de Lord Rentfrew : « La plupart des antiquités ne sont menacées par personne. En les achetant, M. Ortiz satisfait simplement son désir de possession, alimente le dynamisme d'un marché qui vit du pillage et fait monter les prix. S'il s'agit, comme au Zaïre ou en Afghanistan, de protéger des objets vraiment menacés, pourquoi ne pas s'engager à les restituer une fois la paix revenue ? Il n'est pas question de nier certaines situations : les destructions et la corruption dans certains pays. Mais que des collectionneurs profitent de la situation pour occuper ces pièces, est-ce vraiment la bonne solution ? »

Toujours est-il que la volonté de « moralisation du marché » lancée par l'Unesco et Unidroit tombe mal pour George Ortiz. Sa collection est sur le point d'être « bouclée », il lui reste maintenant à la faire circuler, à la montrer, à faire partager sa passion : « C'est comme si j'avais passé toute ma vie à brasser une immense fresque. Un jour, elle est terminée. C'est le cas. Je me suis donné de fond pendant si longtemps que cela m'a vidé. Je reste imprégné de ces objets qui m'entourent, mais j'ai moins besoin de les voir. Je suis devenu le gardien du Temple, avec le devoir de les montrer pour que d'autres puissent être convertis à leur tour. » Saint-Petersbourg, Londres et Berlin ont accueilli le trésor de George Ortiz. Il manque Paris, sa ville natale, sur la liste, et c'est là son plus grand regret.

Roland-Pierre Paringaux
et Emmanuel de Roux
Dessin : Pierre Le Tan

FIN



La croisade d'un collectionneur

13

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

« Qualité France »

LA nature gronde, les usines licencient, les guerres et conflits menacent, les hommes glissent dans la perversité, l'économie reste languissante... Chaque jour apporte son lot de nouvelles moroses ou effrayantes, dont il serait vain de minimiser les signes et dangers de refus d'analyser la signification. Mais si le monde et la France ne sont pas partout en Eden, ils ne ressemblent pas non plus partout à l'Enfer.

C'est devenu un lieu commun de dire et redire que le tourisme est la carte maîtresse de l'économie française avec sa gastronomie, ses clochers qui sonnent l'angelus et sa tour Eiffel. Mais à l'inverse de l'aéronautique, des technologies spatiales, des télécommunications et même de la haute couture, on a tendance à en sourire avec une pointe de malignité narquoise. Pourtant les chiffres sont là : le gisement d'emplois reste productif, les flux d'entrée de devises ne se tarissent pas, les chiffres d'affaires caracolent. A une époque où les responsables qui gèrent les finances publiques emploient davantage le mot de « dette » que celui d'« abondance » et où la courbe du chômage ne fléchit pas, ce sont là des chances et des atouts qu'il serait absurde de négliger.

Atouts mais aussi atours. Et les atours ne sont pas impénétrables. La France n'a, bien sûr, ni le monopole du beau ni partout et toujours la médaille d'or de la qualité et de la finesse. Combien d'anomalies, de fautes, de négligences les services de

contrôle ne relèvent-ils pas dans l'accueil des hôtes nationaux ou étrangers ! Combien d'arnaques pour tirer un profit immédiat et grossier qui ne sont pas naïfs et qui savent désormais faire jouer la concurrence ! Combien de blessures infligées à un site naturel, un paysage ancestral, un témoignage fort de l'histoire industrielle, parce qu'il est tentant de construire, d'aménager, de bétonner vite pour attirer massivement une clientèle qui ne reviendra peut-être pas !

La « qualité France » - dans laquelle la spécificité des régions d'outre-mer compte pour beaucoup - forme un cocktail subtil, riche mais fragile. C'est le mélange pluriel de paysages et de lieux, de légendes et de patrimoine, de reliefs et de senteurs, de gens et de monuments. Préserver l'identité de toutes ces composantes est une absolue nécessité. Bien compris, le tourisme ne réunit pas seulement de bons tarifs SNCF, des chefs prestigieux et des spécialistes du marketing, il a besoin de l'intelligence des archivistes, historiens, géographes, architectes, forestiers et agriculteurs-ruralistes.

C'est pourquoi, quand on apprend que des éleveurs ont utilisé en masse des anabolisants pour mieux gonfler les cuisses de leurs bovins, que de grands ouvrages risquent de défigurer une vallée, que des ports pétroliers sont à un jet de pierre d'une station balnéaire en vogue, il ne faut pas seulement parler de faute mais aussi de gâchis.

Le Monde est édité par la SA Le Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directeurs : Jean-Marie Colombani ; Dominique Adly, directeur général ;
Nelly-Jean Bergeon, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Le Moussu, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Cans, Pierre Georges, Laurent Groussier, Erik Lomdovska, Michel Kalin, Bertrand Le Gendre
Directeur adjoint : Dominique Royon
Rédacteur en chef technique : Eric Azur
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourmont

Médecin : Thomas Ferenzi

Directeur exécutif : Eric Paillet ; directeur délégué : Anne Chazottebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beune-Méry (1944-1949), Jacques Faure (1949-1952),
André Laurens (1952-1955), André Fontaine (1955-1991), Jacques Lesquere (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 50 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »,
Association Hubert Beune-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde.

Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Léna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Les images ocre et brunes de Lascaux

UN DE NOS correspondants s'indignait, il y a un an, de la lenteur avec laquelle on aménageait le site préhistorique de Lascaux, découvert, en 1940, à un kilomètre et demi du bourg de Montignac. Les services officiels ont fait établir, depuis, une entrée monumentale au bas de la galerie de descente par laquelle on accède aux grottes de cette magnifique station paléolithique. Le mur en grand appareil et la porte qui fait penser à l'art mycénien veulent donner au visiteur qui les aperçoit au fond de la fouille une impression de mystère : trois corbeaux en sautoir ont été creusés pour prêter un éclairage indirect qui ajoutera un peu facilement à l'atmosphère magique de la grotte. L'électricité doit y être installée dans quelques mois : c'est alors seulement que la visite sera couramment permise au public.

Il faut avouer que le spectacle est prodigieux : des qu'on lève les yeux, les parois incurvées laissent soudain apparaître de grandes images ocre et brunes de chevaux, de bovins, de cerfs, d'une ampleur et d'une fraîcheur saisissantes. Les belles teintes d'oxyde de fer et de manganèse qui modifient élégamment la silhouette des bœufs et des chevaux, selon les trois techniques préhistoriques qui sont réunies ici, incision, soufflage et frottis, attirent le regard comme au premier jour, il y a trente-cinq ou quarante mille ans. Cette force du trait découpant la figure, cette pureté dans l'abstraction qui retient l'expression vivante, sont le signe éloquent de la présence humaine, la marque fragmentaire de l'homme faber à l'aube des temps.

André Chastel
(10-11 août 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-36

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Campuserve : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

COURRIER DES LECTEURS L'arrêt de la cour d'appel de Lyon, rendu le 28 juillet, selon lequel « l'Eglise de scientologie peut revendiquer le titre de religion » et dont les principaux extraits ont été publiés dans Le Monde du 30 juillet, ainsi que l'éditorial du Monde paru le même jour sous le titre « La justice face aux sectes » ont relancé le débat sur la notion même de

Ni SECTE NI RELIGION

Le martyre stratégique de l'Eglise de scientologie doit de toute urgence cesser d'être alimenté par une opposition de termes juridiquement nuls. Puisque c'est de la loi et de son application stricte qu'il s'agit, les magistrats n'ont pas, comme le rappelle à juste titre Georges Fenech, la compétence requise pour statuer sur un objet dont les implications historiques, théologiques, philosophiques, sociologiques et politiques excèdent largement la sphère juridique stricte.

Reste à la société civile la conviction, qui ira en grandissant au sein de l'opinion, que la scientologie ne veut être appelée « religion » que pour pouvoir exercer plus sereinement ses activités hautement lucratives, comme le rappelle opportunément Ron Hubbard lui-même : « Si l'on veut vraiment devenir millionnaire, le meilleur moyen consiste encore à fonder sa propre Eglise ». Reste enfin, comme Le Monde le rappelle, le devoir d'une vigilance constante renouvelée à l'égard de desseins dangereusement totalitaires, comme en atteste cet extrait d'un circulaire de l'Association internationale des scientologues de février 1989 : « Si nous combinons notre puissance et celle de toutes nos organisations en un effort exercé épaulé contre épaulé, nous prendrions cette planète, et ce avec le savoir que nous avons et le nombre que nous sommes » (Cité par Serge Faubert, Une secte ou cœur de la République, Calmann-Lévy, 1993).

Le rapport parlementaire de la commission Guyard de 1996 a montré de manière détaillée que l'arsenal juridique dont dispose le magistrat est suffisant pour sanctionner significativement la majeure partie des actions délictueuses de la scientologie. Mais elle a également émis la certitude que « les possibilités offertes par les dispositions existantes ne sont pas toujours - loin s'en faut - pleinement utilisées » (Les Sectes en France, n° 2468 des impressions de l'Assemblée nationale, p. 112).

Si tel est réellement le cas, nous sommes alors en droit de demander qu'à l'avenir les magistrats exercent pleinement le pouvoir qui est le leur dans les limites de leur compétence. Nul doute alors qu'à terme la somme des sanctions énoncées à l'encontre de l'escroquerie scientologique aura pour efficacité durable de faire perdre à celle-ci tout crédit - fût-il idéologique - aux yeux de tous.

Emmanuel de Silva,
Gif-sur-Yvette (Essonne)

PSEUDO-SCIENCE

La lutte contre les sectes est difficile parce qu'elle relève de tout un ensemble de facteurs et de décisions individuelles de chaque citoyen.

Les fragilités psychologiques des adeptes sont bien connues. La prévention consiste en un effort permanent et essentiel de comportement vis-à-vis de nos proches et des autres, de manière à faire naître le moins possible ces fragilités psychologiques dans la société.

Entre le fait de considérer, ce qui est patent et vrai, que le monde est imparfait, imparfait parce que tout simplement il n'est pas arrivé à l'âge adulte et à la fin de son évolution, et le fait de considérer que le monde est mauvais et que par voie de conséquence on serait choisi pour le tirer vers le haut, il y a une frontière qui sépare le normal du pathologique.

Ce qui peut tirer le monde vers l'âge adulte et vers le haut, c'est une indication constante et claire de la direction générale, indication que l'on trouve par exemple dans la dimension du vrai Christ tel qu'il est intervenu il y a deux mille ans. Et c'est aussi notre curiosité, notre esprit d'initiative et de dynamique, dans tous les domaines de la connaissance et du social ; on tente un pas nouveau, on en vérifie les effets, on se ménage des voies de secours et on avance si le résultat est bon, si l'ensemble des initiatives se révèle un jeu d'essai à somme positive.

Les sectes émettent des rêves et des hypothèses, font rêver. Mais leurs hypothèses sont en dehors du champ de vérification (...). Les sectes sont comme Montgomery à El Alamein, elles vont un pont trop loin, sans possibilité de repli ou de changement de route pour les troupes.

Si la République ne reconnaît, ne subventionne ni ne salarie aucun culte - ce qui est excellent -, elle doit aussi veiller devant les citoyens à prouver et à affirmer haut et fort les dangers de toute manipulation et de toute pseudo-science. On doit obliger les sectes et autres associations de ce genre à imprimer en gros et gras sur tout document, tract ou publicité que

secte. Plusieurs de nos lecteurs tentent à leur tour de préciser ce qui sépare une « secte » d'une « religion » et s'interrogent sur le rôle des tribunaux dans la définition de ces termes. Nos correspondants reconnaissent que les limites entre les deux concepts sont difficiles à établir, mais ils divergent sur l'attitude à observer face au développement de ces nouvelles « Eglises ».

leur doctrine n'est qu'une impression, un feeling, sans, pour l'instant, aucune base de vérification scientifique ou clinique. Et on devrait y faire figurer, à l'attention des adeptes qui s'y sentiraient mal à l'aise, la mention que la société et l'Etat ont des structures pour leur venir en aide. Bref, il s'agit de forcer, par un cadre légal plus strict, les sectes à la transparence.

Si on relit les évangiles du Christ écrits il y a deux mille ans, on y lit : « On vous dira le Christ est là, le Christ est ici... n'y allez pas ; les mauvais arbres porteront de mauvais fruits... »

Wolf Skorpil,
Lesigny (Seine-et-Marne)

ESCOQUERIE

Je n'appartiens pas plus à la scientologie que je n'appartiens à l'Eglise catholique, et je me demande pourquoi tous ceux qui tissent la première restent muets devant la seconde : pourquoi ne disent-ils rien devant les manœuvres d'infiltration des politiciens opérées par l'Opus Dei ?

Ont-ils oublié que le pape a refusé de livrer à la justice italienne les responsables - des ecclésiastiques - de la Banque du Vatican mêlés au scandale financier de la Loge P2 ?

N'ont-ils pas lu dans le dernier catéchisme, approuvé par Jean-Paul II, que l'Eglise accepte toujours les aumônes pour soulager les âmes du purgatoire ?

Si l'escroquerie intellectuelle et escroquerie tout court, elle est aussi ici !

Didier Colpin,
Change (Mayenne)

TOLÉRANCE À GÉOMÉTRIE VARIABLE

A propos de l'arrêt de la cour d'appel de Lyon du 28 juillet concernant la scientologie, il est curieux de constater que lorsqu'une instance gouvernementale (un « observatoire », par exemple...) épingle arbitrairement des minorités religieuses et décrite sans analyse qu'elles ne sont pas des religions, cela n'affecte presque personne. Pourtant, la Constitution française assure théoriquement la neutralité de l'Etat en matière religieuse. Théoriquement...

Mais, lorsqu'une décision de justice est favorable à une nouvelle religion, cela soulève des protestations indignées. De la part de ceux-là mêmes qui étaient censés préserver, en premier lieu, le droit

de chacun à pratiquer librement la religion de son choix. Est-ce là le comble du parti pris et de la tolérance à géométrie variable ?

Le mécanisme naturel de résistance aux idées nouvelles semble s'enliser dans une rigidité et un dogmatisme ridicules et dangereux pour la démocratie. Un retour à la raison et au dialogue ne serait-il pas souhaitable ?

Alain Riccobene,
Paris

SECTE OU RELIGION ?

Des doctrines qui se veulent universelles et qu'une conjonction historique favorable désigne à l'attention des peuples reçoivent le label de « religion », tandis que des tendances qui en dérivent ou les imitent sont répertoriées sous la rubrique « sectes ». Les critères qui décident du classement sont-ils légitimes ?

Si, au sens moral, sont qualifiées de sectes des doctrines aliénantes susceptibles de conduire à l'auto-destruction, les « religions » dites du Livre, vu ce qui se passe en Palestine/Israël, en Algérie ou en Irlande, peuvent-elles s'affirmer plus vertueuses ?

Si la religion est une collection de croyances destinées à satisfaire la religiosité, la marginalisation des sectes ne semble pas pertinente, puisqu'elles donnent satisfaction à des personnes déçues par les religions.

Le vocable étant d'origine latine, notons que la religion, ou « culte des dieux », ne connote aucune émotion. A Rome, la satisfaction de la religiosité était demandée aux « superstitions », vocable désignant, entre autres mystères d'origine orientale, le christianisme. La religion postule une convention entre le créateur et les humains, à propos de l'occupation du sol. Selon Cicéron, « chaque cité a sa religion », à laquelle l'étranger ne saurait se convertir.

La « superstition » désigne une relation entre la personne humaine et une représentation du divin. Les éleveurs de bétail valorisent ce genre de relation. Le mythe d'Abel en est le prototype biblique. Abraham adopta la fiction que, plus tard, la loi mosaïque a chargée d'agressivité à l'encontre des agriculteurs cananéens. A l'inverse, Zoroastre et ses fidèles ont diabolisé les éleveurs nomades qui ruinaient les récoltes et les canaux d'irrigation.

Le christianisme et l'islam, « superstitions » au sens latin du terme, acquièrent le titre de religion après que les empereurs chrétiens et les califes turcs eurent reconnu une légitimité civique, ce que l'Etat français ne peut faire sans perdre son caractère laïque.

Marcel Bracquemond,
Paron (Yonne)

Le Cambodge de Hun Sen sur la voie indonésienne

Suite de la première page

Hun Sen, selon de bonnes sources, en est conscient. Ceux qui le connaissent bien le décrivent comme un homme impatient, impulsif parfois. Mais ils disent également qu'il sait écouter et, quand il le faut, corriger le tir. Ils mettent rarement en doute ses capacités tactiques, notamment dans l'exploitation des faiblesses de ses adversaires. Dominée par l'instinct de survie dans un environnement sans complaisance, l'expérience de Hun Sen l'a toujours conduit à devancer les événements. Enfin, son passé communiste, comme celui d'un Boris Eltsine, se conjugue avec la tradition khmère d'allégeance au chef pour le persuader qu'un pouvoir fort est à la fois naturel et indispensable.

L'opprobre soulevé en Occident par le coup de force des 5 et 6 juillet, en l'absence opportune du prince Ranariddh, a laissé dans la pénombre plusieurs faits importants. Un accord passé la veille entre Ranariddh et les derniers Khmers rouges insurgés, ceux d'Anlong Veng, a précipité un plan d'intervention prêt de longue date.

Les combats n'ont duré que quarante-huit heures, Phnom-Penh a été très largement épargnée et la guerre civile ne se profile toujours pas. Le Funcinpec, le parti du prince Ranariddh, s'est effondré : ses partisans armés sont aujourd'hui repliés sur la frontière thaïlandaise, tandis que plus de deux tiers des députés de son mouvement participent, depuis le 28 juillet, aux travaux de l'Assemblée nationale. L'un d'eux, le ministre des affaires étrangères Hung Huot, vient d'ailleurs d'être élu copremier ministre avec Hun Sen.

S'étant assuré du soutien de Pékin, notamment en allant jusqu'à expulser la représentation taïwanaise à Phnom-Penh, Hun Sen a d'abord commencé par infliger une rebuffade à l'Asean en refusant sa médiation dans la crise. L'Association ayant reporté sine die l'admission du Cambodge en son sein. Il a changé de ton depuis. Il pourrait en outre aller rendre compte des événements au roi, à Pékin, et s'est engagé à tenir, en mai 1998, des élections libres. Son objectif est d'obtenir, avant la fin de l'année, l'abolition du roi, l'admission du Cambodge au sein de l'Asean et la reprise sans exception des aides et des investissements étrangers.

Pour y parvenir, l'homme fort de Phnom-Penh recherche un double contrat électoral et gouvernemental : il aimerait pouvoir reconduire la coalition gouvernementale actuelle après les élections de mai 1998. Affaibli, le Funcinpec sans Ranariddh a besoin d'une garantie sur son avenir au sein du gouver-

nement, aux côtés du Parti du peuple cambodgien (PPC) de Hun Sen. Moyennant quoi, selon une pratique fréquente dans la région, la campagne électorale et le scrutin prévus pour 1998, dominés par des alliés et non des concurrents, n'offriront aux électeurs guère de choix réel mais se dérouleront dans un calme au moins relatif.

REPRISE EN MAIN

Pour éviter une dérive de type birman, Hun Sen a également besoin de déléguer à des technocrates, comme Keat Chhon, actuel ministre des finances (PPC), la mission de redresser l'économie. Au lendemain de sa prise de pouvoir, en Indonésie, le jeune général Suharto avait confié avec succès cette même tâche à la « mafia de Berkeley », un groupe d'experts diplômés, pour la plupart, de la célèbre université de Californie. Une telle reprise en main est d'autant plus urgente au Cambodge que, depuis la signature des accords de paix de Paris, en 1991, s'y est développé un système exacerbé de clientèles partisans et armées à l'origine d'une corruption éhontée et de trafics en tous genres.

Mais le Cambodge n'est pas la Birmanie. Plus d'une centaine d'organisations non-gouvernementales étrangères ainsi que toutes les organisations de l'ONU (Unesco, Unicef, PNUD, OMS, Droits de l'homme...) y sont actives. L'aide internationale, à de rares exceptions près, n'a pas été suspendue. Les étrangers qui ont fui le pays après les combats de

juillet à Phnom-Penh vont, en grande majorité, y revenir. La Constitution n'a pas été abolie. Avec l'aide du FMI et de la Banque mondiale, l'économie y est gérée prudemment.

Hun Sen va donc tenter, dans un premier temps, de remettre son pays au travail et de convaincre que la paix civile prévaudra. Les investisseurs sont à nouveau sollicités. Le conseil des ministres, qui n'a siégé qu'à deux reprises entre février et juillet, a repris ses réunions hebdomadaires. Le Parlement doit prolonger sa session pour se prononcer sur des dizaines de projets de lois reportés. A Phnom-Penh, la criminalité est en chute libre : si fréquents par le passé, les enlèvements de commerçants sino-khmers se font plus rares.

Reste à l'homme fort du Cambodge, âgé de quarante-cinq ans, de décider quel modèle asiatique est, pour lui, le plus souhaitable pour assurer le développement de son pays. Le pari actuel serait que le Cambodge suive la voie indonésienne et non la birmane...

Jean-Claude Pomonti

RECTIFICATIF

CANAL HORIZONS

C'est Canal Plus et non pas sa filiale Canal Horizons, contrairement à ce que nous avons indiqué dans Le Monde du 9 août, que cent cinquante mille à deux cent mille foyers captent illégalement en Algérie.

البحر الأبيض المتوسط

ENTREPRISES

LE MONDE/DIMANCHE 10 - LUNDI 11 AOÛT 1997

VACANCES La France, premier pays d'accueil au monde, connaît cette année une forte reprise de sa fréquentation touristique. Selon les premières estimations données par Maison de la

France, chargée de la promotion de la destination France à l'étranger, le cru 1997 devrait être le meilleur depuis le début des années 90. ● TROIS FAC-TEURS sont à l'origine de cette embel-

lie : le redémarrage de l'activité mondiale, les tarifs aériens, dont la tendance est toujours à la baisse et la flambée de certaines devises. ● EN BRETAGNE, la saison, grâce à la hausse

de la livre, est marquée par le retour des Anglais. ● EN PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR, toujours première destination touristique de France, la fréquentation reste assez élevée sur le

littoral, mais baisse en montagne. ● LE LIMOUSIN, traditionnellement région de passage, incite avec succès cette année les estivants à s'attarder dans les contreforts du Massif Central.

Le cru touristique 1997 devrait être le meilleur depuis le début de la décennie

Avec 62,4 millions de visiteurs, la France reste le premier pays d'accueil au monde. Cette année la fréquentation est en hausse grâce au redémarrage de l'activité mondiale, aux tarifs aériens, dont la tendance est toujours à la baisse, mais surtout à la flambée de devises comme le dollar ou la livre

LES PROFESSIONNELLS du tourisme se frottent les mains. Non seulement les premiers chiffres de l'Enquête aux frontières de 1996, rendus publics mi-juillet, ont confirmé la France comme premier pays d'accueil au monde, avec 62,4 millions de visiteurs (en hausse de près de 2 % sur la précédente enquête de 1994), mais en outre la saison 1997 se présente bien. A tel point que le cru touristique 1997 devrait être le meilleur depuis le début des années 90.

L'embellie constatée après le printemps 1996 se confirme et s'est même amplifiée au premier semestre de cette année, constate Maison de la France, l'organisme chargé de la promotion de la destination France à l'étranger. A l'origine de l'embellie, plusieurs facteurs : le redémarrage de l'activité mondiale qui favorise à nouveau les

voyages, les tarifs aériens dont la tendance est toujours à la baisse, mais surtout la flambée de devises comme le dollar ou la livre - qui ont respectivement gagné plus de 20 % et de 10 % par rapport au franc depuis le début de l'année - ou le raffermissement de la lire italienne, qui diminuent d'autant le prix du séjour en France.

Selon un sondage effectué en juin par Maison de la France auprès des voyageurs et des tours-opérateurs, cette année promet d'être fructueuse : on s'attend à une augmentation de 8 % à 10 % des touristes, en provenance notamment des Etats-Unis, d'Italie et d'Allemagne. Les Japonais et les Britanniques font un retour remarqué. Parmi les régions qui en profiteront le plus, figurent la Provence-Côte d'Azur, la Corse, l'Île-de-France, l'Aquitaine et la Bre-

tagne. Pour Pascal Saint-Père, directeur du bureau de Maison de la France à Londres, « il est certain que le pouvoir d'achat des Britanniques a un effet direct sur la fréquentation touristique, d'autant plus que les prix ont très peu augmenté en France ». « En dépit des aléas dus aux grèves et aux attentats, notre image est restée globalement positive », remarque-t-il, en précisant que ce constat est aussi « celui des voyageurs et des transports britanniques ».

● **EFFECT DEVOISES** ● Les touristes britanniques devraient être environ 10 millions à venir en France cette année, soit une progression de près de 20 % par rapport à 1996. Si ce chiffre était atteint, la France retrouverait sur cet important marché son niveau de 1994. Les demandes spontanées reçues par Maison de la France à Londres sont

en hausse de 10 % par rapport à l'année dernière. Mais les Britanniques - qui privilégient le court séjour en raison de la proximité et de l'existence de l'Eurostar et du Shuttle - l'organisent de plus en plus souvent seuls, sans nécessairement passer par l'agence. La Bretagne, la Normandie, la Picardie et Paris restent des destinations préférées.

La constat est identique pour Alain Moreau, directeur du comité régional du tourisme (CRT) d'Île-de-France : « On a la chance d'avoir une bonne saison, mais surtout une bonne année avec une montée en puissance liée à l'effet de devise ». Sans oublier que l'on se compare à des années difficiles marquées par des attentats et des grèves, qui ont eu des répercussions de longue durée à l'international.

La chance de la France, selon M. Moreau, réside dans son offre

touristique qui associe de plus en plus souvent « culture et nature ». Cette association est très sensible en Île-de-France, région qui bénéficie aussi d'une capacité remarquable à renouveler son offre. L'ouverture d'une nouvelle salle au Louvre ou au château de Fontainebleau suscite un intérêt supplémentaire chez le touriste étranger, alors qu'elle a un impact moindre chez nos compatriotes.

Le touriste 1997 reste toujours, aux yeux de M. Moreau, très négociateur, mais il devient - c'est une nouvelle tendance - méfiant par rapport aux prix les plus bas. Il hésite moins aujourd'hui à payer un peu plus cher s'il est sûr, en contrepartie, d'obtenir un service amélioré. En Île-de-France, la durée du séjour s'est allongée à 2,4 jours au premier semestre contre 2,24 jours un an plus tôt.

Les Britanniques sont restés en tête du hit-parade de l'Île-de-France tout en affichant une fréquentation en hausse de 17 %, suivis des Américains (+9 %), des Allemands (+14 %) et des Japonais (+13 %).

Pour améliorer l'accueil, le secrétariat d'Etat au tourisme a relancé cette année la campagne « Bonjour ». Près de 25 000 professionnels se sont engagés par le biais d'un « contrat accueil ». Mais ombre d'observateurs familiers du secteur doutent de l'efficacité d'une telle campagne : « Le problème de fond qu'est l'accueil ne se règle pas à grands coups de campagne publicitaire, cette campagne est inefficace à 80 %. L'accueil, cela s'apprend dès l'école... » Quant aux commerçants ainsi « labellisés », ils ne sont même pas contrôlés !

François Bostnavarone

Le « come back » des Anglais en Bretagne

BREST
de notre correspondant

Après une légère érosion en juin, la fréquentation touristique en Bretagne semble avoir retrouvé en juillet son niveau de juillet 1996, qui avait pourtant bénéficié du succès du rassemblement des « Vieux Gréements » à Brest (Finistère). « Août s'annonce au moins équivalent à l'an dernier », estime Anne Coutière, directrice de l'observatoire régional du tourisme à Rennes (Ille-et-Vilaine). Prudente, elle observe que cette situation ne relève pour l'instant que d'une « impression » recueillie auprès de professionnels et, pourrait, à l'analyse, révéler des contrastes entre les quatre départements bretons.

« La saison va être bonne », affirme Bernadette de Bergevin, à l'office du tourisme de Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor). Son collègue de Vannes (Morbihan), Bruno Bodard, se veut plus modéré : « Il y a autant de monde que l'an dernier ; ce qui a changé, c'est la demande. Actuellement c'est la petite maison pas très chère, pas très loin de la mer, la volonté, compte tenu aussi des

aléas familiaux, de resserrer une « tribu » pendant un laps de temps... » C'est plutôt la tendance pique-nique le midi. Cela n'a pas l'air d'être extraordinaire au niveau des dépenses », estime Henri Depoid, secrétaire du comité régional du tourisme.

L'attrait pour les îles ne se dément pas, même si, « globalement, la fréquentation de juillet est légèrement inférieure à l'an dernier », évalue Charles Thiercy, directeur de la compagnie Penn ar Bed, qui assure des liaisons avec Molène, Sein et Ouessant. « Le début du mois d'août laisse espérer une saison identique. Sur l'ensemble de l'été, on devrait avoir transporté 335 000 à 140 000 personnes. » Les touristes seraient-ils devenus plus sérieux ? François Chaplain, de l'office du tourisme de Brest, s'étonne de n'avoir pas encore été interrogé, comme c'était le cas par le passé, sur les horaires de trains pour... Ouessant ou l'heure des visites de l'Armorcadiz, le pétrolier échoué qui fit couler tant d'hydrocarbures sur les côtes bretonnes.

Dans la région, on considère que les trois quarts des vacanciers sont français, une grosse

proportion venant de l'Île-de-France et du Grand Ouest. Pour le quart restant, les Britanniques arrivent largement en tête devant les Allemands. Depuis trois ou quatre ans, les touristes d'outre-Manche se faisaient désirer. La hausse de la livre serait en train de les faire revenir. « Elle est intervenue un peu tard par rapport aux préparatifs des vacanciers », tempère-t-on au siège des Brittany Ferries à Roscoff (Finistère). Ce spécialiste du trafic sur la Manche avait transporté un peu plus de 2,2 millions de sujets de Sa Majesté sur l'exercice 1995-1996, la majeure partie en été. Ce retour est ressenti de façon plus sensible par les Gîtes de France, à Rennes. Sur 400 gîtes gérés par cette organisation, 120 sont commercialisés par des agences anglaises. Jean Chouanier, directeur de l'Hôtel Continental, un trois-étoiles de Cancale (Ille-et-Vilaine), observe pour sa part, avec humour : « Les touristes britanniques avaient pris l'habitude de nous dire : « We are poor... » Maintenant, ils ne discutent plus. »

Vincent Durupt

Une activité représentant 8,5 % du PIB

● La France accueille chaque année plus de 60 millions de visiteurs étrangers. L'activité globale du secteur représente 671 milliards de francs (en 1994), soit 8,5 % du PIB et dégage un solde positif de 60,5 milliards de francs de la balance des paiements (au premier rang des excédents). En dehors des grands groupes, plus de 200 000 PME ont une activité directement liée au tourisme.

● **Première destination touristique mondiale** (en nombre d'arrivées) devant l'Espagne et les Etats-Unis, la France est la deuxième, derrière les Etats-Unis, en termes de recettes touristiques, rang qu'elle occupe depuis la fin des années 80. On estime qu'elle pourrait accueillir 68 millions de visiteurs en l'an 2000, puis 90 à l'horizon 2010.

● L'Allemagne est la première

clientèle touristique de la France avec 13,3 millions de visiteurs (en 1996), suivie de la Grande-Bretagne (10 millions), des Pays-Bas (8,1), de la Belgique et du Luxembourg (7,4) et de l'Italie (5,3).

● Le tourisme représente (en 1994) un million d'emplois directs dont les deux tiers environ sont permanents et un million d'emplois indirects. Un nouvel emploi direct crée au moins un emploi dans un autre secteur d'activité.

● Les hébergements, cafés et restaurants représentent près de la moitié (49 %) des emplois. Mais 38 % des salariés sont rémunérés au SMIC. Globalement, selon l'Unedvi, la consommation touristique et paratouristique aurait permis en 1993 de rémunérer plus de 1,13 million de personnes, soit environ 5,1 % des actifs occupés dans l'ensemble de l'économie.

Le Limousin s'efforce de retenir les nordistes

LIMOGES
de notre correspondant

Le Limousin, pour les « nordistes » de France et d'Europe, c'est un passage sur la route du soleil vers les Pyrénées et l'Espagne. Selon la définition courante du tourisme de séjour (un arrêt d'au moins trois jours), la région ne retient pas plus d'un demi-million de visiteurs. Son problème, c'est d'inciter les estivants pressés à s'attarder. De ce point de vue, juillet 1997 a été, selon les premières estimations, plutôt favorable. « Le taux d'occupation des hôtels », précise Geoeviève Albert-Rouillac, directrice du CRT (Comité régional du tourisme), a été de 50,4 %, soit 3,5 points de mieux qu'en 1996. C'est un bon résultat, même s'il doit être nuancé : la durée moyenne des séjours hôteliers n'est que de 1,3 jour par voyageur. « La fréquentation des campings progresse, elle aussi : la station de Saint-Pardoux, en Haute-Vienne, qui offre un lac de 330 hectares et les deux plus importants campings de la région, a connu, selon son directeur, Yves Buisson, « un taux d'accueil de 100 % depuis le 14 juillet, avec une tendance croissante à s'y attarder. La fréquentation y est de 9,5 jours par famille, alors que la moyenne régionale n'est à peine que 6 ».

autour de Beaulieu et de son tynpan roman magnifié par André Malraux, la « Riviera limousine ». La Corrèze propose à elle seule 55 % des capacités d'hébergement régional (hôtels, campings publics et privés, villages de vacances, gîtes ruraux, chambres d'hôte, 75 000 lits et places au total). La Haute-Vienne et la Creuse doivent se partager le reste et renouveler sans cesse les initiatives pour séduire, sur le thème, encore minoritaire, du tourisme vert.

La base de Saint-Pardoux est assez exemplaire. « En juillet, dit M. Buisson, nous avons accueilli 80 % d'étrangers, des Néerlandais surtout, mais aussi des Anglais, des Allemands, des Belges. C'est un redoublement spectaculaire. En 1996, nous avions payé cher la reprise des essais nucléaires français. » Pour ces pays, le Limousin bénéficie d'un atout fort : ses espaces préservés. « Marcher dix kilomètres sans voir une maison, résume un habitué hollandais, c'est un plaisir impossible chez moi. » Mais le goût de la nature n'empêche pas les exigences. « En France, estime M. Buisson, il y a, en général, la qualité des équipements, mais pas toujours la qualité des services. C'est là-dessus que nous travaillons en espérant parvenir à intéresser l'initiative privée ; il n'existe encore, par exemple, aucun hôtel à proximité immédiate du lac. » L'accueil s'appuie sur la présence de stagiaires anglais et néerlandais, avec un effort particulier en direction des familles. Saint-Pardoux est l'un des 65 sites français à posséder le label « Kid » attribué aux stations dont les installations et l'environnement sont particulièrement favorables à l'accueil des enfants, « libérant » ainsi les parents.

Georges Chatain

Malgré la dégradation de l'accueil, la Côte d'Azur toujours en tête

TOULON
de notre correspondant

Paulette et Hubert arrivent de Mayenne et ils sont déçus. Les gîtes du fort sont restées fermées : le président Chirac ne viendra pas à Breganzon cet été. Même si elle est devenue un site de curiosité, la résidence de vacances du président de la République et la superbe plage qui la jouxte ne comptent pas parmi les lieux les plus fréquentés du Var. Ce département, avec 67 millions de nuitées par an, reste la première destination touristique de France. Un chiffre qui, comme chaque année depuis 1987, devrait être en hausse de 3 %.

En ce milieu de saison estivale on enregistre ici, comme dans le reste de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, « un niveau de fréquentation assez bon sur le littoral mais en baisse dans les zones montagneuses », pour

repréciser l'analyse du responsable de l'observatoire du tourisme à Marseille. Difficile cependant d'obtenir des chiffres. Les observateurs les plus fiables avancent des taux de fréquentation hôtelière de 65 % en juillet et de 80 % en août (et même de 90 % pour les campings), avec une forte présence de la clientèle française (près de 85 %). Pour Henri Sauvan, président de la Fédération hôtelière du Var, « les chiffres sont trompeurs : il y a toujours plus de monde mais on constate une chute inquiétante des recettes dans l'hôtellerie, y compris de plein air, comme dans la restauration ».

Paulette et Hubert pourraient être des touristes-types. Leurs vacances ne dureront qu'une dizaine de jours et ils préfèrent « un copieux petit déjeuner et un sandwich à midi car le restaurant devient un luxe ». La tendance varoise est à un repas par

jour sous réserve qu'il n'exécède pas 100 francs. Ils ont fait un crochet par Saint-Tropez, station mythique qui, avec les quatorze communes du Golfe, draine encore 25 % de la fréquentation touristique du Var sans entraîner de retombées économiques de la même ampleur.

ATOUTS NATURELS
Deux glaces sur le port, une carte postale, un peu de lèche-vitrines et de chasse-vénettes... le couple rejoint ensuite la plage de Pampelonne où les 26 plagistes foot signer un pétition aux estivants, pour protester contre un jugement du tribunal administratif menaçant de destruction leurs établissements.

Le littoral représente 85 % du chiffre d'affaires touristique varois, mais vit sur des atouts naturels que tendent à éclipser les prix, l'accueil et le service dont touristes et Varois

ne cessent de déplorer la dégradation. L'arrière-pays s'efforce d'exploiter cette désaffection relative en jouant la carte de la qualité. Pour Jean-Claude Bénichou, hôtelier au Muy, « la crise vient surtout de ce que nous n'avons pas voulu ou pas su nous adapter à la demande ». A 300 initiative, neuf hôtels (de 2 ou 3 étoiles) du Haut-Var se sont regroupés depuis 1994 au sein du groupe Art de vivre en Provence. Travaillant avec plusieurs tours-opérateurs européens, ce groupe ment arrive aujourd'hui à démarquer la saison dès le mois d'avril et à enregistrer un taux moyen de remplissage de 65 % sur l'ensemble de l'année, affichant complet durant la saison estivale. Une réussite suivie de près par le comité départemental du tourisme.

José Lenzini

Framatome acquiert la division connectique du canadien Northern Telecom

FRAMATOME Connectors International (FCI), filiale à 100 % de Framatome, a cédé, jeudi 7 août, l'achat de la division connectique du groupe canadien Northern Telecom (Nortel). « Tout en nous confortant sur le marché des équipements de télécommunications, cette acquisition renforcera notre présence en Amérique du Nord », explique Philippe Anglard, le nouveau président de FCI - venu en juin de Gelecelec, filiale d'Alcatel Alsthom, pour succéder à Eliane Morla.

Implantée à Lachine, près de Montréal, cette société a réalisé un chiffre d'affaires de 43 millions de dollars canadiens (160 millions de francs). Elle fournit Nortel en composants pour leurs systèmes téléphoniques (téléphone mobile, télécommunications). Cette acquisition est la qua-

trième opération de croissance externe réalisée par la filiale du fabricant de chaudières et de combustibles nucléaires depuis le début de l'année. Mi-juin, FCI avait acheté la société française Mallico-SAAE, dont le chiffre d'affaires est de 280 millions de francs sur le marché de la connection électrique. Simultanément, la firme avait repris à Alcatel Canada sa division Canstar, basée à Toronto, spécialisée dans les coupleurs optiques avec 8,8 millions de francs de chiffre d'affaires. Le 8 juillet, FCI avait créé une société commune en Corée avec Il-Hueng, un fabricant local de connectique automobile.

Cette accélération soudaine s'inscrit dans le cadre d'un plan pluriannuel de développement, et nous n'avons plus d'autres projets pour l'année », affirme M. Anglard, avant de revenir sur la stratégie

de développement : « Le marché de la connectique progresse de 5 % à 6 % par an. Notre objectif est de faire le double, moitié sous forme de croissance interne, moitié par acquisition. » Quant au résultat opérationnel, il devrait représenter, comme en 1996, 6 % du chiffre d'affaires.

Au début des années 90, Framatome, richement doté de liquidités, s'est lancé dans la connectique. Le groupe souhaitait trouver dans cette diversification une source de revenus venant en partie compenser la réduction d'activités liée à l'achèvement de la construction du parc nucléaire français et au peu de contrats à l'exportation.

En quelques années, FCI s'est hissé au troisième rang mondial et premier européen, avec 4,7 milliards de francs de chiffre d'affaires (pour 7 000 salariés), loin cepen-

dant derrière les américains AMP et Molex. Après un démarrage difficile, FCI a reconstruit son activité sur les télécommunications, le contrôle industriel, l'automobile et les systèmes électriques. La firme a été bénéficiaire pour la première fois en 1995 (71 millions de francs).

Mais cette politique de diversification de Framatome n'a pas encore coïncidé avec des actionnaires - notamment Alcatel, qui en détient 44 %. S'exprimant fin 1996 devant les parlementaires, dans la perspective d'une éventuelle fusion du fabricant de chaudières nucléaires avec une autre de ses filiales, GEC-Alsthom - un projet abandonné depuis - Serge Tchuruk, PDG d'Alcatel, qualifiait de « mitigés » les résultats de cette stratégie.

Dominique Gallois

Le match de l'été oppose le dollar et la Bundesbank

De plus de 6,38 francs et 1,89 deutschemark mercredi, le billet vert a reflué vendredi à 6,22 francs et 1,85 deutschemark, subissant la baisse du marché obligataire américain et la crainte d'une intervention de la banque centrale allemande

L'annonce, mercredi 6 août, d'une progression du chômage en Allemagne, à un taux record en juillet de 11,4 % de la population active, a propulsé la devise américaine vers ses plus hauts niveaux depuis octobre 1989 face au mark et au

franc. Les analystes estimaient que la marge de manœuvre de la Bundesbank pour stopper la dépréciation de sa devise se trouvait encore réduite et qu'une hausse de ses taux directeurs devenait presque impossible. Pourtant, le dollar

a brutalement décroché en fin de semaine, dans le sillage de la forte baisse de la livre et du recul du marché obligataire américain. L'incertitude d'une hausse prochaine de ses taux directeurs par la Réserve fédérale (Fed), qui poussait le dol-

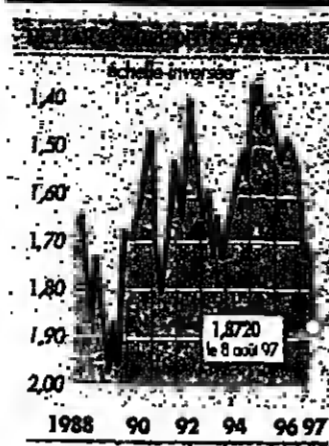
lar à la hausse, semble de plus en plus incertaine. La Fed a publié mercredi son Livre beige sur la situation de l'économie américaine, qui souligne la stabilité des prix et la modération salariale.

LES MARCHÉS de change ont été encore furieusement secoués cette semaine. Dans un premier temps, le dollar a continué à s'apprécier rapidement face au yen, et plus encore face aux devises européennes. Le billet vert a atteint, mercredi soir, ses plus hauts niveaux depuis octobre 1989 par rapport au mark et au franc, à respectivement 1,8906 et 6,3812. Il avait bénéficié alors de l'annonce d'une progression en juillet du chômage en Allemagne, à 11,4 % de la population active - ce qui réduit encore la marge de manœuvre de la Bundesbank - et de prévisions de l'Institut IFO d'un dérapage à 3,4 % du déficit budgétaire allemand cette année, qui renforce l'hypothèse du lancement, le 1^{er} janvier 1999, d'un euro « faible ».

Pourtant, la devise américaine a refléchi brutalement vendredi, dans le sillage du plongeon de la livre et de la baisse des obligations américaines, et dans l'attente de la décision que prendra la banque centrale allemande, mardi 12 août, sur son troisième taux directeur officiel, celui des prises en pension. Le dollar s'inscrivait, vendredi 8 août, à 6,2195 francs, 1,8462 mark et 114,76 yens.

Jeu de la semaine de marché, formellement démenties, sur un accident de santé du chancelier Kohl avaient déjà permis au mark de se redresser. M. Kohl étant considéré comme le principal artisan de l'union monétaire, ces bruits, jetant le doute sur le lance-

Au plus bas depuis octobre 1989



Le deutschemark est resté, cette semaine, à son niveau le plus bas, face à la devise américaine, depuis octobre 1989, victime notamment de la perspective de lancement d'un euro « faible ».

ment d'un euro considéré par les analystes comme une future monnaie « faible », avaient profité à la devise allemande. Celle-ci a amplifié son redressement vendredi, bénéficiant cette fois d'un accès de faiblesse du dollar après une baisse sensible du marché obligataire américain. Le taux des obligations d'Etat américaines à trente ans a atteint 6,66 % vendredi, contre

6,44 % une semaine plus tôt, affecté par les opérations de refinancement du Trésor américain. Les salles de marché se sont aussi livrées au petit jeu des pronostics sur la stratégie de la banque centrale allemande pour limiter l'appréciation du dollar.

L'Union de banques suisses (UBS), qui consacre une étude spéciale, publiée le 6 août, aux différents scénarios que pourrait suivre la Bundesbank, ne croit pas à une hausse imminente de l'un des deux - ou des deux - taux directeurs officiels. Le Lombard (la marge baute) et les appels d'offre (la marge baisse) sont inchangés, à respectivement 4,50 % et 2,50 % depuis le 18 avril 1996. « Compte tenu de la faiblesse de la demande intérieure, d'un marché du travail fragile et d'une politique budgétaire restrictive, diriger la politique monétaire créerait un grand risque pour la croissance », souligne l'UBS. Cette analyse va dans le sens des déclarations faites vendredi par Ernest Welteke, membre du conseil de la banque centrale allemande.

M. Welteke a insisté sur le fait que la faiblesse de l'économie allemande et le chômage élevé ne rendaient pas opportuniste « un tour de vis monétaire ». « Tant qu'il n'y a pas de signe net de montée de l'inflation, je pense que nous ne devrions pas modifier nos taux d'intérêt », a-t-il ajouté.

Les marchés redoutent tout de même une initiative de la Bundesbank et de la Banque du Japon,

comme le montre l'impossibilité pour la devise américaine d'atteindre les seuils de 1,90 mark et 120 yens. Selon l'UBS, la Bundesbank réagira seulement si elle considère que la baisse des prix des produits importés et payés en dollars (notamment le pétrole) risque de faire dérailler l'inflation. Selon les prévisions de la DG Bank,

en octobre et qu'elle cherchera d'ici là à gagner du temps.

Elle dispose d'ailleurs d'autres moyens que celui d'une hausse des taux directeurs pour enrayer la dépréciation du deutschemark. Elle peut notamment jouer sur son troisième taux directeur officiel, celui des prises en pension (REPO). Le sentiment dominant, vendredi,

Plongeon de la livre

La livre sterling a soudainement décroché vendredi sur les marchés de change, entraînant le dollar dans son sillage. La devise britannique est passée d'un peu plus de 10 francs, en début de matinée, à 9,88 francs en fin de journée. Elle s'échangeait jeudi à plus de 10,10 francs et en début de semaine à 10,30 francs. La livre a été victime de dégagements massifs d'investisseurs internationaux après la hausse jeudi d'un quart de point à 7 % de son unique taux directeur par la Banque d'Angleterre.

Le comité de politique monétaire a assorti sa décision de la publication d'un communiqué dans lequel il estime que les taux ont atteint « un niveau compatible avec l'objectif d'inflation », fixé par le gouvernement à environ 2,5 % par an. Les cambistes en ont conclu immédiatement que cette hausse pourrait être la dernière d'une série de quatre qui, depuis mai, a porté le taux directeur anglais de 6 % à 7 %.

La hausse des prix pourrait atteindre cette année 2,3 % ou 2,4 % en Allemagne si le mark reste à ses cours actuels. Un niveau d'inflation deux fois plus important que celui de la France, et supérieur à la limite de 2 % fixé comme objectif par la banque centrale allemande. Dans ces conditions, les économistes de la DG Bank estiment que la Bundesbank pourrait remonter ses taux en septembre ou

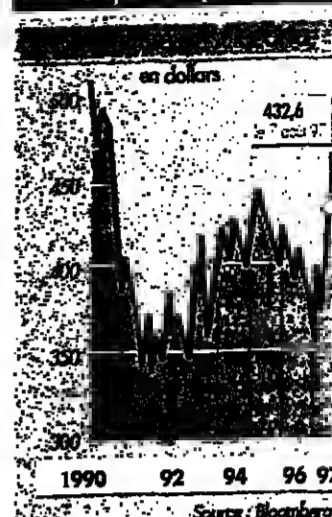
chez les cambistes était que la Bundesbank pourrait décider le 12 août de faire passer le REPO à taux variable alors qu'il est à taux fixe depuis février 1996. Cela lui permettrait de faire remonter à tout moment le prix de l'argent outre-Rhin. Francofort pourrait décider, le même jour et de façon symbolique, de porter son REPO de 3 % à 3,50 %.

A moins que d'ici là le dollar ne se redresse, il en prendrait un peu le chemin vendredi, justement dans la crainte d'une intervention de la Bundesbank et ainsi à la suite de signaux contradictoires, en provenance des Etats-Unis, sur les perspectives de hausse de ses taux par la Réserve fédérale américaine (Fed) à l'occasion de la prochaine réunion, le 22 août, de son comité de politique monétaire. Le Livre beige publié mercredi par la Fed sur la situation de l'économie américaine indique que les tensions sur les salaires et sur les prix sont restées modérées en juin et juillet. Ce diagnostic réduit les chances d'une hausse du taux de l'argent par la Fed et prive le dollar d'un de ses moteurs le poussant à la hausse.

Pourtant, Susan Phillips, membre de la Fed, a déclaré jeudi qu'il existait des signes de reprise de l'inflation. « On constate des pressions dans certains secteurs, qui, dans un marché du travail aussi saturé qu'à présent, sont des signes avant-coureurs d'un potentiel de reprise de l'inflation », a-t-elle déclaré. Ces propos ont contribué à fragiliser le marché obligataire américain et ses homologues européens. Les taux des obligations d'Etat allemandes et françaises à dix ans ont atteint vendredi respectivement 5,70 % et 5,63 %, contre 5,54 % et 5,48 % une semaine auparavant.

MATIÈRES PREMIÈRES

Le platine au plus haut depuis sept ans



UNE SIMPLE grève de 400 mineurs chez le sud-africain Impala Platinum a suffi à enflammer le marché du platine et du palladium. Mardi 5 août, à l'annonce du conflit, les cours du platine s'inscrivaient à 464 dollars l'once, au plus haut depuis sept ans, tandis que ceux du palladium atteignaient leur plus haut niveau depuis dix-sept ans, à 249 dollars l'once. Durant la semaine, la fibre est un peu tombée, à la suite de l'ouverture de négociations. Vendredi 8 août, l'échec des pourparlers chez Impala relançait les spéculations. Le platine terminait la semaine sur un prix de 439 dollars contre 430 dollars la veille, et le palladium augmentait de 21 dollars, à 230 dollars.

A l'origine de cette nervosité : la peur de manquer. La grève d'Impala, deuxième producteur mondial de platine, risque de compromettre les approvisionnements, au moment où les stocks de ces métaux précieux sont au plus bas. Depuis le début de l'année, les acheteurs attendent les livraisons de Russie, qui fournit 70 % de l'offre mondiale de palladium et 25 % de celle de platine. Pendant sept mois, rien n'est venu à la suite de querelles entre producteurs russes, et l'agence nationale d'exportation. En juillet, des livraisons russes sont arrivées pour des industriels, mais pas sur le marché.

Des analystes et des courtiers espèrent un prochain retour à la normale : la privatisation de Norilsk, premier producteur russe de nickel mais aussi de platine et de palladium, interviewe cette semaine, pourrait marquer la fin des différends bureaucratiques à Moscou. Malgré cela, beaucoup se demandent si la Russie sera en mesure de répondre à la demande du marché. L'an dernier, elle a exporté 12 millions d'onces de platine et 4,6 millions d'onces de palladium, mais une bonne moitié de ses livraisons provenait de ses stocks. Aujourd'hui, ces réserves semblent épuisées. Les livraisons russes risquent de ne pas dépasser sa production, très basse compte tenu du mauvais entretien de ses usines. Ce qui pourrait encore créer de fortes tensions sur le platine et le palladium dans les prochains mois.

Marché international des capitaux : un important projet turc

LES RESPONSABLES du service de la dette extérieure turque sont sur le point de décider de leur prochain emprunt étranger. Celui-ci devrait être à taux fixe et libellé soit en dollars, soit en deutschemarks, les deux monnaies actuellement susceptibles d'attirer le plus grand nombre d'investisseurs. La plupart des intermédiaires financiers penchent en fait pour le dollar, soucieux d'éviter de surcharger le compartiment allemand, où la Turquie a déjà levé 1,5 milliard de deutschemarks cette année. Une fois la devise retenue, il faudra choisir la durée de l'opération et s'accorder sur son rendement, ce qui semble plus difficile car les avis divergent beaucoup. Certaines banques estiment que les dix ans pourraient être atteints sans peine en dollars et qu'il suffirait pour cela d'offrir environ 3 points de pourcentage de plus que le rendement des obligations du Trésor des Etats-Unis. D'autres jugent une telle perspective trop ambitieuse, estimant que la Turquie devrait payer au moins 3,75 points de plus que les titres américains de référence pour un emprunt de dix ans et que, s'ils entendaient limiter le supplément à 3 points, il serait sage de ne pas dépasser les sept ans.

Quoi qu'il en soit, cette affaire aura le mérite d'avoir été préparée avec le plus grand soin et promet de marquer une nouvelle étape dans la façon dont Ankara s'adresse au marché international. Presque toutes les banques qui ont voté au chapitre ont été interrogées, et le

champ de la consultation a été étendu bien au-delà du projet actuel. On a également recueilli les avis au sujet de la politique d'emprunt à mener jusqu'à la fin de l'année et en 1998. S'agissant d'un Etat qui a vraiment besoin de se procurer des fonds à l'étranger, il est très encourageant de voir ainsi se dessiner une ligne de conduite qui dépasse l'horizon immédiat. Les investisseurs devraient avoir l'occasion d'en juger eux-mêmes prochainement, car les autorités turques entendent aller à leur rencontre sur les principales places financières pour leur exposer la situation, répondre à leurs questions et tenter de leur faire partager leur confiance dans l'avenir de leur pays.

LA CONCURRENCE SE RENFORCE

Agir de la sorte, dans la plus grande transparence, est le meilleur moyen de se faire apprécier. C'est d'autant plus nécessaire que la concurrence se renforce pour obtenir des ressources sur le marché international. La liste des candidats ne cesse de s'allonger. Les nouveaux venus sont nombreux, notamment en provenance de l'Europe de l'Est, qui se disputent la faveur des investisseurs. Il vaudrait mieux éviter de renouveler l'expérience déconcertante de ce printemps, alors que de nombreux spécialistes avaient visiblement de la peine à évaluer le crédit de la Turquie. Celle-ci s'était alors annoncée dans le compartiment du dollar, et les premières indications concernant cet emprunt, d'une durée de cinq

ans, laissaient entendre qu'elle allait proposer une rémunération supérieure de 2,5 à 2,75 points de pourcentage à celle du Trésor américain.

C'était manifestement insuffisant alors que s'accumulaient les nouvelles négatives sur le plan économique et que l'incertitude régnait sur le plan politique. Il a fallu, en fait, ajouter un supplément de 3,5 points pour éveiller l'appétit des souscripteurs. Le prix était très fort. Mais il était nécessaire d'assortir les obligations d'un taux d'intérêt annuel de 10 % pour assurer la réussite de l'opération, dont le montant a d'ailleurs été rapidement porté de 250 à 400 millions de dollars. Aujourd'hui, maintenant qu'un nouveau gouvernement s'est installé, ces mêmes titres ont gagné quelque 6 %. Leur rendement n'est plus éloigné que de 2,35 points de celui des fonds d'Etat américains. Et les nombreux investisseurs européens ont vu leurs bénéfices augmenter de la moitié du dollar, qui, entre-temps, est passé de 1,71 à 1,87 deutschemark.

Au total, le Trésor turc entend se procurer l'équivalent de 2 milliards de dollars cette année sur le marché international des capitaux. Il a déjà rempli les deux tiers de son programme. Pour 1998, les chiffres définitifs ne sont pas encore arrêtés, mais les prévisions portent sur un volume de l'ordre de 3 à 4 milliards de dollars.

Christophe Vetter

Eric Leser

Martine Orange

Après de nouveaux records, les places boursières subissent une correction

L'HUMEUR n'était pas encore aux vacances sur les marchés boursiers. La semaine a été agitée, nourrie en nouvelles et en volumes malgré la période estivale. Elle a surtout été contrastée. Les indices de la plupart des grandes places financières ont d'abord commencé par battre - une fois de plus - leurs records historiques, avant de sentir passer le vent de la consolidation, porté par les marchés de devises et les marchés obligataires. Pour finir, la nervosité des taux et des changes a eu raison des bonnes nouvelles apportées par les sociétés publiant leurs résultats semestriels et les indices boursiers ont reculé au fin de semaine. A l'exception de la Bourse de Londres, toutes les places ont fini en légère baisse sur l'ensemble de la semaine.

Wall Street, qui a donné le ton aux autres places tout au long de la semaine, a joué à se faire peur vendredi, l'indice Dow Jones passant en cours de séance sous la barre

des 8 000 points, avant de terminer à 8 031,22 points, soit un recul de 1,9 % en une séance. Cette correction s'est faite sans panique, après le record battu mercredi à 8 259,31 points, précèdent les analystes. C'est la baisse du dollar qui « a déclenché une spirale à la baisse », explique Andrew Hodge de la Banque Bruxelles Lambert, qui estime qu'il s'agit d'une « correction temporaire », sans perte de confiance. Les opérateurs sont toutefois de plus en plus oerveux et s'excluent pas un mouvement de la Réserve fédérale sur les taux avant la fin du mois, malgré la publication mercredi d'un Livre beige rassurant sur le front de l'inflation.

A Paris, le CAC 40 a perdu 1,74 % sur l'ensemble de la semaine, après un oet repli veodredi (-1,97 %) dans le sillage de Wall Street. « Les valeurs du CAC 40 ont concentré 80 % des volumes, ce qui montre l'influence des investisseurs étrangers sur le marché », commente Patrick

Leguil, responsable de la recherche chez Transbourse, qui souligne que l'indice SBF 250 a à peine baissé. « Beaucoup d'opérateurs ont soldé leurs positions avant de partir en congés et après une série de records - 37 depuis le début de l'année - il est normal que la Bourse corrige à la baisse, estime un autre opérateur, mais les facteurs de progression sont toujours là, le marché est sain. »

DILEMME MONÉTAIRE

En Allemagne, le Oax a perdu 1,24 % sur l'ensemble de la semaine. Depuis le début de l'année, il conserve une progression de près de 51 %. Le dilemme de politique monétaire auquel se trouve confrontée la Bundesbank, à la fois tentée de défendre le mark et se refusant à casser le redressement de la croissance, a pesé sur le marché. Les opérateurs ne semblent toutefois pas croire à une hausse des taux.

A Tokyo, le Nikkei a perdu 1 %,

terminant à 19 604,46 points. Le recul de plusieurs valeurs vedettes comme Toyota, Nissan, Honda ou encore Sony et Matsushita a empêché l'indice de franchir la barre des 20 000 points. La semaine a vu s'annoncer très calme en raison des fêtes bouddhistes d'Obon.

A Londres, seule grande place terminant la semaine en hausse, l'indice Footsie s'est propulsé pour la première fois au-dessus de la barre des 5 000 points et a réussi à s'y maintenir. Après avoir inscrit un nouveau record absolu en cours de séance jeudi à 5 095,3 points (5 086,8 points en clôture), il a gagné 2,7 % sur l'ensemble de la semaine terminant à 5 031,3. Cette hausse s'est faite, pour l'essentiel, avant l'annonce jeudi de la décision de la Banque d'Angleterre de remonter ses taux. Cette mesure n'a eu qu'un effet passager sur le marché, vite rassuré par la lecture des commentaires de

la banque centrale suggérant qu'il n'y aurait pas de nouvelles hausses de taux dans les prochains mois et par le repli de la livre. Vendredi, toutefois, la Bourse a marqué un temps de consolidation, cédant 1 %.

Sur toutes les places, la semaine a été marquée par l'annonce de bons résultats semestriels et de chiffre d'affaires ou hausse. A Londres, le groupe bancaire Barclays a confirmé sa très forte rentabilité et, dans le secteur de la communication, Pearson a séduit le marché par sa détermination à augmenter sa valeur et sa rentabilité. A Francfort, où les analystes de la Commerzbank tablent sur une progression de la Bourse dans les semaines à venir à la faveur de l'annonce de bons résultats, le groupe pharmaceutique Schering a déjà annoncé des revenus semestriels en forte hausse et a révisé à 20 % sa prévision de croissance de bénéfice net en 1997.

A Paris enfin, le titre AXA a

gagné 2,4 % vendredi après l'annonce du quasi-doublement des semestriels de sa filiale américaine à 60 % d'équité au premier semestre. Plusieurs annonces de hausses de chiffres d'affaires semestriels, généralement meilleures que prévu, ont contribué à soutenir la cote, à commencer par celui d'Accor. L'activité du groupe a progressé de près de 10 % au deuxième trimestre de cette année, tiré par la hausse du dollar et de la livre. Le titre a battu son record historique avec une pointe à 1 029 francs (+ 8,3 %) au cours de la séance de jeudi. Dans l'ensemble, toutes les valeurs dollars et les valeurs exportatrices ont eu les faveurs du marché, tandis que les titres les plus dépendants de la seule conjonction française et de la hausse de l'impôt sur les sociétés, comme la distribution, étaient en revanche pénalisés.

Sophie Fay

Le Monde

AUJOURD'HUI

LE MONDE / DIMANCHE 10 - LUNDI 11 AOÛT 1997

ATHÈNES 97 Les femmes ont ouvert la voie, samedi 9 août, en courant le marathon des championnats du monde sur le parcours des premiers Jeux olympiques (1896) par une

chaleur accablante. La victoire est revenue à la Japonaise Hiromi Suzuki. Les hommes devaient disputer l'épreuve dimanche. En attendant, le Danois d'origine kényane Wilson Kip-



eter a gagné le 800 m, tandis que le sprinter de Trinidad et Tobago, Ato Boldon, s'est imposé sur 200 m, et que le Cubain Yoelvis Quesada emportait la médaille d'or du triple saut

devant le recordman du monde Jonathan Edwards. Côté français, Jean Galfione tentera, dimanche, de rééditer son exploit des Jeux olympiques d'Atlanta

42,195 kilomètres dans la légende des siècles

Les coureurs du marathon des championnats du monde empruntent le parcours de la course des premiers Jeux olympiques. La chaleur qui règne en Grèce rend encore plus difficile l'épreuve qui s'achèvera dans le vénérable stade de marbre d'Athènes

ATHÈNES

de notre envoyé spécial
La ligne de départ ne ressemble à aucune autre. C'est une fine bordure de ciment au milieu du bitume. Au début, les athlètes sont toujours un peu surpris. Il faut faire bien attention à ne pas se prendre trop vite les pieds dans la mythologie et l'histoire olympique. Après, la course n'est plus qu'un long et pénible cheminement sur les traces du passé. Marathon n'est pas une ville ordinaire. Un marathon couru entre Marathon et Athènes ne peut être une course ordinaire. Chaque kilomètre regorge de mémoire, et le parcours ressemble à un étrange voyage dans le temps et la légende des siècles. Les concurrents ont l'impression de choisir pour peu qu'ils veulent s'identifier avec l'un des grands noms du marathon, un message de la Grèce antique ou le pionnier des Jeux modernes, ils s'affrontent sous l'égide d'habituels compagnons.

Dominique Chauvelier est un Français qui pourrait être grec, ou marathonnien d'honneur. A quarante et un ans passés, il a déjà couru, peiné, sué deux fois, sur la route mythique qui conduit de la campagne antique vers la ville, du passé vers le présent. La passion lui est venue dès l'enfance, comme une folie douce. Il se souvient avec émotion d'une découverte précocée, de lectures entières au chevet de la lampe, de noms, de records et d'histoires. Le coureur de La Flèche, dans la Sarthe, a tout dévoré. « J'ai lu tous les livres sur la légende du marathon, dit-il, même si aujourd'hui je ne pourrais sans doute pas le raconter sans faire d'erreurs. » Comment rester indifférent à ce retour aux sources ? Comment ne pas vibrer à la fièvre d'un peuple qui a fait de ces 42,195 kilomètres le chemin de croix le plus heu, et le plus éprouvant ?

De Marathon jusqu'à Athènes, le voyage des athlètes ressemble à

un long hommage. Dès les premiers kilomètres, ils croiseront la stèle qui commémore la victoire des soldats grecs sur les Perses en 490 avant Jésus-Christ. Ils se rappelleront peut-être que l'un de ces hommes fut désigné pour porter l'heureuse nouvelle à la Cité. Deux mille cinq cents ans avant eux, il a souffert du soleil et de la soif, du vertige de la distance, tel un frère si lointain, et si proche. Son nom n'est pas très sûr. D'aucuns pré-

tendent qu'il n'a pas existé. Hérodote, le grand historien grec de l'Antiquité, né cinq ans après la bataille, ne le mentionne pas dans son récit de la victoire de Marathon. Plus tard, sans doute parce qu'il est pénible de laisser les héros inconnus, il s'est trouvé une identité. On l'appelle désormais Phidippides, et les détails abondent, qui racontent sa course épuisante. Il est arrivé à Athènes. Il a annoncé le succès des Grecs. Il

est mort. En vue de l'arrivée, les marathoniens auront accompli un grand bond en avant. A l'entrée du vieux stade de marbre, ils pénétreront dans le XIX^e siècle finissant. C'est là qu'ont eu lieu, en 1896, les premiers Jeux olympiques de l'ère moderne. Que le rêve du baron Pierre de Coubertin est devenu réalité. Et que s'est couru le premier grand marathon international, sur une distance de 40 kilomètres. Ce devait être une affaire grecque. Ils formaient la majorité des vingt-cinq participants. Il ne pouvait y avoir qu'un héros. Ce fut Spiridon Louys. Son nom ne dit pas grand-chose aux marathoniens d'aujourd'hui. Pendant toute la durée des championnats du monde, ils ont pu découvrir son visage, sur un vieux cliché en noir et blanc. La photo le montre en costume traditionnel. Elle souligne l'épaisseur de sa moustache et laisse deviner un regard de vainqueur. La pose est étudiée.

carrière. Celui-ci est le plus dur. On y souffre plus qu'ailleurs, plus fort, plus longtemps. « Entre le vingt-troisième et le trente-deuxième kilomètres, soupire-t-il, cela m'a tant le temps. On passe de quinze à dix-sept minutes par cinq kilomètres, sans même changer d'allure. » Cela fait un peu peur, et provoque l'humour macabre : « Je suis ravi d'accomplir ce parcours, j'espère juste ne pas finir comme Phidippides. » L'histoire avait

Les meilleurs hommes en 1997

Les marathoniens les plus rapides depuis le début de la saison sont :
● Domingo Castro (Por.), 2 h 07 min 51 s à Rotterdam
● Alejandro Gomez (Esp.), 2 h 07 min 54 s à Rotterdam
● Antonio Pinto (Por.), 2 h 07 min 55 s à Londres
● Stefano Baldini (Ita.), 2 h 07 min 57 s à Londres
● Sammy Kortir (Ken.), 2 h 08 min

02 s à Rotterdam
● Martin Fiz (Esp.), 2 h 08 min 05 s à Otsu
La meilleure performance mondiale (on ne parle pas de record du monde en raison de la particularité de chaque parcours) a été établie par l'éthiopien Belayneh Dinsamo en 2 h 06 min 50 s en 1988 à Rotterdam où l'altitude de l'arrivée est plus basse que celle du départ.

Suzuki vainc la chaleur

La Japonaise Hiromi Suzuki, vingt-neuf ans, a gagné, samedi 9 août, le marathon féminin des championnats du monde en 2 h 29 min 48 s. Elle a devancé la Portugaise Mannela Machado, trente-quatre ans, championne du monde en titre (2 h 31 min 11 s), et la Roumaine Lidia Simon, vingt-quatre ans (2 h 31 min 54 s), pourtant victime de spectaculaires vomissements à mi-distance. Hiromi Suzuki a démarré à 15 kilomètres de l'arrivée, menant ensuite un long raid solitaire malgré la forte chaleur (27^e au départ de la ville de Marathon, 37^e à l'arrivée dans le stade de Marbre, Panathinaïkon). Cette victoire est la troisième d'un athlète japonais lors d'un championnat du monde. Hiromi Taniguchi s'était imposée en 1991, à Tokyo, dans la course messieurs et sa compatriote Junko Asari en 1993, à Stuttgart. Christine Mallo, 14^e, a terminé première française en 2 h 40 min 55 s.

Ato Boldon remporte un 200 mètres de consolation

ATHÈNES

de notre envoyé spécial
Ato Boldon croit en son étoile. Il parle fort, beaucoup, et ne s'ennuie de rien. Ses mots changent, comme l'ordre de ses phrases, ou le choix de ses adjectifs. Ils répètent toujours la même certitude intime, quelque chose comme, soyez sûrs que je vais être le plus grand. En ce vendredi 8 août, le destin a enfin répondu à ses attentes. Au bout de 200 mètres de course, il est devenu pour la première fois de sa jeune carrière, champion du monde. D'autres, tel son voisin Frankie Fredericks, une nouvelle fois deuxième, ont attendu plus longtemps. Certains n'ont jamais rien vu venir. A vingt-trois ans, il est sans doute trop tôt pour apprendre la patience. Ato Boldon veut tout, tout de suite. Sinon, il désespère. « En venant à Athènes, déclare le sprinter de Trinidad et Tobago, j'avais planifié deux médailles d'or, avant d'ajouter en un fatras de circonstance, on n'a pas toujours ce que l'on veut. »

Il devra donc se contenter de ce 200 m de rattrapage, dont il n'est rien ressorti d'éclatant. La victoire fut un peu trop facile, le temps (20 s 04) fort modeste, pour le sprint le plus lent des championnats du monde depuis dix ans. Bref, le triomphe espéré tournait au sacre en catimini. Boldon, lui-même, avouait

sa déception, toute relative, de ne pas être allé plus vite dans sa chasse à la médaille d'or. C'était la faute à cette douleur ressentie, dimanche 3 août, lors de la finale du 100 m, à cette inadmissible rébellion de son corps, suspect de ne plus répondre aux ambitions de son cœur. Le mal avait embarrasé son allure, il avait empêché une franche accélération. Dans le 200 m, il souhaitait limiter au maximum les risques de blessure. Dans le 100 m, il aurait tout donné, et un peu plus encore pour effacer le terrible raté de cette cinquième place, le panthéon des anonymes.

DÉPOSÉ PAR UN PROCHE

Le titre mondial s'en était allé à un autre, à Maurice Greene, le compagnon d'entraînement chez John Smith à Los Angeles. Boldon est cruel d'être déposé par un proche. Les deux hommes sont de vrais amis, et vendredi soir, Maurice s'est précipité sur la piste pour embrasser Ato. « Cette triste expérience, les hauts et les bas de ma saison m'ont appris l'humilité », jure le champion de Trinidad, avant de laisser échapper un soupir de regret. Le 100 m est plus beau, son prestige est unique, n'est-il pas l'épreuve-reine selon toutes les convenances de l'athlétisme ? Ses malheurs ne s'arrêtaient pas là. En série, il avait aussi

laissé filer par marge - il s'est relevé trop tôt - un record du monde qui lui aurait rapporté 100 000 dollars (environ 620 000 francs).

La défaite a été un rude coup pour le jeune ambassadeur. Son orgueil s'est soudain démonté. Ato Boldon déteste les déceptions. John Smith, l'entraîneur, a dû intervenir, se muer en psychologue pour athlète en détresse. Vendredi, après la victoire, il racontait volontiers la scène : « Il était franchement déprimé. Je lui ai dit, oublie le 100 m, tu peux prendre le 200. Car je sais l'importance des batuts, quand les copains ont une médaille, et que l'on reste avec un goût amer dans la bouche. » Ato Boldon a entendu. Il a conclu ses championnats du monde en emportant un peu de ce qu'il était venu y chercher. John Smith n'a pas eu à souffrir de ce problème. Il aura passé deux semaines à Athènes en gagnant presque tous ses paris. Ses deux élèves se sont tout à tour imposés, faisant de lui le technicien numéro un du sprint masculin. Et, d'ailleurs, John Smith n'a pas d'état d'âme. « Excusez-moi, je dois aller voir la remise de ma deuxième médaille d'or », a-t-il simplement lâché. C'est ainsi qu'a fini la petite histoire de la grande tristesse d'Ato Boldon.

P. Ce.

presque fait oublier les mille et un petits maux de la course, ces coups de chaleur, ces coups de fatigue qui font le marathon. Dans l'arène du vieux stade olympique, les vainqueurs homme et femme recevront chacun les 60 000 dollars (près de 370 000 francs) promis aux médailles d'or. Comme lors des Jeux antiques, ils recevront aussi une couronne de laurier.

Pascal Ceaux

Un Kenyan venu du froid

800 m messieurs. Wilson Kipketer change la légende

ATHÈNES

de notre envoyé spécial
La légende veut que le goût et le talent de la course viennent aux Kenyans parce qu'ils habitent très loin de l'école, dans un pays où le ramassage scolaire se fait... à pied. Celui-là habitait dans une ferme à 200 mètres de sa classe. La légende rapporte qu'en s'entraînant toute l'année sur les hauts plateaux africains, où l'oxygène est rare, les coureurs kenyans respirent mieux que tout le monde. Celui-là encore court en hiver avec un bonnet de laine et des moufles dans les polders gelés. La légende dit enfin que le moindre coureur kenyan se retrouve dans une université américaine à la première « perle ». Or, de celui-là, nul n'a voulu aux États-Unis : c'est un pêcheur au gros en visite à Nairobi, Omar Bjarne Kraft, qui lui a proposé de faire des études au Danemark.

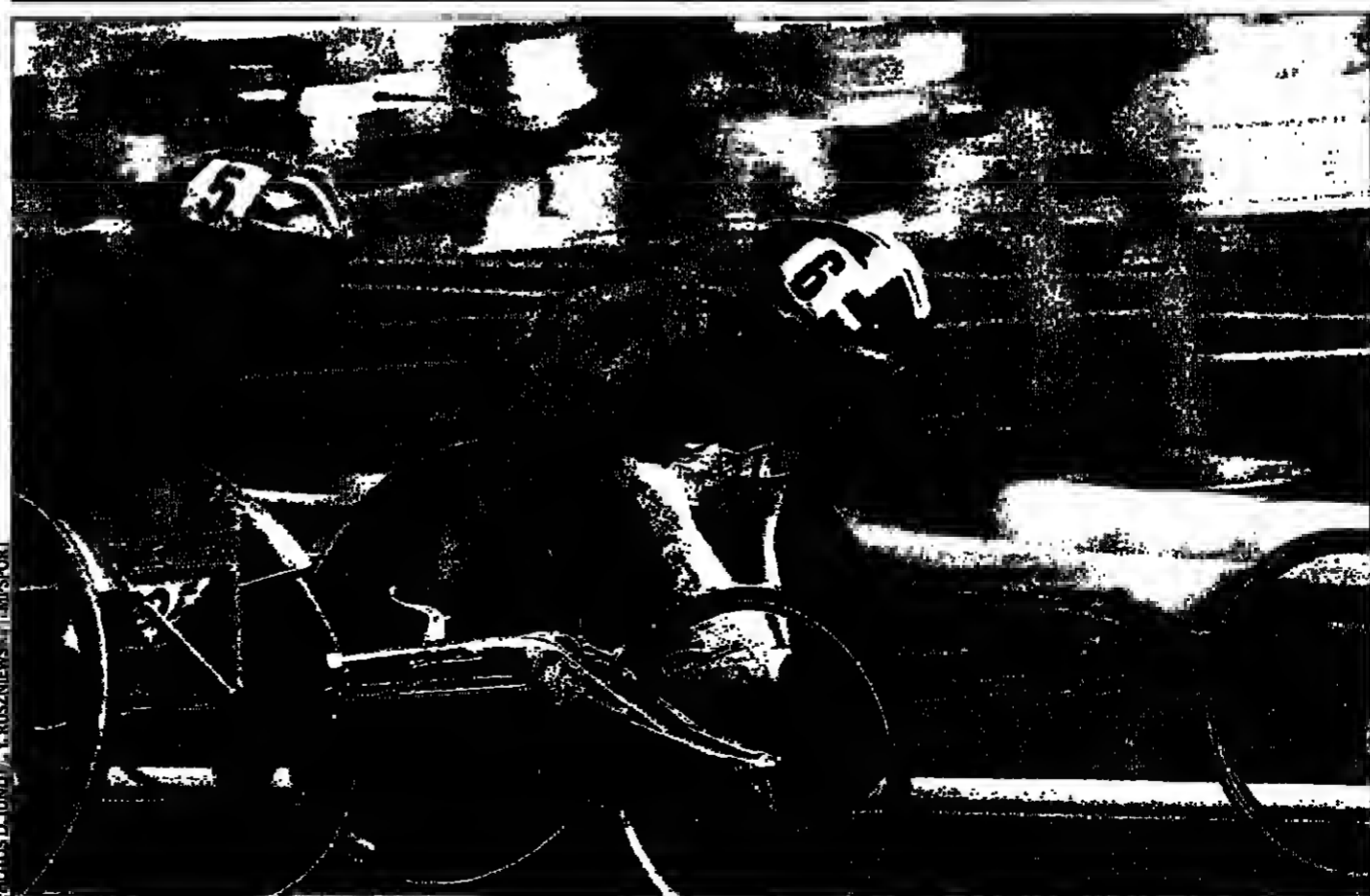
Voilà comment Wilson Kipketer, fils de fermiers de la vallée du Rift appartenant à l'ethnie nandi, s'est retrouvé, vendredi soir 8 août, un drapeau à croix blanche sur fond rouge siglé Carlsberg sur les épaules, faisant un tour d'honneur dans le stade Spiridon Louys d'Athènes après avoir gagné le titre mondial du 800 m. Voilà comment est défilée une légende pendant que s'en tisse une autre, avec part de mystère, tranche de hasard, portion d'injustice et morceau d'anthologie.

Le mystère, c'est la date de naissance de ce Danois qui craint le

froid. En 1990, il se classe quatrième des championnats du monde juniors. On lui donne alors dix-huit ans. Il serait donc né en 1972. Sur une liste des meilleurs performeurs juniors africains, il figure pourtant comme étant né en 1965. Aujourd'hui, il a donc entre vingt-cinq et trente-deux ans. Le hasard, c'est un accident de vélo qui nécessite une kinésithérapie. Il frappe à la porte d'un certain Slavomir Nowak. Le bonhomme est polonais, entraîneur de demi-fond à ses heures. Il est crédité de neuf records du monde aux palmiers de ses athlètes. Entre ses mains, Kipketer passe en un an de la vingt-cinquième place à la première dans les bilans mondiaux.

L'injustice, c'est le veto kenyan à sa participation aux Jeux d'Atlanta. Kipketer regarde à la télévision le Norvégien Veljeorn Rodal gagner la médaille d'or qui lui serait revenue sans coup férir. Car, pour l'anthologie, Wilson Kipketer court comme personne depuis un autre magicien du double tour de piste, Sebastian Coe, seul devant, à fond de train. Un mythe rejoignant l'autre, ils sont symboliquement au coude à coude sur les tablettes du record du monde, 1 min 43 s 73, que l'ex-député anglais a réussi en 1981 et que l'ingénieur en électronique danois a égalé il y a tout juste un mois. En attendant de faire mieux.

Alain Giraud



L'arrivée très serrée des fauteuils

LE MEXICAIN Raul Mendoza a gagné le 1 500 m en fauteuil roulant, vendredi 8 août, en parcourant la distance en 3 min 06 s 30. Il a battu les Suisses Heinz Frei, deuxième (3 min 06 s 42), et Franz Nietzpasch, troisième (3 min 06 s 43). A l'arrivée de l'épreuve, Raul Mendoza s'est félicité de la

« dureté de la piste qui permet de rouler très vite ». « De toutes façons, a-t-il expliqué, je m'étais bien préparé dans notre camp d'entraînement de Toulca. » Le Français Philippe Coupré, multiple champion du monde, a terminé à la cinquième place avec un temps de 3 min 06 s 55. Chez les femmes (elles courent le 800 m), la victoire est revenue à l'Australienne Louise Sauvage qui s'est imposée en 1 min 52 s 11.

800 m messieurs

APRÈS AVOIR ÉGALÉ LE VIEUX RECORD du monde du Britannique Sébastien Coe (1 min 41 s 73) le 7 juillet à Stockholm, le Danois d'origine kényenne Wilson Kipketer a conservé le titre mondial emporté en 1995 en menant de bout en bout une course conclue en 1 min 43 s 38. Le Cubain Narberto Tellez, quatrième aux Jeux d'Atlanta (1996), a pris la deuxième place (1 min 44 s 25). L'Américain Rich Kenah est troisième en 1 min 44 s 25. Champion olympique 1996 d'une course à laquelle Kipketer n'avait pu participer, le Norvégien Vegar Nævdal se classe cinquième en 1 min 44 s 53.

Triple saut messieurs

DES LACETS qui cassent sont-ils la cause de la défaite du recordman et champion du monde en titre, Jonathan Edwards ? Le Britannique a pris la deuxième place du concours avec 17,69 m derrière le Cubain Yelvis Quesada (17,85 m), médaillé de bronze à Atlanta. Un autre Cubain, Aliicer Urrutia, prend la troisième place avec 17,64 m. Le Français Serge Hélan se classe dixième avec 16,97 m.



400 m haies dames

LA JAMAÏCAINE Deon Hemmings, vingt-neuf ans, championne olympique 1996, et l'Américaine Kim Batten, vingt-huit ans, championne en titre et recordwoman de la distance (52 s 61), n'ont rien pu faire contre le sprint ravageur de la Marocaine Nezha Bidouane, vingt-huit ans également, qui les a dépassées sur le fil après une dernière ligne droite époustouflante. La Marocaine en a profité pour abaisser le record d'Afrique à 52 s 97 tandis que Deon Hemmings réussissait son meilleur chrono de la saison en 53 s 09 et que Kim Batten terminait troisième dans le temps de 53 s 52.



200 m messieurs

DÉCEVANT cinquième lors de la finale du 100 m, le coureur de Trinidad et Tabago Ato Boldon, vingt-quatre ans, s'est imposé en 20 s 04 sur 200 m, distance dans laquelle il détient la meilleure performance de l'année (19 s 77). Médaille d'argent lors des JO de 1992 et de 1996 et des championnats du monde 1991 et 1995, le Namibien Frank Fredericks, trente ans, vainqueur en 1993, est une nouvelle fois deuxième, en 20 s 23. Cinquième des championnats du monde 1995, le Brésilien Claudinei Da Silva, vingt-sept ans, monte cette fois sur le podium pour une médaille de bronze acquise en 20 s 26.



200 m dames

PERSUADÉE à tort d'avoir gagné le 100 m, l'Ukrainienne Zhanna Pintushevich, vingt-cinq ans, ne s'est pas trompée à l'arrivée du 200 m, auquel ne participait pas l'Américaine Marion Jones, pourtant la plus rapide de la saison sur cette distance, mais qui a donné sa préférence au relais. En 22 s 32, la vice-championne du 100 m est donc devenue championne du 200 m devant la Sri-Lankaise Susanthika Jayasinghe, vingt-deux ans, à laquelle un finish explosif a permis de devancer la Jamaïcaine Merlene Ottey, trente-sept ans (22 s 39 contre 22 s 40). La Française Sylviane Félix, vingt ans, championne du monde juniors en titre, s'est classée huitième en 22 s 81.

TECHNIQUE

Si rapide témoin

LE RECORD du monde du 400 m masculin a beau se situer à 43 s 29, un des derniers acteurs de ces championnats du monde à entrer en compétition effectuera dimanche le tour de piste en moins de quarante secondes : le bâton. Appelé aussi témoin, il est l'indispensable instrument des épreuves de relais. Il doit s'agir d'un tube creux et lisse, de section ronde. Sa longueur est comprise entre 28 et 30 cm et sa circonférence entre 12 et 13 cm. Il doit peser au moins 50 g et être coloré.

Le témoin le plus rapide du monde a circulé le 8 août 1992 à Barcelone dans les mains des Américains Mike Marsh, Leroy Burrell, Dennis Mitchell et Carl Lewis, qui lui ont fait effectuer un tour de piste en 37 s 40, un temps égalé un an plus tard par le relais américain aux championnats du monde de Stuttgart. Les Américains détinent également le record du monde du 4 x 400 m, en 2 min 54 s 29. Chez les femmes, les records restent l'œuvre de pays disparus : les Allemandes de l'Est ont couru le 4 x 100 en 41 s 37 en 1985 et les Soviétiques le 4 x 400 en 3 min 15 s 17 en 1988.

G. V. K.

DANS LE STADE

■ 200 M DAMES. Merlene Ottey s'est classée troisième de la finale du 200 m féminin gagnée, vendredi 8 août, par l'Ukrainienne Zhanna Pintushevich en 22 s 32. Agée de trente-sept ans, la championne jamaïcaine sillonne les compétitions internationales depuis les Jeux olympiques de Moscou en 1980. Double championne du monde (1993, 1995), elle était la favorite de cette finale, qui lui vaudrait un nouveau revers, après sa seconde place derrière Marie-José Pérec, en 1996, aux Jeux olympiques d'Atlanta. Au total, le palmarès de Merlene Ottey compte désormais seize médailles mondiales, six aux Jeux olympiques et dix aux championnats du monde.

■ TRIPLE SAUT. Le recordman du monde du triple saut (18,29 m), l'Anglais Jonathan Edwards, deuxième du triple saut (17,69 m), vendredi 8 août, a connu des problèmes de chaussures lors de son concours. « Je me suis accroché mais je n'étais pas dans un bon jour, a-t-il reconnu. Après les premiers essais, j'ai dû changer de chaussures, ce qui n'est jamais bon dans un concours de cette importance. Je n'ai pas d'excuse. Simplement, je n'ai pas bien sauté ce soir. » Quant au vainqueur, le Cubain Yelvis Quesada (« J'avais déjà battu Jonathan (Edwards) avant Athènes mais cette victoire sur lui aux championnats du monde est très spéciale pour moi. Je pense être capable de franchir un jour les dix-huit mètres. »

Nezha Bidouane à la force de l'espoir

La Marocaine, opérée d'un pied en 1996, est devenue championne du monde du 400 m haies

ATHÈNES

de notre envoyé spécial
Kim Batten et Deon Hemmings n'ont probablement pas eu l'occasion dans leur enfance de méditer la fable du lièvre et de la tortue. Sinon, l'Américaine, tenante du titre mondial du 400 m haies, et la Jamaïcaine, qui a longtemps cru vendredi 8 août qu'elle allait lui succéder, auraient conservé quelques forces pour résister au retour de Nezha Bidouane. Mais les deux jeunes femmes ne s'étaient pas méfiées de leur rivale marocaine. À l'entrée de la dernière ligne droite, le maillot rouge et vert du Maroc accusait un retard de près de cinq mètres sur les concurrentes de tête. D'autres auraient baissé les bras. Pas Nezha Bidouane.

« À partir de la septième haie, j'ai su que j'allais devenir championne du monde », Nezha Bidouane a repris mesure après mètres à ses rivales essouffées. Deon Hemmings a franchi la ligne d'arrivée en roue libre, sans doute persuadée de l'avoir emporté. Elle a légèrement tourné la tête vers la gauche, pour constater que sa voisine de couloir l'avait devancée d'un souffle. La belle athlète marocaine venait de porter le record d'Afrique à 52 s 97 et d'offrir son premier titre mondial féminin d'athlétisme à son pays.

Quelques joyeux de joie se sont élevés depuis le petit clan des supporters marocains. Dans la tribune d'honneur, une femme, vêtue d'un éclatant tailleur blanc, a ressenti cet instant encore plus fortement sans doute que les autres spectateurs. Nawal El Moutawakil s'est rappelée l'émotion qui avait entouré sa victoire en 1984 dans le 400 m haies des JO de Los Angeles.

La Marocaine était devenue alors la première championne olympique arabe et du même coup le symbole de l'émancipation de la femme arabe. Aujourd'hui, elle est membre du conseil de la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF). Même s'il est de notoriété publique que les deux femmes ne s'apprécient guère, Nawal El Moutawakil a été l'une des premières à féliciter Nezha Bidouane.

UNE OLYMPIADE DE CONTRETEMPS

Cette dernière ne cache d'ailleurs pas le rôle qu'a joué son aînée dans sa vocation. « Elles ont été des centaines comme elle, mais Nezha avait sans doute le courage et la volonté nécessaires pour aller jusqu'au bout, affirme Nawal El Moutawakil. Et maintenant, d'autres vocations vont naître. » Nezha Bidouane, originaire d'une famille modeste de Rabat, a fait ses débuts sur les pistes d'athlétisme en 1987, à l'âge de dix-huit ans, et a comme par hasard choisi la même discipline que sa devancière. Quatre années plus tard, elle remportait son premier succès international aux Jeux méditerranéens.

La suite allait être gâchée par une série d'ennuis et de contretemps. Aux Jeux de Barcelone, en 1992, elle trébucha sur la huitième haie et fut éliminée en demi-finale. Lors des championnats du monde 1993, elle fut victime d'un claquage et deux années plus tard d'une disqualification pour passage illicite d'une haie. Les blessures se succédèrent, le 25 juillet 1996, à la veille du coup d'envoi des épreuves d'athlétisme des Jeux d'Atlanta, elle est opérée du ten-

don au pied gauche à Paris. Quelques temps plus tard, elle perd son père et son frère dans un accident de voiture.

« Avec tous les malheurs qu'elle a connus, elle a réussi à se forger un mental de fer, affirme Aziz Daouda, directeur technique national de l'athlétisme marocain. C'est pour cela que personne ne peut la battre dans la dernière ligne droite. » Aziz Daouda est un personnage incontournable dans l'athlétisme marocain, mais aussi dans la trajectoire de Nezha Bidouane, surgie en pleine lumière le 8 août 1997, à l'âge de vingt-sept ans. Il est à la fois son entraîneur personnel, son manager, son conseiller, son confident et joue à l'occasion le rôle de père. Elle lui fait une confiance quasi aveugle : « Il m'a dit ce que je dois faire, et j'applique ses conseils, dit-elle sans fard. Il est l'ordinateur et moi l'exécutante. »

Mariée à un coureur marocain de 3 000 m steeple, Nezha Bidouane n'a pas semblé dépassée par un succès qui a pourtant surpris à peu près tout le monde. Très sereine au milieu de reporters marocains au bord de la crise de nerfs dans les minutes qui ont suivi son exploit, elle paraissait attendre depuis longtemps ce moment privilégié. « J'ai décidé d'oublier tout le passé, tous les mauvais moments, confie-t-elle. La seule chose que je sache, c'est que je suis pleine d'espoir et que c'est pour cela que je suis championne du monde aujourd'hui. » Vu comme cela, l'athlétisme est une chose vraiment très simple.

Gilles Van Kote

Khalid Lachheb, un polytechnicien à Athènes

Le perchiste français a retrouvé le haut niveau après une pause, le temps d'intégrer l'X

ATHÈNES

de notre envoyé spécial

Khalid Lachheb alimait qu'on le « laisse tranquille » avec tout ça. N'étant qu'un athlète parmi les autres quand il se trouve sur un stade. Se mêlant anonymement aux autres étudiants quand il va en cours. « J'aurais dû pratiquer une autre discipline, moins connue que l'athlétisme, et personne n'aurait su que je fais du sport en dehors de mes études », fait-il mine de regretter. Le hic, c'est que Khalid Lachheb réussit des choses plutôt remarquables. Comme d'être entré à Polytechnique à l'âge de vingt ans. Ou d'avoir obtenu sa sélection pour les championnats du monde d'athlétisme dix mois seulement après avoir repris la pratique du saut à la perche, sacrifiée aux études pendant deux bonnes années.

Un « X » en équipe de France d'athlétisme : voilà de quoi ne pas passer inaperçu. Après de ses coéquipiers, pas trop habitués à fréquenter des polytechniciens, comme de ses condisciples de l'école de Palaiseau (Essonne), pour la plupart étrangers aux choses du sport de haut niveau. Et comme si cela ne suffisait pas, pour que l'histoire soit encore plus belle, Khalid possède un double : Taoufik Vingt-deux ans lui aussi, polytechnicien, perchiste aux portes de l'équipe de France : son frère jumeau.

Nés à Rennes de parents marocains, Khalid et Taoufik Lachheb ont le goût des choses bien faites. Aussi font-ils tout pour que leur gentillesse atteigne la perfection et rien pour que le monde extérieur puisse les distinguer l'un de l'autre. Récemment encore, les deux frères ont opté pour la même spécialisation en deuxième année de Polytechnique : la mécanique des fluides. Il y a quatre ans, ils avaient porté leur record personnel à 5,40 m lors du même concours, avant de réussir le doublé aux championnats d'Europe juniors.

Mais l'exploit dont ils sont le plus fiers reste sans doute d'être entrés ensemble à l'École polytechnique. « On n'aurait jamais pensé que l'un de nous deux allait être admis dès la première tentative, alors les deux à la fois, c'est un coup de chance prodigieux, commente Khalid. Seuls nos parents ont trouvé ça finalement normal. » Il n'y a eu que les aléas du sport de haut niveau et les blessures pour les séparer. À Athènes, la famille Lachheb n'a qu'un représentant. Il n'y avait de toute façon qu'une seule place en équipe de France aux côtés de Jean Galfione et d'Alain Andji. Le sort a permis d'éviter un combat fratricide. « C'est mieux comme cela », soupire Khalid. Blessé tout au long de l'hiver, Taoufik est revenu trop tard à la compétition et n'a pu réaliser les minima pour aller aux championnats du monde, 5,60 m,

que son frère a réussis en mai dernier. Quand Khalid est parti pour Athènes, Taoufik n'a pas dit grand-chose. Pas par jalousie, mais parce que les deux frères sont toujours économes de leurs mots. Khalid explique sobrement : « On n'a pas besoin de se parler. Je sais très bien ce qu'il pense. »

UNE ANNÉE « BLANCHE »

Les énormes qualités de perchistes des frères Lachheb n'avaient pas échappé à Maurice Houvion. L'entraîneur de Jean Galfione a vu les deux jumeaux arriver dans son groupe, hésité à l'Institut national du sport et de l'éducation physique (Insep), en 1992. Ils avaient alors dix-sept ans et se complaisaient dans une discrétion maladroite. « J'ai dû piquer une colère pour qu'ils me disent bonjour le matin et me regardent dans les yeux », raconte Maurice Houvion.

Celui-ci croyait avoir tout vu en trois décennies passées dans la fonction d'entraîneur national. Jusqu'au jour où les frères Lachheb, qui sautaient pourtant alors sur les traces de Jean Galfione, lui annoncent leur décision d'opter pour le saut à la perche. Pour consacrer à des études scientifiques. « Pendant notre année de "maths spé", nous n'avons plus mis le pied sur un sautoir, ni même sur un stade, explique Khalid. Puis, une fois l'admission à Polytechnique acquise, nous avons effectué notre ser-

vice militaire. Mais, pour nous, il a toujours été clair que c'était une parenthèse et que nous allions reprendre la perche. » Ils ont finalement réintégré le groupe de Maurice Houvion en septembre 1996.

« Ça a été très dur, j'avais tout perdu, reprend Khalid. Je sautais 5,20 m en mobilisant tous mes moyens. J'ai commencé à revoir le saut au printemps et j'ai sauté 5,50 m le 1^{er} mai. C'était la première fois depuis plus de quatre ans que je battais mon record personnel. » Depuis lors, il l'a porté à 5,66 m.

Et lui qui n'avait jamais rencontré d'autre grand champion du saut à la perche que Jean Galfione s'est retrouvé vendredi 8 août à Athènes à disputer le même concours de qualification que Sergueï Bubka, son idole, Maxime Rasov ou Okkert Brits, trois hommes à 6 m. Hélas, Khalid Lachheb n'est pas parvenu à se qualifier. Tout comme son coéquipier Alain Andji, il a échoué par trois fois à 5,70 m alors que c'était la limite pour atteindre la finale des championnats du monde - une harpe que Jean Galfione a, lui, franchie. Pour rester une journée de plus avec ses idoles, Khalid Lachheb aurait dû battre son record personnel. Cette année encore (la dernière ?), il laissera les géants s'expliquer entre eux.

G. V. K.

A. G.

PÉREC, JOUR J

Elle n'est plus là

ATHÈNES

de notre envoyé spécial

Zhanna Tarnopolskaya, épouse Pintushevich, est native de Nezhin, dans les environs de Chernigov, et elle a la peau blanche. Elle a souligné ce détail en descendant de la plus haute marche du podium du 200 m féminin comme s'il était de première importance. Comme la jeune Ukrainienne n'est pas la première championne du monde dont le derme est pigmenté de cette couleur et qu'il n'y a aucune raison pour qu'elle soit la dernière, il faut croire qu'elle attribue à son teint une quelconque singularité dans la pratique du sprint. Si ce n'était pas du racisme ordinaire, c'était de la bêtise pure et simple.

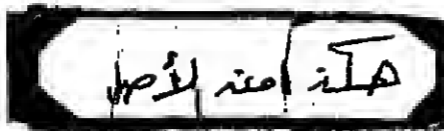
Dame Pintushevich aurait mille fois mieux fait de se taire. Hélas, elle ne pouvait ni ne devait rester coite ! Parler s'inscrit dans le prolongement immédiat de l'action du champion. Il est sommé tout à trac d'analyser ses émotions, de détailler ses sensations, en d'autres termes de vider son sac. Il s'en échappe des bribes de tout, rancœurs, émotions, sensations, peines, joies. Des mots enregistrés à la volée.

Qu'aurait raconté Zhanna de Nezhin si demoiselle Pérec, native de Basse-Terre, en Guadeloupe, avait participé à cette finale et l'avait gagnée ? Parions qu'elle n'aurait pas fait la fièvre. On aurait été aux pieds de notre Marie-Jo. On l'aurait écoutée. Elle sait que tout ce qui est dit est écrit, et que tout ce qui est écrit est archivé. Un jour, à l'heure du grand bilan, il faudra ouvrir la boîte aux souvenirs, interpellier cette mémoire de papier qui ne flanche jamais, renouer la trame de cette histoire bisocenne.

On y lira que, peu après avoir renoncé à disputer les demi-finales du 200 m des championnats, elle déambulait, vendredi 8 août à 2 heures du matin, une rose à la main, dans les ruelles du Pirée. On y apprendra que c'est le meilleur endroit pour soigner une elongation aux muscles de la cuisse puisque, selon le bulletin quotidien de la Fédération française d'athlétisme, la blessure contractée à l'échauffement la veille devait être résorbée en une petite bûchette.

On saura donc si, grâce à cette médecine grecque, elle a pu faire la tournée de meetings qu'elle envisageait de disputer tout en séchant les championnats du monde avant d'être amenée à Athènes par invitation spéciale du président de la Fédération internationale. On vérifiera enfin que demoiselle Sylviane Félix, native de la Martinique et noire de peau, a enchaîné, en l'espace d'une heure un quart, finale du 200 m et demi-finale du 4 x 100 m, prenant avec un égal bonheur la huitième place de l'une et le nouveau record de France de l'autre.

Je suis là



Des orages de la Bretagne aux Pyrénées

UNE DÉPRESSION au sud du Groenland va venir sur le proche Atlantique dimanche. Elle favorisera les remontées orageuses venant d'Espagne. Des orages violents sont attendus de la Bretagne aux Pyrénées.

Bretagne, Pays de la Loire, Basse-Normandie - Le ciel sera voilé dès le matin avec des ondées sur la Bretagne et les Pays de la Loire. Dès la mi-journée, des orages parfois forts se produiront sur la Bretagne et les Pays de la Loire. Ils toucheront la Basse-Normandie en soirée. Il fera entre 23 et 28 degrés.

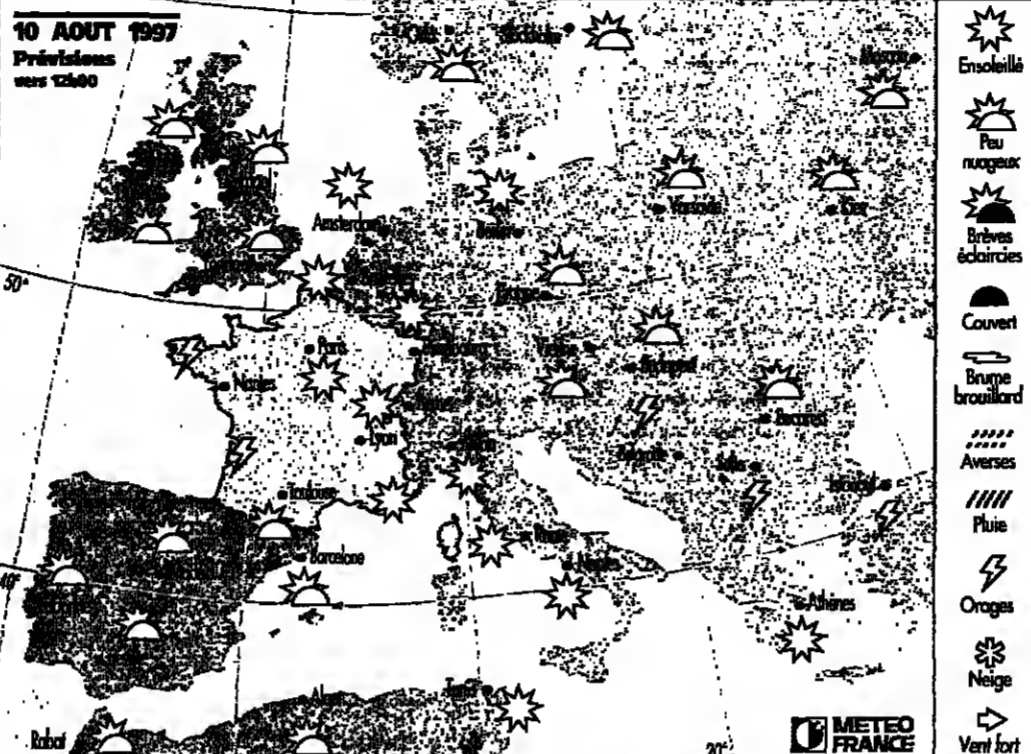
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardenne - La journée sera bien ensoleillée. Sur le Centre, le ciel se voilera et des ondées se produiront. Des orages parfois forts éclateront sur cette région dans la nuit. Le thermomètre indiquera entre 30 et 32 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté - Ce sera une belle journée ensoleillée et chaude. Le thermomètre dépassera souvent les 30 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées - Le temps sera lourd et des orages éclateront à partir de la mi-journée. Ils pourront être localement forts avec de la grêle. Le thermomètre indiquera entre 27 et 32 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes - Sur Rhône-Alpes, le temps sera bien ensoleillé. Sur l'Auvergne et le Limousin, le temps deviendra lourd. Des orages parfois forts avec de la grêle éclateront sur le Limousin en fin d'après-midi. Ils seront moins nombreux sur l'Auvergne. Le thermomètre dépassera souvent les 30 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse - Sur le Languedoc-Roussillon, le temps deviendra lourd avec des orages parfois forts surtout sur le Roussillon. Sur Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse, la journée sera bien ensoleillée. Le vent de sud-est soufflera à 40 km/h sur le golfe du Lion. Le thermomètre atteindra 32 à 35 degrés dans l'intérieur et 28 à 30 sur les côtes.



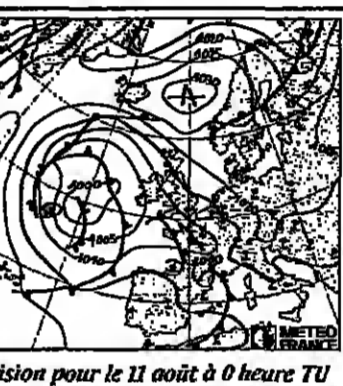
LE CARNET DU VOYAGEUR

■ PORTUGAL Les pilotes de la compagnie aérienne portugaise TAP-Air Portugal ont décidé de reprendre à partir de samedi à 0 heure leur mouvement de grève des vols supplémentaires suspendu du 27 juillet à la suite d'un nouvel échec des négociations avec l'administration. Le mouvement pourrait conduire à l'annulation de 10 à 12 vols quotidiens, notamment les charters de la saison estivale.

■ FRANCE La Camargue, qui recèle sur ses 140 000 ha des trésors souvent inaccessibles aux touristes de passage, ouvre aux visiteurs environ un tiers du domaine des Marais du Viguier, un de ses sites les plus sauvages, jusqu'ici réservé aux scientifiques. Vaste zone marécageuse, ce domaine de 1 000 ha représente une mosaïque de milieux très divers, des marais d'eau douce (roselières) et de vastes étendues steppiques.

PRÉVISIONS POUR LE 10 AOÛT 1997		PAPETE		24/29 S		16/25 N		20/29 S		24/34 S	
Ville par ville, les minima/maxima de température		POINTE-A-PIT.		25/31 P		17/22 S		12/25 S		18/23 S	
C: couvert; P: pluie; N: nuageux; S: ensoleillé; E: éclaircies		ST-DENIS-RE.		19/29 P		17/22 S		12/25 S		18/23 S	
FRANCE métropole		NANCY		16/21 N		17/22 S		12/25 S		18/23 S	
AJACCIO		NANTES		19/29 P		17/22 S		12/25 S		18/23 S	
BIARRITZ		NICE		20/24 P		17/22 S		12/25 S		18/23 S	
BORDEAUX		PARIS		19/21 N		17/22 S		12/25 S		18/23 S	
BOURGES		PAU		18/26 S		17/22 S		12/25 S		18/23 S	
BREST		PERPIGNAN		22/29 N		17/22 S		12/25 S		18/23 S	
CAEN		RENNES		18/29 N		17/22 S		12/25 S		18/23 S	
CHERBOURG		ST-ETIENNE		17/20 N		17/22 S		12/25 S		18/23 S	
CLERMONT-F.		STRASBOURG		16/21 N		17/22 S		12/25 S		18/23 S	
DIJON		TOULOUSE		20/29 N		17/22 S		12/25 S		18/23 S	
GRENOBLE		TOURS		18/20 N		17/22 S		12/25 S		18/23 S	
LILLE		TUNIS		17/29 S		17/22 S		12/25 S		18/23 S	
LIMOGES		CAYENNE		23/30 N		17/22 S		12/25 S		18/23 S	
LYON		FORT-DE-FR.		26/30 N		17/22 S		12/25 S		18/23 S	
MARSEILLE		NOUMEA		18/23 P		17/22 S		12/25 S		18/23 S	

PRÉVISIONS POUR LE 10 AOÛT 1997		PAPETE		24/29 S		16/25 N		20/29 S		24/34 S	
Ville par ville, les minima/maxima de température		POINTE-A-PIT.		25/31 P		17/22 S		12/25 S		18/23 S	
C: couvert; P: pluie; N: nuageux; S: ensoleillé; E: éclaircies		ST-DENIS-RE.		19/29 P		17/22 S		12/25 S		18/23 S	
FRANCE métropole		NANCY		16/21 N		17/22 S		12/25 S		18/23 S	
AJACCIO		NANTES		19/29 P		17/22 S		12/25 S		18/23 S	
BIARRITZ		NICE		20/24 P		17/22 S		12/25 S		18/23 S	
BORDEAUX		PARIS		19/21 N		17/22 S		12/25 S		18/23 S	
BOURGES		PAU		18/26 S		17/22 S		12/25 S		18/23 S	
BREST		PERPIGNAN		22/29 N		17/22 S		12/25 S		18/23 S	
CAEN		RENNES		18/29 N		17/22 S		12/25 S		18/23 S	
CHERBOURG		ST-ETIENNE		17/20 N		17/22 S		12/25 S		18/23 S	
CLERMONT-F.		STRASBOURG		16/21 N		17/22 S		12/25 S		18/23 S	
DIJON		TOULOUSE		20/29 N		17/22 S		12/25 S		18/23 S	
GRENOBLE		TOURS		18/20 N		17/22 S		12/25 S		18/23 S	
LILLE		TUNIS		17/29 S		17/22 S		12/25 S		18/23 S	
LIMOGES		CAYENNE		23/30 N		17/22 S		12/25 S		18/23 S	
LYON		FORT-DE-FR.		26/30 N		17/22 S		12/25 S		18/23 S	
MARSEILLE		NOUMEA		18/23 P		17/22 S		12/25 S		18/23 S	



Robert Pires brille à Metz, en attendant la Coupe du monde de football

En s'imposant 4-1 face à Bordeaux, l'équipe lorraine prend la tête du championnat, avec le meilleur goal-average

METZ de notre envoyé spécial Dans la moiteur étouffante d'une nuit d'été lorraine, le vieux stade Saint-Symphorien prend des allures de bateau ivre. Rempli en ce vendredi 8 août par plus de 22 000 supporters aux anges, l'enceinte chargée de bonheurs. En développant un jeu parfois brillant, les joueurs du FC Metz l'ont emporté 4-1 face aux Girondins de Bordeaux, et Saint-Symphorien hude sa joie.

Pour ce club à la fois sage et raisonnablement ambitieux qui entame sa trentième saison consécutive en première division (seul le FC Nantes a fait mieux), cette première place, même si elle est sans doute éphémère, constitue un joli cadeau. Un cadeau à la fois pour le public fidèle (15 000 spectateurs de moyenne la saison dernière), pour son entraîneur Joël Muller, ancien joueur du club qui en est à sa neuvième saison à la tête de l'équipe, et pour l'immuable président Carlo Molinari, mémoire vivante du FC Metz.

Au sein de cette équipe messine, on retrouve cette saison Robert Pires, auteur de deux passes aussi

splendides que décisives face à Bordeaux. Alors que la plupart de ses coéquipiers de la sélection nationale exercent leur talent à l'étranger, l'un des joueurs français les plus convoités du moment a choisi de rester au pays. La mode étant, depuis deux saisons, à l'exode massif de ce qui, se fait, de mieux et même de moins bien dans le football français, on est en droit de s'étonner de la décision du jeune prodige originaire de Reims et qui fêtera ses vingt-quatre ans en octobre prochain.

IMPETUABLE Trois heures avant le coup d'envoi de ce Metz-Bordeaux, dans le salon d'un hôtel du centre-ville, l'intéressé, détendu et souriant, avait expliqué sa décision: «Je suis persuadé d'avoir fait le bon choix en restant à Metz. La saison dernière, alors que les offres de plusieurs grands clubs étrangers étaient réelles, j'ai pris le temps de réfléchir, de discuter avec mon président, mon agent, mes coéquipiers, mes proches. Le discours d'Aimé Jacquet a aussi pesé dans la balance. Le sélectionneur a précisé que seuls ceux qui

joueraient régulièrement dans leur club seraient sélectionnés pour la Coupe du monde...»

C'est en mars, alors que son équipe était reléguée à la neuvième place du classement et qu'une éventuelle qualification européenne semblait improbable, que Pires prit sa décision. Sans se laisser troubler, comme le confirme son

agent, Frédéric Dobray: «Après qu'il eut donné sa parole au président Molinari pour rester, des clubs étrangers ont fait de la surenchère. J'ai refusé de revenir sur sa parole. Je l'ai effleuré. Robert est un homme sain et lucide...»

Et aussi un futur très grand joueur. Grâce à ses exploits et au système mis en place par Joël Mul-

ler, technicien aussi discret que compétent, le FC Metz termine la saison 1996-1997 en trombe, se qualifiant pour la Coupe de l'UEFA en atteignant la cinquième place du championnat.

«Si j'avais accepté les offres en provenance d'Italie, d'Espagne ou d'Angleterre, j'aurais pu multiplier mon salaire actuel, qui a pourtant été réévalué cette saison, par quatre ou cinq. D'ailleurs, certains de mes coéquipiers n'ont pas compris comment je pouvais refuser des offres pareilles. Des copains comme Iliou Ba, parti à Milan, et Patrick Vieira, à Arsenal, m'en ont parlé», ajoute celui qui, né de père portugais et de mère espagnole, a grandi dans la passion du football avant de connaître la joie d'une première sélection chez les Bleus, le 31 août 1996, face au Mexique.

De lui, Aimé Jacquet dit: «Sur le plan technique, Robert comprend tout, et très vite. Il possède une force de percussion qu'il n'utilise pas assez. Il manque encore de mécanisme, mais il a de très grandes qualités.»

Sélectionné à six reprises, Pires rêve du Mondial. D'ailleurs, Joël Muller, son entraîneur à Metz, a

bien pris en compte cette donnée: «L'une de mes missions cette saison est de préparer au mieux Robert pour le Mondial. C'est la raison pour laquelle son rôle ou sein de l'équipe sera différent de celui de la saison passée. Il doit jouer plus en retrait, assumer un rôle plus défensif, ce qui reste son point faible, mais qui lui sera nécessaire pour postuler une place de titulaire chez les Bleus.»

SOUTIEN DU PUBLIC Ravis d'avoir pu conserver leur perle rare une saison supplémentaire, Carlo Molinari et Joël Muller feront tout pour faciliter la progression de Pires. Le public messin, lui, a réservé une ovation à celui qu'il surnomme affectueusement «Roberto».

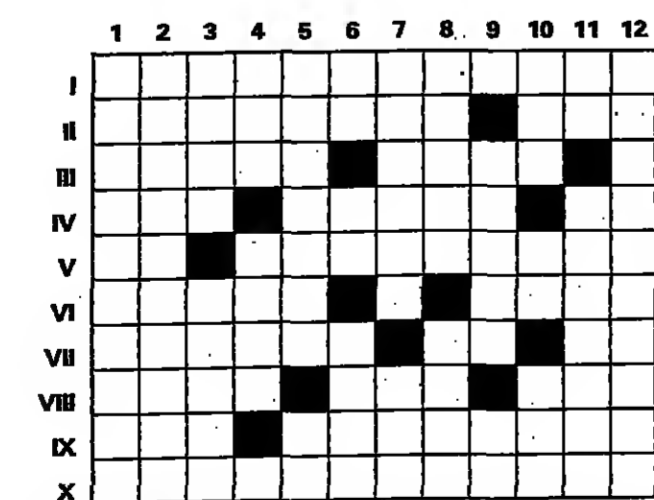
Une indication quant à sa destination future? «J'avoue un petit faible pour la Liga espagnole. Mais, pour l'instant, je ne pense qu'à Metz», souligne Robert Pires, aussi lucide sur les terrains qu'en dehors, et dont le choix original de rester en France peut se révéler payant au moment du Mondial.

Alain Constant

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97170

SOS Jeux de mots: 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 f/min).



HORIZONTALEMENT
1. Un coup à vous faire perdre la tête. - II. Feras tomber les têtes. A déjà perdu la tête. - III. Protège la tête. Sur la tête. - IV. Morceau de couronne. La galère des chefs et des rois. Lancé en piste. - V. Attention rayons dangereux. Fait dans la légende. - VI. Entraîne un mort précoce. Son regard fascinait Louis. - VII. L'un fut roi à la bataille, l'autre «King» au cornet. Partit au pouvoir. Crocoque. - VIII. Arbre africain. Tapa sur les nerfs. Fait mal aux pieds et peut faire mal aux oreilles. - IX. Arrivée à terme. Son agent ne manque pas de goût. - X. Que l'on ne peut laisser de côté.

position. Se rebiffait. - 7. Sorte de pompe. Gonflé pour aller plus vite. - 8. Pour ceux qui ont perdu la tête. Tombe chaque mois. - 9. Accueillis avec joie. Lettre de Daniel. - 10. Égouttoirs de cave. Personnel. Prémie facile. - 11. Deux fois chez une nounou. Ne partage pas. - 12. Évitez les chèques en bois.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97169

HORIZONTALEMENT
1. Schizophrène. - II. Alloté. Aces. - III. Tacle. Duple. - IV. V. Marcou. - V. Rigodon. Us. - VI. Née. Réntien. - VII. Amou. Nion. (Nion). - VIII. Tolle. Envi. - IX. Epi. Décor. Ot. - X. Soldes. Règle.

VERTICALEMENT
1. Sauriales. - 2. Clapier. Pô. - 3. Hic. Gentil. - 4. Igloo. Oo. - 5. Zodi. Dmide. - 6. Ot. Moelles. - 7. Pédat. EC. - 8. Ur. In. Or. - 9. Rancmère. - 10. Eclouon. - 11. Néon. Envol. - 12. Espionne.

Le Monde est édité par le SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Concessionnaires des journaux et publications n° 57 457.

ISSN 0243-2027

Imprimerie du Monde 12, rue M. Guisbault 94015 Paris Cedex

21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05

Tél: 01-42-47-39-00 - Fax: 01-42-47-39-26

ÉCHECS

N° 1753

TOURNOI DU «PREMIER SAMEDI» (Budapest, 1997)
Blancs: T. Shaked.
Noirs: D. Bunzmann.
Défense Nimzo-Indienne.
Variante Fischer.

1. d4	C6	16. Dc2	g6
2. e4	e6	17. Dd2	Cd6
3. Cc3	Fd8	18. h4	Fd7
4. e5	b6	19. Dd1	Td8
5. Cg5	Fd8	20. Fd4	e4
6. Cg6	Fd8	21. Dd4	e5
7. e4	e6	22. Dg5	h6
8. Fd3	e5	23. Td1	h5
9. Fd3	e5	24. Td1	h5
10. Fd3	e5	25. Dg5	h6
11. Dg5	e6	26. Dd4	h5
12. Fd3	e5	27. Cb3	d7
13. e4	e6		
14. Dd4	Fd8	29. Tg5+	Tg4
15. Te4	Cd6	30. Cb5-	R77
		31. Cb4	abandon

L'ÉTÉ FESTIVAL

A la sortie de Saint-Etienne, le grand bâtiment blanc aux formes simples du Musée d'art moderne joue avec la lumière et le ciel. Il accueille les œuvres d'un sculpteur plein d'humour, Erik Dietman, dont les exercices quotidiens de langage, les manipulations et détournements de textes et d'images, ont fait le commentateur avisé et ironique des modes de son temps. De son côté, le peintre américain Ellsworth Kelly fait l'objet, à la Tate Gallery de Londres, d'une exposition personnelle qu'il a lui-même orchestrée. Belle occasion de se familiariser avec ce prince de l'abstraction géométrique. Tout autre est le travail patient mené depuis quinze ans par le metteur en scène Olivier Desbordes, qui, à la faveur du Festival de Saint-Céré, s'est fixé pour mission le lancement de jeunes chanteurs lyriques.

LA PHOTOGRAPHIE DE GÉRARD RONDEAU

Cinésites

A Ceyssat (Tarn-et-Garonne), les bancs avaient été dressés sur la place du village. La projection du film « Les Trois Mousquetaires » de Stephen Hereck (1992) emporta les spectateurs dans un tourbillon de costumes. « Cinésites », un film, un lieu, tout l'été. Dimanche 10 août, « Waterworld » à Dampierre-sur-Boutonne, Lundi 11, « Révolution » à Rochefort



Les sculptures gastronomiques d'Erik Dietman

Saint-Etienne / Arts. Le Musée d'art moderne reçoit le commentateur le plus avisé et le plus drôle des courants contemporains

ERIK DIETMAN. Musée d'art moderne, La Terrasse, Saint-Etienne. Tél. : 04-77-79-52-52. Tous les jours, sauf les jours fériés, de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 7 septembre.

L'exposition n'est pas colossale, en dépit de l'opulence que prend l'œuvre d'Erik Dietman depuis qu'il exploite son potentiel de « sculptor classicus », mais elle est composée de tout ce qu'il faut pour restituer dignement les appétits de l'artiste et montrer que son intérêt pour ce qui prend corps, volume et poids n'est pas nouveau, et même qu'il pratique le modelage, fût-ce par la bande, depuis longtemps.

Plusieurs œuvres réalisées dans les années 60, après son arrivée à Paris - il est venu de Suède, en 1959 -, tendent à le confirmer. Ici, deux grandes photos de ses faits et gestes de « body-artist » avant l'heure : l'une montre un peu de ses fesses surmontées d'un gros pansement, et l'autre son doigt enrubanné de gaze dressé comme l'index du Christ enseignant... Là,

plusieurs pièces de l'époque où l'artiste, en « roi du sparadrap », recouvrait meubles et valises d'Albuplast, une façon originale de traiter de l'objet courant sans le casser ni l'emballer, mais gentiment, en le pensant pansé. Et là, les lettres du mot « PAIN » moulées en pain cuit, où l'on peut voir quelque essai croustillant d'art conceptuel, ou d'art pauvre, avant que l'un et l'autre ne soient ainsi couramment qualifiés et ne deviennent vents dominants.

A travers ses exercices quotidiens de langage, ses manipulations et détournements de textes et d'images, Erik Dietman s'est toujours comporté en commentateur prévoyant, amusé et ironique, des nouveautés et des modes artistiques de son temps : de l'objet au temps du nouveau réalisme et de Fluxus - sa famille d'esprit et d'adoption -, de la peinture dans les années 70 et de la sculpture qu'il soigne surtout depuis les années 80. Il faut voir son *Discours sur la sculpture moderne* de 1984, fait d'une quantité de petits bronzes de toutes sortes : torsades, anneaux, bou-

lettes, tas, figurines animales, petit sapin ou objets..., l'ensemble pouvant passer pour un inventaire de possibles modèles de modelages et moulages de l'informe à la forme, de l'objet défini à l'indéfini, du fait de nature au fait main.

DÉTOURNEMENTS

L'artiste ne s'aventurerait pas encore dans les façons de la grande sculpture, la monumentalisation d'objets et de formes incertaines dument pétries, comme de

la pâte à tarte. Avec ce double avantage d'avoir à la fois tout dans la main et pas mal dans la tête, celle-ci donnant à celle-là matière à pressurer, malaxer, mixer, tourner la pièce montée au couteau des Jeux de pensées bêtes, parfois méchantes, de mots, de vilains, de langue autre que maternelle : celle de Rabelais préférée à celle de Malherbe.

Erik Dietman a volontiers développé l'art de sculpter au ras du sol, comme on le faisait à New

York, non pour instruire, avec le strict minimum, un espace pour la forme, mais au contraire pour le détourner de la neutralité-puritaine, lui donner vie, couleur, tournure humaine. Le démantèlement de l'exposition, dans les parages de la salle des collections où plusieurs œuvres authentiquement minimalistes sont déployées, le fait remarquer avec beaucoup de drôlerie. C'est une pléiade de petits volumes en bronze tendant au cube, dorés, chacun, d'une pipe en bois, et qu'il faut enjamber.

Le titre de la pièce - *Préfiguration d'un pipe-line linguistique* (1990) - annonce la couleur et l'humour volontiers anti-américain de notre sculpteur adepte de l'art en reliefs pas tristes. Pas tristes bien que ponctués de crânes pendouillant aux choses de la vie courante. Les fonds de soupière auxquels il les associe sont saucés avec humour, dérision, autodérision... avec une bonne rasade de morale.

L'artiste a de l'esprit, mais n'est pas superficiel pour autant. Il affectionne le chaud-froid en pratiquant l'art d'accommoder les restes, et parle, entre casseroles et

déchets de table, de la transformation des matières, de leur usage, de leur usure, de leur assimilation, de leur conservation, de leur restauration, des effets du temps et de la vanité humaine.

VOLUMES SOUPLES ET CASSANTS

Sa cuisine est riche, pleine de sens et de non-sens qui peut toujours donner du sens. Même dans la plus incongrue des sculptures ou le plus drôle des assemblages. Exemple : la série dite des *Injures*, de 1993-1994. Il s'agit d'une douzaine d'arrangements de diverses choses - bouts de ferraille, cuillers, broches, concrétions, morceaux de pierre ponce, ramasse-poussière, ossements... - versées dans des récipients d'usage courant tels que chaudrons, casseroles et bassines, chaque faitout étant posé sur un socle particulier tout aussi ordinaire, de la petite table pliante au tabouret rouillé en passant par de vieilles jarres en terre. Un ensemble qui illustre - ô combien ! - la conception de Dietman, pour qui la création est « une chose vieille comme la nourriture », et la fabrication de l'art « tout aussi normale que manger ou chier ». Dans son cas, avec dextérité...

La plupart des pièces monumentales réalisées de 1992 à 1994 - qui avaient été exposées au Centre Georges-Pompidou en 1994 - sont présentées à l'extérieur, où elle vivent autrement mieux qu'en salle : *Le Valet de Boccioni*, inscription monumentale du sol avec yeux et groin, fond de tarte retourné aux airs de pieuvre avec, pour chapeauter le mont chauve, un fourneau de vieille cuisine.

A noter les volumes à la fois souples et cassants comme les formes dynamiques du futurisme italien. *Pénus sur l'herbe*, qui tient de la larve de film de science-fiction et du vilain petit canard, dressé sur un lit de vélos accidentés et d'ossements, grince bien au pays des armes et cycles... *L'Ami de personne*, personnage encagoulé tenant d'Ubu et du lutin triste - un autoportrait ? - trouve sa place sur le parvis du musée, face à la pelouse, face à la vue sur la vallée qui s'ouvre au loin, un terrain de qualité susceptible d'être transformé un jour en jardin de sculptures. Il faut le rappeler, puisque le projet minable de construire un magasin de grande surface dans ce champ, à deux pas du musée, menace cette perspective.

Harry Bellet

Geneviève Brocchette

Repères biographiques

● 1937. Naissance d'Erik Dietman à Jönköping, en Suède.
● 1950. Renvol du lycée pour indiscipline (motif : a uriné sur le drapeau suédois).
● 1952-1953. Passage par plusieurs écoles des beaux-arts (Malmö, Copenhague, Stockholm).
● 1959. Départ de Suède avec l'intention d'aller aux Etats-Unis. Le voyage s'arrête à Paris, place de la Contrescarpe, où Dietman fait la connaissance de Robert Filliou et de Daniel Spoerri.

● 1964. Début des expositions individuelles et de groupe.
● 1975. « Vingt ans de sueur » : première rétrospective de l'œuvre à l'ARC, Paris.
● 1978. Installation à Courtenay, dans le Loiret.
● 1986. Exposition des *Réflexions sur la sculpture moderne*, à La Criée, à Rennes.
● 1994. Exposition « Erik Dietman : Sans titre, pas un mot, silence ! », au Centre Georges-Pompidou.

Les pérégrinations abstraites d'Ellsworth Kelly

Londres/Arts. Importante rétrospective du peintre américain à la Tate Gallery

ELLSWORTH KELLY. Tate Gallery, Millbank, Londres, SW1P 4RG. Tél. : 00-44-171-88-780-00. Tous les jours, de 10 heures à 17 h 30. Jusqu'au 7 septembre. L'exposition sera également présentée à la Haus der Kunst, à Munich, à partir du 17 octobre. Catalogue : 444 p., 25 livres sterling.

Il y a quarante-six ans aujourd'hui, quatre jeunes gens s'affairaient dans une cave de la rue du Four à Paris. Il s'agissait de la transformer en galerie. Il y avait là un Français, Jean-Robert Arnaud, et trois Américains, John Koenig, Jack Youngerman, et Ellsworth Kelly. « Nous avons acheté du blanc gélatineux, se souvient Arnaud. C'était une sorte d'apprenti très bon marché. Mais la cave était tellement noire qu'il a fallu en mettre des tonnes. Pour l'éclairage, la solution la moins coûteuse était un tube de néon ; à l'époque, ils avaient tendance à dégrader une lumière rose. »

C'est ainsi que Kelly fit sa première exposition personnelle, en

avril 1951, avec trente œuvres. Il en présente à peine plus, aujourd'hui, à la Tate Gallery de Londres. Une cinquantaine, au mieux, mais dans des conditions bien éloignées de la bohème sympathique et courageuse de ses débuts, et dans des formats dont la cave de la rue du Four ne se serait pas accommodée. Pour tout dire, la totalité de la période parisienne de Kelly est résumée à Londres dans une seule pièce, ce qui ne manquera pas de surprendre ceux qui se souviennent de l'exposition que la Galerie nationale du Jeu de Paume y avait consacré en 1992. Regroupant des travaux réalisés entre 1948 et 1954, elle comptait une centaine de numéros.

A Londres, c'est l'artiste lui-même qui a fait la sélection : elle est radicale. Sans doute la première version de cette rétrospective, présentée au Solomon R. Guggenheim de New York, en octobre 1996, lui avait-elle paru trop relâchée. A contrario, celle de Londres est presque trop tendue. Un tableau a même été rejeté dans le hall d'entrée, pour épurer un peu plus

le propos. Certes, l'abstraction géométrique a ce défaut, ou cet intérêt, d'occuper un mur plus qu'une forme de peinture, et de déborder très largement l'espace de son seul châssis. A fortiori quand, comme chez Kelly, le châssis en question n'est pas quadrangulaire.

TRADITION

Tôt, l'artiste a fait éclater le cadre classique de la peinture. Les formes nouvelles ainsi créées, enduites le plus souvent d'une seule couleur, se déploient sur les parois, quand elles ne débordent pas. C'est le cas de *Blue Red*, de 1966. Contre le mur, mais affleurant au sol, un panneau bleu. Posé à l'horizontale, à quelques centimètres du plancher, et formant avec le bleu un angle droit, son équivalent rouge. On l'aura compris, qui n'est pas fasciné par les possibilités de l'abstraction géométrique aura quelque difficulté à suivre Kelly dans sa pérégrination plastique. Et pourtant. Il suffit de s'arrêter un instant devant *Window*, *Museum of Modern Art, Paris*, de 1949, pour comprendre à quel

point l'art de Kelly s'inscrit dans une tradition.

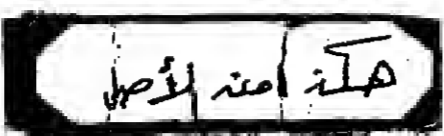
Kelly a repris, en bois noir, la forme des meneaux d'une des fenêtres du musée de l'avenue du Président-Wilson. Depuis la Renaissance, la fenêtre est un des enjeux des arts plastiques. Les Italiens voulaient que leurs tableaux lui ressemblent, fenêtres ouvertes sur le monde. Matière, que Kelly a longtemps regardé, répondit à sa façon avec la *Porte-fenêtre à Collioure*, dont les vitres étaient d'un noir de jais. Kelly pose un jalon supplémentaire avec cette œuvre fondatrice. Puis passe à autre chose, même s'il continue longtemps à s'inspirer de motifs puisés dans le monde environnant : « Je ne veux pas *immemor* des tableaux, explique-t-il. Alors mes sources sont dans la nature, ce qui pour moi inclut tout ce que je vois. »

Ainsi, à la fin des années 60, Kelly suivit longuement une promenade dans les allées de Central Park. Il était fasciné par son foulard vert et blanc. Le résultat est *Green White*, de 1968, avec la première apparition du triangle dans son œuvre.

D'autres tableaux ont des origines moins plaisantes, comme *Orange Red Relief*, une de ses réalisations les plus chaleureuses. Elle est dédiée à l'actrice Delphine Seyrig, épouse de son ami Jack Youngerman, décédée le 15 octobre 1990.

Puisqu'il ne s'agit plus de percer le mur comme à la Renaissance, que faire ? « Je ne suis pas intéressé, écrit Kelly en 1950 à son ami le musicien John Cage, par la peinture à accrocher au mur comme des tableaux. Au diable les tableaux, la peinture doit devenir le mur et, encore mieux, sortir du mur, comme de grandes constructions. » Ainsi en est-il dans les dix vastes salles de la Tate Gallery : la peinture prend la possession de l'espace, le péètre et s'y déploie, joue avec les perceptions du visiteur. Même en bronze, même en aluminium, mêmes posées au milieu de la pièce, les œuvres de Kelly ne sont pas, à proprement parler, des sculptures de peintre. Elles sont la couleur en liberté, et une certaine joie de vivre.

سلاوة الصافي



À L'AFFICHE

51^e Festival d'Edimbourg
Le chef français Pierre Boulez, à la tête de l'Orchestre des jeunes Gustav-Mahler, dirigera le concert d'ouverture du 51^e Festival d'Edimbourg, manifestation pluridisciplinaire qui a lieu du 10 au 30 août. D'autres artistes français se produiront en ce début de festival : le ténor Jean-Paul Fouchécourt chantera le rôle-titre du *Platée* de Rameau, présenté par le Covent Garden de Londres. La distribution comprend aussi le baryton François Le Roux (les 11, 13 et 14). Le Ballet Atlantique dansera *Végétal*, de Régine Chopinot (les 15 et 16). Le metteur en scène Stéphane Braunschweig montrera avec des comédiens anglais *Mesure pour mesure*, de Shakespeare (du 11 au 26 août). Une vingtaine de concerts symphoniques sont programmés par les orchestres du Kirov de Leningrad, de la BBC d'Écosse, de la Radio de Hambourg, etc. A l'affiche encore, la Compagnie Twyla Tharp et le Ballet de San Francisco (États-Unis), le Bangarra Dance Theatre (Australie) et le Nederlands Dans Theater de Jiri Kylian (Pays-Bas). Sept pièces de théâtre seront également proposées, dont *La Cerisaie*, d'Anton Tchekhov, mise en scène par Peter Stein. **Festival d'Edimbourg, 21, Market Street, Edinburgh EH1 1BW. Tél. : 00-44-01-31-473-20-00.**

ET SUR INTERNET
Le journal des festivals, nos photographies et reportages : www.lemonde.fr/festivals

Chéri Samba, carte de séjour n° 7500184375

Quarante toiles du peintre de Kinshasa sont exposées à Paris

« AVANT SON DÉPART pour Paris, en avril 1989, où il participera à la grande exposition internationale dénommée "Les magiciens de la terre", qui réunira 400 artistes du monde, CHERI SAMBA vous invite à contempler ses nouvelles œuvres. » Le calicot, peint à la main par l'artiste cité, est placé sur un mur de Kinshasa. Les badauds - femmes au travail, adolescents en short, gamins intrigués - le contemplent. Evidemment, cette scène fut photographiée. Le cliché sert d'entrée en matière au catalogue de l'exposition Chéri Samba (aux éditions Hazan), présentée à Paris au Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie (MAAO) jusqu'au 18 août.

Peintre vivant à Kinshasa, dans la cité de Ngali-Ngali, Chéri Samba a cédé en commun avec ses confrères artistes d'outre-Atlantique, les rappeurs en particulier, de savoir organiser sa propagande avec suffisamment d'humour et de dérision pour qu'elle soit acceptable. Après tout, Samba via Mobutu, dit Chéri Samba, a commencé sa carrière en peignant des enseignes.

Depuis « Les magiciens de la terre », où il avait obtenu un franc succès, on n'avait pas vu réunies autant de toiles - une quarantaine - de ce peintre de la fausse naïveté débarqué en France pour la première fois en 1982, grâce aux bons soins de Jean-François Bizot, alors patron d'*Actuel* et grand amateur de la culture zaïroise. Installé à Kinshasa, capitale de l'ex-Zaïre, en 1975, Chéri Samba explique qu'il n'a « commencé à vendre aux exportés qu'en 1978. Mon premier ach-

teur étranger a été M. Trosen, qui travaillait à l'époque à *La Voix du Zaïre*, à Kinshasa (il est français). Béné soit M. Trosen, qui donna à Chéri Samba confiance en soi. Ses œuvres sont réalistes, didactiques. Quand il peint un triptyque, Grand tort de la colonisation et grosse erreur de l'Afrique indépendante, dans lequel les ex-colonisateurs se partagent l'Afrique et ses richesses, il les affuble d'yeux exorbités par la concupiscence. Pour soutenir l'imaginaire, il écrit. Il écrit

Parisien en particulier, avec leurs chiens omniprésents, dont les balayeurs noirs ramassent les crottes (Paris est propre), leurs manies de se bécoter dans le métro sans en arriver au fait (« Quel mauvais ophrodisme boivent-ils, qui les aide à ne pas bander ? »).

Aujourd'hui, Chéri Samba a un marchand, Jean-Marc Patras. Sur

Pourquoi a-t-il signé un contrat ? Il s'est peint la corde au cou, les

jambes cadenassées. Chéri Samba peut jouer les bouffons, les bons

Il peut jouer les bouffons, les bons nègres, peindre dans la plus pure tradition africaine des enseignes de coiffeur. Mais il n'est jamais dupe

beaucoup, en lettres capitales, dessinées au carré. Chéri Samba est un commentateur de l'actualité, il glisse dans son travail de reportage des considérations sur l'art, la femme, le sida, le fétichisme, la dictature du maître déchu, l'ex-président Mobutu, qu'il ose affronter par ses accroches picturales.

Chéri Samba a parcouru le monde - pour le détail précis de ses voyages, il faut consulter *L'esprit fait vivre*, tableau rondel qui sert d'affiche à l'exposition du MAAO. Il est venu souvent en France : « J'y ai vécu du 22 mai 1991 au 9 mai 1992. J'ai d'ailleurs toujours conservé ma carte de séjour temporaire n° 7500184375 en guise de souvenir », dit-il, toujours aussi formel. Les Occidentaux n'ont pas été épargnés par son regard acerbe, les

nègres, il peut peindre d'une main que l'on qualifierait de naïve, dans la plus pure tradition africaine, des enseignes de coiffeur. Mais il n'est jamais dupe, ni de la mythologie de l'homme africain ni des rapports condescendants qui lient les professionnels de l'art en Occident et les artistes du monde noir. Le jour du vernissage de l'exposition, Chéri Samba, personnage bouillonnant qui vient de quitter Paris pour retrouver la nouvelle République du Congo mise à feu et à sang, jouait de la provocation : « Le Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie, c'est très bien. Mais pourquoi ne suis-je pas invité au Musée d'art moderne ? Le Musée d'art moderne serait-il raciste ? »

Véronique Mortaigne

HORS CHAMP

Les créateurs de nationalité française ou résidant en France depuis plus de cinq ans, ayant plusieurs années de pratique professionnelle, peuvent bénéficier d'une bourse Villa Médicis hors les murs, attribuée par l'Association française d'action artistique (AFAA). Les disciplines concernées sont l'architecture, les arts plastiques, l'art vidéo et les nouvelles technologies, la danse, le design, le graphisme, la musique, la photographie et le théâtre. Ce programme permet aux artistes d'effectuer un séjour à l'étranger pour y développer une recherche personnelle. Les dossiers de candidature doivent être adressés à l'AFAA (BP 103, 244, boulevard Saint-Germain, 75327 Cedex 07. Tél. : 01-43-17-83-00) avant le 30 septembre. Ils seront reçus par un jury composé de Fabienne Arvers (danse), Jean Blaise (théâtre), Jean de Loisy (arts plastiques), Emmanuel Fessy (photographie), Odile Fillion (architecture), Gérard Grisey (musique), Alice Morgagne (design/graphisme) et Georges Rey (vidéo/nouvelles technologies). Les départs sont à prévoir entre le 15 février et le 31 décembre 1998 pour une durée de trois à six mois non renouvelable.

Lisa Marie Presley, fille d'Elvis Presley, vient d'emménager dans une maison située à proximité d'un « centre de retraite » de l'Eglise de scientologie à Clearwater Harbor, en Floride. Cette jeune femme de vingt-neuf ans, ex-épouse du chanteur Michael Jackson, est membre de cette organisation considérée par un rapport parlementaire français

comme une secte et qui compte 6 000 membres dans son seul centre de Clearwater.

Le producteur britannique Jeremy Thomas, auquel on doit *Le Dernier Empereur*, *Purjo* ou *Crash*, tourne son premier film comme réalisateur, *All the Little Animals*, d'après le roman éponyme de Walker Hamilton, avec John Hurt (notre photographie) dans le rôle principal.



Un spectacle musical et aquatique intitulé *Crescendo*, signé par la nageuse Muriel Hermine, fera revivre à la rentrée à Paris la « piste nautique » du Cirque d'hiver-Boulogne, tombée depuis longtemps dans l'oubli. Au début du siècle beaucoup de cirques possédaient une piscine pour de très populaires spectacles aquatiques. En 1933, les propriétaires du Cirque d'hiver décidèrent la construction, sous la piste, d'un bassin circulaire de 4,20 mètres de profondeur, avec un système complet de filtrage et de chauffage de l'eau et un système motorisé d'immersion de la piste. Mistinguett devait inaugurer en 1933 cette installation qui a fonctionné jusqu'en 1954.

Le Festival de Bayreuth en roue libre jusqu'en 2002

Bayreuth/Musique. Wolfgang Wagner choisit de ménager la chèvre moderniste et le chou conservateur

LES MAÎTRES CHANTEURS DE NUREMBERG, de Robert Wagner. Mise en scène, décors : Wolfgang Wagner. Costumes : Jörg Tava. Avec Robert Holl (Sachs), Erik Halfvarson (Pogner), Andreas Schmidt (Bockmesser), Peter Seiffert (Stolzing), Endrik Wottrich (David), Emily Magee (Eva), Brigitta Svenden (Magdalena). Chœurs et orchestre du festival de Bayreuth, Daniel Barenboim (direction). Prochaines représentations : les 11, 15, 19, 23 et 28 août.

Parenté joyeuse tranchant sur le dramatisme du reste de sa production lyrique, *Les Maîtres chanteurs de Nuremberg* reflètent une courte période (1865-1866) qui concrétisa pour Wagner ses aspirations au bonheur : sa liaison avec Cosima von Bülow, la naissance de ses filles, le succès artistique de *Tristan* et l'assistance maternelle de Louis II de Bavière. Tout cela fut vite balayé par les soucis, mais demeure transcrite dans cette œuvre qui, au-delà du prétexte amoureux, est en fait l'apologie de l'éternelle supériorité de la création sur les canons de l'art établi.

Longtemps restée à la scène l'œuvre la plus anecdotique de Wagner, accréditée par une imagerie médiévale kitsch revue au filtre du romantisme, *Les Maîtres chanteurs* offrent aussi maintes possibilités d'interprétation tant leur contenu est riche : des nazis en ont fait leur opéra emblématique jusqu'à ce que les acteurs de la critique sociale des années 80 l'ouvrent sur les conflits de générations, le rôle de l'artiste dans la société, la critique de l'Allemagne bourgeoise ou nationaliste. Le champ d'investigation est large.

A Bayreuth, pour la troisième production de l'œuvre de son grand-père, qu'il a montée l'été dernier, Wolfgang Wagner a tout simplement renoncé à toute dimension critique. Ses *Maîtres* sont l'utopie du « tout le monde est beau, tout le monde est gentil » : quatre heures treize d'un spectacle joli et creux, sans aucune aspérité, facile à digérer et qui respecte à la lettre les indications scéniques de la tradition, habillé de quelques signes de modernité. Ainsi, des décors partiellement projetés sur une coupole universelle (avec une lune désastreuse), des costumes voguant du XIX^e siècle au XIX^e siècle (l'horrible chemise rose de Walther I), une di-

rection d'acteurs bonasse, genre « Ao théâtre ce soir ». C'est là le renoncement absolu aux critères de réflexion permanente et de renouvellement du Noces Bayreuth si magistralement illustrés en son temps par Wieland Wagner. Ses deux productions avaient déclenché ici des polémiques aussi féroces que le *Ring* de Chéreau.

Dans un Bayreuth où l'on considère désormais normal de contrôler l'identité des spectateurs au même temps que leurs billets (sous prétexte de lutter contre le marché noir), une partie du public trouve là ostensiblement son bonheur. L'autre partie se contente d'une exécution musicale de qualité. Daniel Barenboim dirige la partition pour la deuxième année consécutive et en possède absolument l'esprit : poétique, fluide, très dégraisé - presque trop : jamais la pompe de la Festivité ne débordera -, son discours instrumental est irrésistible au premier acte. Mais les grands ensembles de la bastonnade et du final mettent en défaut le rendu spatial de ces grandes architectures, à la fois trop sages et, ici ou là, mal gérées. Défauts mineurs que le temps corrigera.

VIDE THÉÂTRAL

Peter Seiffert domine sans peine la distribution : pareil Walther à la voix flexible, aux legatos ravissants, au lyrisme irrésistible, ce s'est pas entendu ici depuis trente ans. Excellent, le Pogner d'Eric

Halfvarson. Mais l'Eva d'Emily Magee, jolie voix sans grand caractère, passe sans marquer. Et le Sachs tout en roudeur, sympathique en diable, de Robert Holl manque trop d'harmonique dans le timbre pour échapper à sa monotonie. Un Beckmesser fin, mais sans relief, un David charmant, mais de peu d'ampleur, un Kother agité (Hans-Joachim Kachelson), un somptueux veilleur de nuit (Kwangchul Youn) et, bien entendu, des chœurs magistraux, tout s'écoute agréablement mais s'avère insuffisant pour sauver la soirée de son vide théâtral.

La spécificité de Bayreuth, avec son programme éternellement répété, d'est garantie de la routine que par la modernité de sa pensée directrice et son extrême qualité artistique. L'absence en 1998 de nouvelles productions pour la deuxième année consécutive (le *Hollandais volant*, de Dieter Dorn remplaçant *Tristan* au programme), le choix de Willy Decker et d'Antonio Pappano pour *Lohengrin* en 1999, celui de Jürgen Flimm, le directeur du théâtre Thalia de Hambourg, et de Sino-Poli pour le *Ring* de l'an 2000 montrent que Wolfgang Wagner entend continuer à ménager la chèvre moderniste et le chou conservateur, fort d'une demande de places dix fois supérieure à l'offre. Un alibi qui n'a jamais empêché les naufrages artistiques.

Pierre Filmon

Le Parc national des Pyrénées veut expulser le Festival de Gavarnie

LE VILLAGE de Gavarnie, le plus haut des Pyrénées, et le Chantier-théâtre de François Joxe, créé en 1972, ont un futur des plus incertains. Ils présentent un festival de théâtre dans un cadre naturel incomparable. Le défi était à la dimension du site : grandiose. Même si le metteur en scène parisien a choisi d'illustrer l'événement de cet anniversaire symbolique sans superstition, avec une libre adaptation de *Roméo et Juliette* (Le Monde du 19 juillet), les noces de Gavarnie et de François Joxe risquent de tourner au divorce.

Le conseil d'administration du Parc national des Pyrénées a voté, au mois de juin 1997, une délibération qui condamne l'avenir du festival, au moins dans l'enceinte du plateau de la Courade, au mépris des 150 000 passionnés qu'il a attirés

là depuis douze ans. « Il s'agit simplement d'un déplacement », dit Jean Dussourd, préfet des Hautes-Pyrénées, coordinateur du Parc national, qui tente de trouver une formule de remplacement. Le Parc national, qui a accepté jusqu'ici le principe de cette cohabitation sans invoquer les perturbations écologiques dont on accuse aujourd'hui la troupe, entend récupérer le label européen dont il est privé depuis quatre ans et milite en faveur du projet de classement du mont Perdu à l'inventaire du patrimoine mondial de l'Unesco.

Jean Lassalle, le président du Parc national des Pyrénées, se pèle à la décision collective de son conseil d'administration. Il cherche une solution par l'intégration de la scène à l'enceinte du parc, dans le village même de Gavarnie. Cette proposition ne

satisfait pas François Joxe qui y voit une « atteinte à son patrimoine ». « On n'abîme rien, on veut nous déplacer alors qu'on cherche à implanter une remontée mécanique au col de Bouchard, sur l'autre face du Cirque. C'est absurde ! La plaine de la Courade ne se trouve pas dans le parc, mais dans la zone périphérique. On ne peut pas m'y interdire de jouer. Je résisterai jusqu'à l'épuisement. »

François Fortassin, président (PRS) du conseil général des Hautes-Pyrénées, qui aide le festival à hauteur de 350 000 francs - pour un budget total de 3 millions de francs - est monté au créneau le soir de la dernière représentation pour combattre la décision du parc. Philippe Douste-Blazy (FD), député de la circonscription, serait aujourd'hui, selon François Joxe,

symbolistes et les espagnolades alors en vogue. Le compositeur voulait aussi divertir son père, Joseph, gravement malade. Les propos osés et le style musical *parlando*, proche de la conversation chantée, avaient d'abord heurté le directeur de l'Opéra-Comique. En 1911, cette comédie musicale en un acte, histoire d'horloges et de mantilles, sera finalement créée à Paris.

Torquemada est un horloger habile à qui le mulotier Ramiro confie son « bijou de famille » détraqué. Pendant qu'il va régler les cloches de la ville, les deux amants de Cocepicio se cachent dans ses peoudes que Ramiro, serviable, démenage dans la chambre à coucher de Madame. En attendant la réparation de sa montre, Ramiro - casquette et bleu de travail d'ouvrier - donne à Cocepicio le plaisir qu'elle cherchait. De retour chez lui, Torquemada remet les peoudes à l'heure, obligeant les deux mauvais amants à acheter les horloges et invitant Ramiro à rendre visite à sa femme à la bonne heure...

Sur ce livret loufoque, les cinq chanteurs, en fio d'étodes au Conservatoire national supérieur de musique de Paris, pétillent. « J'aime voir naître des artistes, les accompagner, leur donner des outils », dit le metteur en scène Olivier Desbordes, qui dirige depuis 1981 le Festival de Saint-Céré, rampe de lancement des jeunes chanteurs lyriques. Tout au long

de l'année, il leur a fait travailler le théâtre et la dramaturgie, point faible du Conservatoire qui les prépare surtout sur le plan vocal. « Ces élèves sont tournés vers eux-mêmes. Je leur ai demandé d'ouvrir les volets », explique-t-il. Ils y ont gagné une belle précoce : libres, légers, ils occupent la petite scène, ils se promènent parmi les musiciens, apparaissent au balcon, entrent par le fond de la salle.

VIVIFIANT L'IMPETU

Veau de la littérature et du théâtre, le metteur en scène s'est tourné vers l'opéra depuis une quinzaine d'années. Avec ses propres coovoltages. « L'opéra monté de façon traditionnelle ne me plaît pas. Avec ses acrobaties, ses belles figures, c'est de la tauromachie ! L'opéra et l'opéra sont, d'une certaine manière, un art mart. L'impertinence propre aux jeunes peut lui rendre la vie », estime Olivier Desbordes. Chaque année, le festival crée deux opéras, chantés par des jeunes professionnels sélectionnés parmi plus de deux cents artistes auditionnés. Les temps de répétitions sont plus longs que dans les productions habituelles et les chanteurs mieux encadrés.

Ces spectacles tournent ensuite toute l'année, le festival estimant qu'un petit nombre de représentations est « immarable » vis-à-vis des artistes et aussi des contributeurs qui financent les créations. Avec ses roulettes, Opéra Eclaté a joué dans plus de 650 villes depuis 1985, pour plus de 500 000 spectateurs. Tremplin vers un public délaissé par les scènes nationales lyriques, Opéra Eclaté, basé à Castres, promène Carmen, La Bohème, Le Barbier de Séville à Villefranche-de-Rouergue, Sarlat, Creil ou Laon. Comme 80 % de son budget provient de ses recettes propres (le reste venant surtout de l'Etat), l'équipe est obligée de remplir ses salles. « Nous nous sommes "planifiés" avec Don Quichotte, de Massenet, au même Lucia de Lammermoor, de Donizetti », se souvient Olivier Desbordes. Il écarte les opéras trop difficiles pour les jeunes chanteurs ou trop méconnus du public auquel il s'adresse. « En jouant La Flûte enchantée, nous ne prétendons pas faire découvrir un répertoire nouveau. Mais nous l'avons donné à Rodex où l'œuvre n'avait pas été montrée depuis 1850... »

Catherine Bédarida

BEZIERS
ESPACE PAUL RIQUET
RUE MARCEL
12 JUIL./6 SEPT. 97

Miró.

SCULPTURES - DESSINS
AQUARELLES - GOUACHES - PASTELS
TEL. 04 67 28 44 18

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

CARTON JAUNE

Film britannique de David Evans, avec Colin Firth, Hugh Grant, Neil Patrick Harris, Lorraine Ashbourne (1 h 42). VO : UGC Ciné-club les Halles, dolby, 1^{re} ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrand, dolby, 8^e (01-42-22-87-23) (+) ; La Bastille, dolby, 8^e (01-45-61-10-60) ; Majestic Bastille, dolby, 1^{re} (01-47-00-02-48) (+) ; Blenheim Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) (+) ; Majestic Passy, dolby, 15^e (01-42-24-46-24) (+) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (+).

DIEU N'EXISTE PAS

Film franco-hongrois d'András Jekes, avec Cora Fiches, Eve Lang, Peter Hasez, Kathleen Gati, Elmer Sos, Lorinc Gulyás (1 h 30). VO : L'Entrepôt, 14^e (01-45-43-41-63).

MEN IN BLACK

Film américain de Barry Sonnenfeld, avec Tommy Lee Jones, Will Smith, Linda Fiorentino, Vincent D'Onofrio, Rip Torn, Tony Shalhoub (1 h 38). VO : UGC Ciné-club les Halles, dolby, 1^{re} ; Gaumont Opéra 1, dolby, 2^e (01-43-12-91-40) (+) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6^e (+) ; Brétagne, dolby, 6^e (01-39-17-10-00) (+) ; UGC Danton, dolby, 8^e ; Gaumont Marignan, dolby, 8^e (+) ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; Max Linder Panorama, THX, dolby, 9^e (01-42-24-46-24) (+) ; La Bastille, dolby, 11^e (01-43-07-48-60) ; Gaumont Grand Écran Italie, dolby, 13^e (01-45-80-77-00) (+) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (+) ; Gaumont Kinoparadise, dolby, 15^e (+) ; Majestic Passy, dolby, 16^e (01-42-24-46-24) (+) ; UGC Maillot, 17^e ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (+) ; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19^e (+).

VF : Rex (le Grand Rex), dolby, 21^e (01-39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; Saint-Lazare-Pasquillet, dolby, 8^e (01-43-87-35-43) (+) ; Paramount Opéra, dolby, 9^e (01-47-02-56-31) (+) ; Les Nations, dolby, 12^e (01-43-04-04-67) (+) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e ; UGC Gobelin, dolby, 13^e ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (+) ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (01-43-27-84-50) (+) ; UGC Convention, dolby, 15^e ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (+) ; La Gambetta, THX, dolby, 20^e (01-46-36-10-86) (+).

PRINCE VALIANT

Film américain d'Anthony Hickox, avec Stephen Moyer, Katherine Heigl, Thomas Kretschmann, Edward Fox, Udo Kier, Warwick Davis (1 h 27). VO : Gaumont Marignan, dolby, 8^e (+). VF : Gaumont les Halles, dolby, 1^{re} (01-40-39-99-40) (+) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 2^e (01-47-03-38-08) (+) ; Gaumont Gobelin, dolby, 13^e (01-47-07-55-88) (+) ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (01-43-27-84-50) (+) ; Miramar, dolby, 14^e (01-39-17-10-00) (+) ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-48-28-42-27) (+) ; La Gambetta, THX, dolby, 20^e (01-46-36-10-86) (+).

QUATRE GARÇONS

Film français de Jean-Paul Lilienfeld, avec Olivier Brocheur, Eric Berger, Olivier Sitruk, Stéphane Guérin-Tillie, Thierry Lhermitte (1 h 30). VO : UGC Ciné-club les Halles, dolby, 1^{re} ; Rex, dolby, 2^e (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6^e (01-39-17-10-00) (+) ; UGC Odéon, dolby, 6^e ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (01-43-87-35-43) (+) ; UGC George-V, dolby, 8^e ; UGC Opéra, dolby, 9^e ; Les Nations, dolby, 12^e (01-43-04-04-67) (+) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e ; UGC Gobelin, 13^e ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (+) ; Mistral, dolby, 14^e (01-39-17-10-00) (+) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (+) ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-48-28-42-27) (+) ; La Gambetta, THX, dolby, 20^e (01-46-36-10-86) (+).

EXCLUSIVITÉS

ABEL

d'Alex Van Warmerdam, avec Henri Garcin, Alex Van Warmerdam, Olga Zuiderhoek, Annet Malherbe. Hollandais (1 h 35). VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (+) ; Espace Saint-Michel, 5^e (01-44-07-20-49).

ALBINO ALLIGATOR (*)

de Kevin Spacey, avec Matt Dillon, Faye Dunaway, Gary Sinise, William B. Davis, Viggo Mortensen, John Spencer. Américain (1 h 40).

VO : Gaumont les Halles, dolby, 1^{re} (01-40-39-99-40) (+) ; Les Trois Luxembourgs, dolby, 6^e (01-46-33-97-77) (+) ; La Pagode, dolby, 7^e (+) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (01-43-27-84-50) (+) ; Gaumont Grand Écran Italie, dolby, 13^e (01-45-80-77-00) (+) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (+) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (+).

LES ANGES DÉCHUS

de Wong Kar-Wai, avec Leon Lai Ming, Takeshi Kaneshiro, Charlie Young, Michele Reis, Karen Mok. Hongkong (1 h 36). VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (+) ; Lucerna, 6^e.

L'AUTRE CÔTÉ DE LA MER

de Dominique Cabrera, avec Claude Brasseur, Roschdy Zem, Marthe Villalonga, Agnès, Catherine Hiegel, Martine Carito. Français (1 h 30).

Épée de Bois, 5^e (01-43-37-57-47) ; Grand Pavois, 15^e (01-45-54-46-85) (+).

BOX OF MOONLIGHT

de Tom DiCillo, avec John Turturro, Sam Rockwell, Catherine Keener, Lisa Blount, Annie Corley, Alexander Goodwin. Américain (1 h 47).

VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (+) ; Espace Saint-Michel, 5^e (01-44-07-20-49).

LES 101 DALMATIENS

de Stephen Herek, avec Glenn Close, Jeff Daniels, Joely Richardson, Joan Plowright, Hugh Laurie, Mark Williams. Américain (1 h 42).

VF : Cinoches, 6^e (01-46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15^e (01-45-54-46-85) (+) ; Saint-Lambert, dolby, 15^e (01-45-32-91-68).

LA OCATRICE

de Krzysztof Kieslowski, avec Franciszek Pieczka, Jerzy Stuhr, Mariusz Dmochowski, Jan Skotnicki, Stanislaw Igar, Michal Tarkowski. Polonais (1 h 44).

VO : UGC Ciné-club les Halles, dolby, 1^{re} ; 14-Juillet Parnasse, 6^e (+).

LE CIEL EST À NOUS (*)

de Graham Guit, avec Roman Bohringer, Melvil Poupaud, Jean-Philippe Ecoffey, Elodie Bouchez. Franco-canadien (1 h 30).

Grand Pavois, 15^e (01-45-54-46-85) (+).

LE CINQUIÈME ÉLÉMENT

de Luc Besson, avec Bruce Willis, Gary Oldman, Ian Holm, Chris Tucker, Milla Jovovich. Français (2 h 06).

VO : UGC Ciné-club les Halles, dolby, 1^{re} ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (01-43-59-19-08) (+) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (+).
VF : Gaumont Opéra Français, dolby, 5^e (01-47-70-33-88) (+) ; Gaumont Gobelin, dolby, 13^e (01-47-07-55-88) (+) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (+) ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (01-43-27-84-50) (+) ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-48-28-42-27) (+) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (+).

CLIMBEO TO DEATH (*)

de Yolande Zauberman, avec Elodie Bouchez, Béatrice Dalle, Roschdy Zem, Richard Courcet, Gérard Thomassin, Luc Lavandier. Français (1 h 30).

14-Juillet Beaubourg, 3^e (+).

CONTRE-ATTAQUE

de Stanley Tong, avec Jackie Chan, Jackson Lou, Chen Chun-wu, Bill Tung, Yuen Yip, Peter Onofri. Américain (1 h 25).

VO : Gaumont les Halles, dolby, 1^{re} (01-40-39-99-40) (+) ; UGC George-V, dolby, 8^e ; DAARYA

d'Amol Palekar, avec Nirmal Pandey, Sonali Kulkarni, Nisha Kulkarni, Hyder Ali, Faiyaz, Namdu Madhav. Indien (1 h 47).

VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (+) ; 14-Juillet Odéon, 6^e (+).

DEUX JOURS À LOS ANGELES

de John Herzfeld, avec Dany Aïello, Jeff Daniels, Glenn Headly, Paul Mazursky, James Spader, Teri Hatcher. Américain (1 h 45).

VO : Elysées Lincoln, dolby, 8^e (01-43-59-36-14) ; Sept Parassiens, dolby, 14^e (01-43-20-32-20) ; Le Cinéma des cinéastes, 17^e (01-53-42-40-20) (+).

DOUBLE TEAM

de Tui Hark, avec Jean-Claude Van Damme, Dennis Rodman, Mickey Rourke, Natacha Lindinger, Paul Freeman, Valeria Cavalli. Américain (1 h 35).

VF : Pathé Wepler, dolby, 18^e (+).

DU JOUR AU LENDEMAIN

de Jean-Marie Straub et Danièle Huillet, avec Christine Whitehead, Richard Saltier, Claudia Bainsky, Ryszard Karczykowski. Franco-allemand, noir et blanc (1 h 02).

Denfert, 14^e (01-43-21-41-01) (+).

LES GARÇONS WITTMAN

de Janos Szasz, avec Alpar Fogarasi, Szabolcs Gergely, Maia Morgenstern, Peter Andorai, László Kovács. Hongrois (1 h 33).

VO : Studio des Ursulines, 5^e (01-43-26-19-09).

GOODBYE SOUTH, GOODBYE

de Hou Hsiao-Hsien, avec Jack Kao, Hsu Kuei-Ying, Lin Glong, Anne Shizuka Inoh, Hsi Hsiang. Taïwanais (1 h 52).

VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (+).

J'AI HORREUR DE L'AMOUR

de Laurence Ferreira Barbosa, avec Jeanne Balibar, Jean-Quentin Châtelain, Laurent Lucas, Bruno Lohet, Alexandra London, Eric Savin. 14-Juillet Beaubourg, 3^e (+) ; 14-Juillet Parnasse, 6^e (+) ; Les Trois Luxembourgs, dolby, 6^e (01-46-33-97-77) (+) ; La République, 11^e (01-48-05-51-33) ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (+).

JAMES ET LA PÊCHE GÉANTE

de Henry Salick, dessin animé Américain (1 h 20).

VF : Cinoches, 6^e (01-46-33-10-82) ; Denfert, dolby, 14^e (01-43-21-41-01) (+) ; Grand Pavois, 15^e (01-45-54-46-85) (+) ; Saint-Lambert, dolby, 15^e (01-45-32-91-68) ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (+).

LE SILENCE DE RAY

de Chris Marker, avec Catherine Belkhouja, la participation de Nagisa Oshima, Kenji Tokitsu, Jun'ichi Ushiyama. Américain (1 h 46).

Academy, (01-46-33-96-86).

LOOKING FOR RICHARD

d'Al Pacino, avec Al Pacino, Harris Yulin, Penelope Allen, Alex Baldwin, Kevin Spacey, Winona Ryder. Américain (1 h 53).

VO : Lucerna, 6^e ; Denfert, dolby, 14^e (01-43-21-41-01) (+) ; Saint-Lambert, dolby, 15^e (01-45-32-91-68).

LOST HIGHWAY (*)

de David Lynch, avec Bill Pullman, Patricia Arquette, Balthazar Getty, Robert Blake, Robert Loggia, Gary Sinyor. Américain (1 h 15).

VO : Studio Galandé, 5^e (01-43-26-94-08) (+) ; Cinoches, 6^e (01-46-33-10-82) ; Grand Pavois, dolby, 15^e (01-45-54-46-85) (+).

MA VIE EN ROSE

d'Alain Berliner, avec Michèle Laroque, Jean-Philippe Ecoffey, Hélène Vincant, Georges du Fresne, Daniel Hanssens, Laurence Bibot. Français (1 h 28).

UGC Forum Orient Express, 1^{re} ; 14-Juillet Parnasse, 6^e (+) ; Denfert, dolby, 14^e (01-43-21-41-01) (+).

MENTEUR, MENTEUR

de Tom Shadyac, avec Jim Carrey, Maura Tierney, Justin Cooper, Jennifer Tilly, Swoosie Kurtz, Amanda Donohoe. Américain (1 h 26).

VF : UGC Opéra, dolby, 5^e ; MICROCOSMOS, LE PEUPLE DE L'HERBE

de Claude Nuridsany et Marie Perennou. Français (1 h 15).

Studio Galandé, 5^e (01-43-26-94-08) (+) ; Cinoches, 6^e (01-46-33-10-82) ; Denfert, dolby, 14^e (01-43-21-41-01) (+) ; Grand Pavois, 15^e (01-45-54-46-85) (+) ; Saint-Lambert, dolby, 15^e (01-45-32-91-68).

LA MÔME SINGE

de Xiao-Yen Wang, avec Fu Di, Fang Shu, Yang Guang, Yang Lin, Chang Hung-Mei, Wang Yang. Américain-chinois (1 h 35).

VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (+) ; Denfert, dolby, 14^e (01-43-21-41-01) (+).

MONDRIANO

de Lionel Kopp, avec Ornella Muti, Philippe Clévenot, Patrick Catillo, Maurice Benichou, Dominique Pinon. Français (1 h 40).

Studio Galandé, 5^e (01-43-26-94-08) (+).

NOUS SOMMES TOUS ENCORE ICI

de Anne-Marie Miléville, avec Aurélien Recoing, Bernadette Lafont, Jean-Luc Godard. Franco-suisse (1 h 20).

Reflet Médicis II, 5^e (01-43-54-42-34).

LES PLEINS POUVOIRS

de Clint Eastwood, avec Clint Eastwood, Gene Hackman, Ed Harris, Laura Linney, Scott Glenn, Dennis Haysbert. Américain (2 h 01).

VO : UGC George-V, dolby, 8^e ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (+) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (+) ; Saint-Lambert, dolby, 15^e (01-45-32-91-68).

PORT D'EMBA

de Eric Heumann, avec Jean-Yves Dubois, Nathalie Bouvier, Christophe Odent, Diogo Doris, Isabelle de Castro, Isabel Ruth, Franco-portugais (1 h 33).

VO : La République, 11^e (01-48-05-51-33).

PORTAITS CHINDIS

de Martine Dugowan, avec Helena Bonham-Carter, Romane Bohringer, Marie Trintignant, Elsa Zylberstein, Yvan Attal, Sergio Castellitto. Français (1 h 50).

Saint-Lambert, dolby, 15^e (01-45-32-91-68).

THE MELLOW BOOK :

de Peter Greenaway, avec Vivian Wu, Yoshi Oida, Ken Oga-ta, Hideko Yoshida, Ewan McGregor, Judy Ongg. Franco-britannique (2 h 06).

VO : Le Quartier Latin, 5^e (01-43-26-94-08) ; Denfert, dolby, 14^e (01-43-21-41-01) (+).

LA VIE DE JÉSUS

de Bruno Dumont, avec David Douche, Marjorie Cottrell, Kader Cheatoui, Genevieve Cottrell, Sébastien Loesere, Sébastien Bailleul. Français (1 h 36).

Épée de Bois, 5^e (01-43-37-57-47) ; Lucerna, 6^e ; Saint-André-des-Arts II, 6^e (01-43-26-80-25) ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (+).

LES MILLE ET UNE NUITS

(v.o.), Acrotone, 5^e (01-46-33-96-86) dimanche 17 h 20.

LE MIROIR

(Sov. v.o.), 14-Juillet Beaubourg, 3^e (+) dimanche 11 h 25.

MON ONCLE

(Fr.), Grand Pavois, 15^e (01-45-54-46-85) (+) samedi 18 h.

LA PETITE AMIE D'ANTONIO

(Fr.), 14-Juillet Beaubourg, 3^e (+) dimanche 11 h 25.

SALAAM BOMBAY I

(Indon.-Fr. v.o.), 14-Juillet Beaubourg, 3^e (+) dimanche 13 h 40, 15 h 50, 18 h, 20 h 05, 22 h 10.

SALO OU LES 120 JOURNÉES DE SODOME (*)

(It. v.o.), Acrotone, 5^e (01-46-33-96-86) dimanche 18 h 40.

SATYRICON

(It. v.o.), Acrotone, 5^e (01-46-33-96-86) dimanche 13 h 20.

ZAZIE DANS LE MÉTRO

(Fr.), Denfert, 14^e (01-43-21-41-01) (+) dimanche 9 h 50.

FESTIVALS

CARL THÉODOR DREYER

(v.o.), Reflet Médicis II, 5^e (01-43-54-42-34) ; Le Maître du logis, lun. 12 h 10 ; Jour de colère, mar. 12 h 10.

LES CENT JOURS DU CINÉMA JAPONAIS

(v.o.), Les Trois Luxembourgs, 6^e (01-46-33-97-77) (+). Dode's Caden, sam. 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; Rashomon, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Tora-San, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Le Fils de famille, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CINÉ-CLUB JUNIORS-SPECIAL ÉTÉ

(v.o.), Le Cinéma des cinéastes, 17^e (01-53-42-40-20) (+). Wellace et Gromit, sam. 16 h, dim. 16 h.

CINÉMA EN RELIEF

(v.o.), Cité des Sciences, Cinéma Louis-Lumière, 15^e. Kalkiten, sam. 18 h, dim. 10 h, 18 h, mar. 10 h, 18 h.

COMÉDIES ITALIENNES

(v.o.), Le Champ-Espace Jacques-Tati, 5^e (01-43-54-51-60) (+). L'Edipe, sam. 14 h 10, 16 h 10, 20 h 10, 22 h 10 ; Le Piège, dim. 14 h 10, 16 h 10, 20 h 10, 22 h 10 ; L'Or de Naples, lun. 14 h 10, 16 h 10, 20 h 10, 22 h 10 ; L'Argent de la Vieille, mar. 14 h 10, 16 h 10, 20 h 10, 22 h 10.

CYCLE ABBAS KHIAROSTAMI

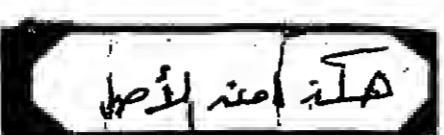
(v.o.), Épée de Bois, 5^e (01-43-37-57-47). Où est la maison de mon ami ?, sam. 16 h, 18 h, 20 h ; Devoirs du soir, dim. 16 h, 18 h, 20 h ; Close up, lun. 16 h, 18 h, 20 h ; Et la vie continue, mar. 16 h, 18 h, 20 h.

CYCLE DAVID LYNCH

(v.o.), Le Champ-Espace Jacques-Tati, 5^e (01-43-54-51-60) (+). Twin Peaks, dim. 21 h 50 ; Blue Velvet, mar. 21 h 50 ; Dune, sam. 21 h 50 ; Eraserhead, lun. 21 h 50.

DE HONGKONG À LA CHINE

TSUN HARK (v.o.), UGC Ciné-club les Halles, 1^{re} ; L'Aube du dragon, sam. 9 h 35, 16 h, 18 h 05, 20 h 15, 22 h 20 ; The Lovers, dim. 9 h 35, 11 h 40, 13 h 50, 16 h, 18 h 05, 20 h 15, 22 h 20 ; Dans la nuit des temps, mar. 9 h 35, 11 h 40, 13 h 50, 16 h, 18 h 05, 20 h 15, 22 h 20 ; Le Balzac, 8^e (01-45-61-10-60) ; La Danse du dragon, sam. 17 h 40, 19 h 40, 21 h 40, 23 h 40 ; Les pirates, dim. 13 h 40, 15 h 40, 17 h 40, 19 h 40, 21 h 40 ; Twin Dragons, lun. 13 h 40, 15 h 40, 17 h 40, 19 h 40, 21 h 40 ; Histoires de cannibales,



RADIO-TÉLÉVISION

LE MONDE / DIMANCHE 10 - LUNDI 11 AOÛT 1997 / 17

SAMEDI 9 AOÛT

TF 1

20.45
VOUS NE RÉVEZ PAS
Diversions
présenté par Nagui.
Spécial vacances
(120 min.)

22.45
HOLLYWOOD NIGHT
Téléfilm de Charles Corré
(105 min.)
Un agent de sécurité qui assure la protection d'un riche homme d'affaires succombe rapidement aux charmes de la femme de son employeur.
0.30 Formulaire FI.
1.05 et 2.10, 3.15, 4.25 TF 1 nuit.

TV 5
21.30 Perfecto. Magazine.
22.00 Journal France 2.
22.30 Etonnant et drôle.
(France 2 du 19-4-97).
0.30 Soir 3 (France 3).

Planète
20.35 Danseurs de claquettes à Harlem.
21.35 Trafic d'antimatter.
(105 min.) Les étonnantes.
22.00 Des choix pour demain.
(105 min.) L'espionnage.
22.50 Allez-moi, je t'aimerais.

Histoire
21.00 Le Magazine de l'Histoire. Magazine.
22.00 Thibaud ou les Croisades.
23.00 Zapata mort ou vivant : Le Plus Grand Ripou d'Amérique (120 min.).

France 2

20.50
FORT BOYARD
Diversions, présenté par Patrice Laffont et Cécile Dominguez.
Invités : Philippe Candellero, Sarah Althoff, Cécile Dominguez, Stéphane Bernadès, Lamine Hubert, Jacques Deschamps (110 min.).

22.40
LES ENFANTS DE CHOEUR
Pièce de théâtre de Louis-Michel Colla, avec Serge Dupire, Jean-Claude Class, Enregistrée à la Gaité-Montparnasse, mise en scène de Francis de Laperouse (85 min.).
0.05 Journal, Météo.
0.15 Vive l'amour.
Pièce de théâtre de Bruno Duart.
1.15 Mésanges de Fédé. Magazine.
Symphonie n° 21 de Mozart; Capriccio de J. Strauss. 2.00 Images. Documentaire. 2.30 Le Louvre Imaginaire. Documentaire. 3.40 Météo. 4.45 La Maison des éme-éme (75 min.).

Paris Première
20.30 Roller indoor de Bercy.
22.30 Concert en 1995 (70 min.).
23.00 One Night With You.
Film de Terence Young (194, N, va, 90 min.).

France Supervision
20.45 Music.
From the Signet : Scottish Ensemble.
Concert (60 min.).
21.15 Music.
From the Crutches.
Concert (60 min.).
21.35 Captain Café.
22.25 Ecouter, voir. Magazine.
22.55 Sortie de nuit. Magazine.

Téva
20.30 Téva Interview.
Invité : Philippe Broussard.
20.55 Flamingo Road.
22.30 Flamingo Road.

France 3

20.55
L'HISTOIRE DU SAMEDI
Mort d'un gardien de la paix.
Téléfilm de José Dayan, avec Claude Rich (95 min.).
0.05 Journal, Météo.
22.40 Journal, Météo.

RENCONTRE MUSICALE EN CORSE
Présenté par Alain Daudet.
La violoncelle et les moutons (53 min.).
23.55 Captain Café. Magazine.
présenté par Jean-Louis Foulquier.
Invités : Marc Lavoinie, Princess Erika, Indochine, Wes, Lunatic (65 min.).

Ciné Cinéfil
20.50 Le Club. Magazine.
Invité : Brigitte Foy.
22.10 Hollywood : L'Age d'or.
23.00 One Night With You.
Film de Terence Young (194, N, va, 90 min.).

0.30 Les Grandes Espérances (Great Expectations)
Film de David Lean (1946, N, va, 115 min.).

Ciné Cinémas
20.30 Le Diable au corps.
Téléfilm de Gérard Vergez, avec Jean-Michel Portal (90 min.).
22.00 Making of : Indépendance Day.
22.30 Sneak Preview : Gambling in Las Vegas.
23.00 Petit papa baston.
Film de Terence Hill (1994, 105 min.).

Arte

20.45
L'AVENTURE HUMAINE : LA LÉGENDE DES SCIENCES
Documentaire de Robert Pansard-Besson et Michel Serres.
[102] Brûler (Le couple et le feu) (1996, 55 min.).
La révolution industrielle et l'invention de la machine à vapeur.

21.40
LE PHARE
Téléfilm de Geoffrey Sax, avec Dennis Waterman, Sir Derek Jacobi (110 min.).
22.00 Metropolis. Magazine.
Polygram F.E. : Un studio européen à Hollywood : La Fenice ; L'actualité culturelle en Europe ; CyberTalk (60 min.).
23.40 Jazz Collection : Gil Evans.
L'architecte des sons, documentaire de Serge Trottier (1997, 55 min.).
0.35 Simon Tanner.
Téléfilm de Jodi Jovanescu, avec Philippe Demarle (1993, 95 min.).
Une jeune femme de vingt ans se perd peu à peu ses illusions.
2.10 Cartoon Factory (rediff., 30 min.).

Festival
20.30 Un privé au soleil.
Édition spéciale.
22.05 Strip-tease.
Téléfilm de Michel Mitrani (93 min.).
23.00 Le Renard.
Mal branché (60 min.).

Série Club
20.45 Banacek. Sans issue.
22.00 Lois et Clark.
22.45 Section contre-enquête.
23.35 Mission impossible.
0.25 Panique aux Caraïbes (50 min.).

Voyage
20.30 Suivez le guide.
22.30 Suivez le guide.
23.10 La Courte échelle.
23.35 l'aimé pas qu'on m'aime.
Téléfilm de Stéphane Kurc (85 min.).

M 6

20.45
BURNING ZONE : MENACE IMMINENTE
Série (110 min.).
Épique d'un rêve.
Une encre de tatouage dévore la peau de ses victimes. Les appâts. Un groupe paranoïaque cherche à posséder des armes chimiques en provenance du Koweït.

22.35
AU NOM DES MIENS
Téléfilm de Geoffrey Sax, avec Dennis Waterman, Sir Derek Jacobi (110 min.).
Après avoir perdu sa femme et son fils dans un attentat perpétré par l'IRA, un homme est contacté par la police britannique. Sa ressemblance physique avec un terroriste, mort dans un accident de voiture, va faire de cet ancien habitant de Belfast un espion redoutable.
0.25 Un fil dans la mafia.
1.10 La Nuit des clips (45 min.).

Canal Jimmy
20.30 Sinatra.
21.15 Spin City.
21.40 Automobiles : Minivan.
22.30 Chroniques du Pacifique.
22.35 The Allman Brothers.
Concert (60 min.).
23.35 T'as pas une idée ? Magazine. Invité : Dave.
0.35 Seinfeld.
La conversion (v.o.).

Disney Channel
21.10 Super Baloo.
21.35 Annuellement votre.
22.00 Pas de répit sur la planète Terre.
22.45 Sinbad.
23.10 La Courte échelle.
23.35 l'aimé pas qu'on m'aime.
Téléfilm de Stéphane Kurc (85 min.).

Eurosport
17.00 Athlétisme.
En direct d'Athènes (Grèce). Championnats du monde (195 min.).
20.15 Tennis. En direct de Cincinnati. Tournoi messieurs de Cincinnati (Ohio, 105 min.).
22.00 Boxe. Poids lourds-Hors. Markus Beyer (AUT) - Isidore Janvier (ALI) ; Sven Ottke (AUT) - Jason Hart (GB), à Cologne (Allemagne).
22.30 Athlétisme.
0.05 Voitures de tourisme.
Muzzik
20.35 Igor Stravinsky : Symphonie de psaumes.
Concert (25 min.).
21.00 L'Incomparable Diaghilev.
21.55 Histoire d'opéra. Otello.
Opéra en quatre actes de Verdi (140 min.).

Canal +

20.35
MACHINATIONS
Téléfilm de Derek Westervelt, avec James McCaffrey, Polly Draper (90 min.).
22.05 Billard artistique.
Trophée Canal + 97 à Saint-Cloud.
22.55 Flash d'information.

23.00
DUO MORTEL
Film de Damien Harris, avec Ellen Barkin, Laurence Fishburne (105 min.).
0.45 Jefferson à Paris.
Film de James Ivory (1994, v.o., 135 min.).
3.00 Elle s'appelle Françoise. Documentaire (65 min.).
4.05 Comment je me suis disputé...
Film d'Arnaud Desplechin (1996, v.o., 174 min.).

Chaînes d'information CNN
Information en continu, avec, en soirée : 20.00 World Business This Week, 20.30 Computer Connection, 21.00 Moneyweek, 21.30 Science and Technology, 22.30 Best of Insight, 23.00 Early Prime, 23.30 World Sport.

Euronews
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.45, 22.45 Click, 23.15 50° Est, 23.45, 23.45, 1.15 No Comment, 23.15 Hi Tech, 23.45, 23.15 Art Collection, 23.15Vest, 0.15 Mag.

LCI
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15 et 23.15 Votre argent, 19.30 et 23.30 Le Grand Journal, 19.45 et 0.15 Box Office, 20.15 Nautisme, 20.45 et 0.45 Emploi, 20.55 et 23.55 Découvertes, 21.10 Journal de la semaine, 21.26 et 23.21 Auto, 21.38 Ce n'est pas cette semaine, 21.56 et 0.56 Place au live, 22.12 L'événement de la semaine, 23.44 D'une semaine à l'autre, 23.45 Multimédia.

Radio

France-Culture
21.30 Fiction : Avignon 97.
22.35 Ravel - Gershwin.
0.05 La Roulotte, 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

France-Musique
20.00 Festival de La Roque-d'Anthéron.
17^e festival international de piano. Nuits du piano. Concert donné en direct du parc du château de Florans. Hüsseyin Sermet, piano. Prélude, choral et fugue, de Franck ; Œuvres d'Alkan ; Prélude op. 31 n°1 et 2^e suite ; Trois fantaisies op. 41 ; Études dans les tons mineurs op. 35 ; Allegro barbare, Georges Pludermacher, piano. Sonate pour piano en si mineur, de Liszt, Georges Pludermacher, piano. Marc-André Hamelin, piano. Œuvres de Alkan : Le Festin d'Esoppe, étude pour piano op. 39 ; Concerto pour violon solo.
0.00 Musique pluriel, 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique
20.40 Itzhak Perlman.
22.35 Da Capo, 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

DIMANCHE 10 AOÛT

TF 1

17.00 Disney Parade.
18.15 Vidéo Gag.
18.35 50 millions d'amis.
En direct de Terre-Neuve : Alexis D.
19.00 Enquêtes à Palm Springs. Série.
Les vieux jokers.
20.00 Journal, Météo.
20.42 Simple comme...
20.45
LA JEUNE FILLE ET LA MORT
Film de Roman Polanski, avec Sigourney Weaver (1994, 105 min.).
D'après la pièce du Chilien Ariel Dorfmann, un huis clos étonnant et fantastique sur une musique de Schubert.
22.35 Ciné dimanche.

22.45
LA DÉROBATE
Film de David Duval, avec Milla Jovovich, Mark Schneider (1997, 120 min.).
Une jeune fille tombe amoureuse d'un souteneur qui l'oblige à se prostituer. Elle met cinq ans à sortir de son enfer. Inspiré du récit autobiographique de Jeanne Cordelier. Milla-Jovovich est extraordinaire.
0.45 et 1.20, 2.25, 3.35, 4.10, 4.50 TF 1 nuit.
0.55 Cas de divorce. Série.
1.30 Très chère. Documentaire. Les belles armes de chasse. 2.35 et 3.45, 4.25, 5.05 Histoires naturelles. Documentaire. 5.00 Météo.

20.50
L'ARMÉE DES OMBRES
Film de Jean-Pierre Melville, avec Lino Ventura (1994, 125 min.).
D'après un livre de Joseph Kessel, les activités des membres d'un réseau de résistance, en France, en 1942-1943.
23.25
LE SIÈCLE DES HOMMES
Documentaire de Philippe Grandrieux. (60) La guerre totale (50 min.).
0.15 Journal, Météo.
0.25 Les Rites de passage. Documentaire de Jacques Renard et Michelle Fellous. La naissance ; L'adolescence ; La mort.
3.40 et 5.10, 5.40 et 6.10, 6.40 et 7.10, 7.40 et 8.10, 8.40 et 9.10, 9.40 et 10.10, 10.40 et 11.10, 11.40 et 12.10, 12.40 et 13.10, 13.40 et 14.10, 14.40 et 15.10, 15.40 et 16.10, 16.40 et 17.10, 17.40 et 18.10, 18.40 et 19.10, 19.40 et 20.10, 20.40 et 21.10, 21.40 et 22.10, 22.40 et 23.10, 23.40 et 24.10, 24.40 et 25.10, 25.40 et 26.10, 26.40 et 27.10, 27.40 et 28.10, 28.40 et 29.10, 29.40 et 30.10, 30.40 et 31.10, 31.40 et 32.10, 32.40 et 33.10, 33.40 et 34.10, 34.40 et 35.10, 35.40 et 36.10, 36.40 et 37.10, 37.40 et 38.10, 38.40 et 39.10, 39.40 et 40.10, 40.40 et 41.10, 41.40 et 42.10, 42.40 et 43.10, 43.40 et 44.10, 44.40 et 45.10, 45.40 et 46.10, 46.40 et 47.10, 47.40 et 48.10, 48.40 et 49.10, 49.40 et 50.10, 50.40 et 51.10, 51.40 et 52.10, 52.40 et 53.10, 53.40 et 54.10, 54.40 et 55.10, 55.40 et 56.10, 56.40 et 57.10, 57.40 et 58.10, 58.40 et 59.10, 59.40 et 60.10, 60.40 et 61.10, 61.40 et 62.10, 62.40 et 63.10, 63.40 et 64.10, 64.40 et 65.10, 65.40 et 66.10, 66.40 et 67.10, 67.40 et 68.10, 68.40 et 69.10, 69.40 et 70.10, 70.40 et 71.10, 71.40 et 72.10, 72.40 et 73.10, 73.40 et 74.10, 74.40 et 75.10, 75.40 et 76.10, 76.40 et 77.10, 77.40 et 78.10, 78.40 et 79.10, 79.40 et 80.10, 80.40 et 81.10, 81.40 et 82.10, 82.40 et 83.10, 83.40 et 84.10, 84.40 et 85.10, 85.40 et 86.10, 86.40 et 87.10, 87.40 et 88.10, 88.40 et 89.10, 89.40 et 90.10, 90.40 et 91.10, 91.40 et 92.10, 92.40 et 93.10, 93.40 et 94.10, 94.40 et 95.10, 95.40 et 96.10, 96.40 et 97.10, 97.40 et 98.10, 98.40 et 99.10, 99.40 et 100.10, 100.40 et 101.10, 101.40 et 102.10, 102.40 et 103.10, 103.40 et 104.10, 104.40 et 105.10, 105.40 et 106.10, 106.40 et 107.10, 107.40 et 108.10, 108.40 et 109.10, 109.40 et 110.10, 110.40 et 111.10, 111.40 et 112.10, 112.40 et 113.10, 113.40 et 114.10, 114.40 et 115.10, 115.40 et 116.10, 116.40 et 117.10, 117.40 et 118.10, 118.40 et 119.10, 119.40 et 120.10, 120.40 et 121.10, 121.40 et 122.10, 122.40 et 123.10, 123.40 et 124.10, 124.40 et 125.10, 125.40 et 126.10, 126.40 et 127.10, 127.40 et 128.10, 128.40 et 129.10, 129.40 et 130.10, 130.40 et 131.10, 131.40 et 132.10, 132.40 et 133.10, 133.40 et 134.10, 134.40 et 135.10, 135.40 et 136.10, 136.40 et 137.10, 137.40 et 138.10, 138.40 et 139.10, 139.40 et 140.10, 140.40 et 141.10, 141.40 et 142.10, 142.40 et 143.10, 143.40 et 144.10, 144.40 et 145.10, 145.40 et 146.10, 146.40 et 147.10, 147.40 et 148.10, 148.40 et 149.10, 149.40 et 150.10, 150.40 et 151.10, 151.40 et 152.10, 152.40 et 153.10, 153.40 et 154.10, 154.40 et 155.10, 155.40 et 156.10, 156.40 et 157.10, 157.40 et 158.10, 158.40 et 159.10, 159.40 et 160.10, 160.40 et 161.10, 161.40 et 162.10, 162.40 et 163.10, 163.40 et 164.10, 164.40 et 165.10, 165.40 et 166.10, 166.40 et 167.10, 167.40 et 168.10, 168.40 et 169.10, 169.40 et 170.10, 170.40 et 171.10, 171.40 et 172.10, 172.40 et 173.10, 173.40 et 174.10, 174.40 et 175.10, 175.40 et 176.10, 176.40 et 177.10, 177.40 et 178.10, 178.40 et 179.10, 179.40 et 180.10, 180.40 et 181.10, 181.40 et 182.10, 182.40 et 183.10, 183.40 et 184.10, 184.40 et 185.10, 185.40 et 186.10, 186.40 et 187.10, 187.40 et 188.10, 188.40 et 189.10, 189.40 et 190.10, 190.40 et 191.10, 191.40 et 192.10, 192.40 et 193.10, 193.40 et 194.10, 194.40 et 195.10, 195.40 et 196.10, 196.40 et 197.10, 197.40 et 198.10, 198.40 et 199.10, 199.40 et 200.10, 200.40 et 201.10, 201.40 et 202.10, 202.40 et 203.10, 203.40 et 204.10, 204.40 et 205.10, 205.40 et 206.10, 206.40 et 207.10, 207.40 et 208.10, 208.40 et 209.10, 209.40 et 210.10, 210.40 et 211.10, 211.40 et 212.10, 212.40 et 213.10, 213.40 et 214.10, 214.40 et 215.10, 215.40 et 216.10, 216.40 et 217.10, 217.40 et 218.10, 218.40 et 219.10, 219.40 et 220.10, 220.40 et 221.10, 221.40 et 222.10, 222.40 et 223.10, 223.40 et 224.10, 224.40 et 225.10, 225.40 et 226.10, 226.40 et 227.10, 227.40 et 228.10, 228.40 et 229.10, 229.40 et 230.10, 230.40 et 231.10, 231.40 et 232.10, 232.40 et 233.10, 233.40 et 234.10, 234.40 et 235.10, 235.40 et 236.10, 236.40 et 237.10, 237.40 et 238.10, 238.40 et 239.10, 239.40 et 240.10, 240.40 et 241.10, 241.40 et 242.10, 242.40 et 243.10, 243.40 et 244.10, 244.40 et 245.10, 245.40 et 246.10, 246.40 et 247.10, 247.40 et 248.10, 248.40 et 249.10, 249.40 et 250.10, 250.40 et 251.10, 251.40 et 252.10, 252.40 et 253.10, 253.40 et 254.10, 254.40 et 255.10, 255.40 et 256.10, 256.40 et 257.10, 257.40 et 258.10, 258.40 et 259.10, 259.40 et 260.10, 260.40 et 261.10, 261.40 et 262.10, 262.40 et 263.10, 263.40 et 264.10, 264.40 et 265.10, 265.40 et 266.10, 266.40 et 267.10, 267.40 et 268.10, 268.40 et 269.10, 269.40 et 270.10, 270.40 et 271.10, 271.40 et 272.10, 272.40 et 273.10, 273.40 et 274.10, 274.40 et 275.10, 275.40 et 276.10, 276.40 et 277.10, 277.40 et 278.10, 278.40 et 279.10, 279.40 et 280.10, 280.40 et 281.10, 281.40 et 282.10, 282.40 et 283.10, 283.40 et 284.10, 284.40 et 285.10, 285.40 et 286.10, 286.40 et 287.10, 287.40 et 288.10, 288.40 et 289.10, 289.40 et 290.10, 290.40 et 291.10, 291.40 et 292.10, 292.40 et 293.10, 293.40 et 294.10, 294.40 et 295.10, 295.40 et 296.10, 296.40 et 297.10, 297.40 et 298.10, 298.40 et 299.10, 299.40 et 300.10, 300.40 et 301.10, 301.40 et 302.10, 302.40 et 303.10, 303.40 et 304.10, 304.40 et 305.10, 305.40 et 306.10, 306.40 et 307.10, 307.40 et 308.10, 308.40 et 309.10, 309.40 et 310.10, 310.40 et 311.10, 311.40 et 312.10, 312.40 et 313.10, 313.40 et 314.10, 314.40 et 315.10, 315.40 et 316.10, 316.40 et 317.10, 317.40 et 318.10, 318.40 et 319.10, 319.40 et 320.10, 320.40 et 321.10, 321.40 et 322.10, 322.40 et 323.10, 323.40 et 324.10, 324.40 et 325.10, 325.40 et 326.10, 326.40 et 327.10, 327.40 et 328.10, 328.40 et 329.10, 329.40 et 330.10, 330.40 et 331.10, 331.40 et 332.10, 332.40 et 333.10, 333.40 et 334.10, 334.40 et 335.10, 335.40 et 336.10, 336.40 et 337.10, 337.40 et 338.10, 338.40 et 339.10, 339.40 et 340.10, 340.40 et 341.10, 341.40 et 342.10, 342.40 et 343.10, 343.40 et 344.10, 344.40 et 345.10, 345.40 et 346.10, 346.40 et 347.10, 347.40 et 348.10, 348.40 et 349.10, 349.40 et 350.10, 350.40 et 351.10, 351.40 et 352.10, 352.40 et 353.10, 353.40 et 354.10, 354.40 et 355.10, 355.40 et 356.10, 356.40 et 357.10, 357.40 et 358.10, 358.40 et 359.10, 359.40 et 360.10, 360.40 et 361.10, 361.40 et 362.10, 362.40 et 363.10, 363.40 et 364.10, 364.40 et 365.10, 365.40 et 366.10, 366.40 et 367.10, 367.40 et 368.10, 368.40 et 369.10, 369.40 et 370.10, 370.40 et 371.10, 371.40 et 372.10, 372.40 et 373.10, 373.40 et 374.10, 374.40 et 375.10, 375.40 et 376.10, 376.40 et 377.10, 377.40 et 378.10, 378.40 et 379.10, 379.40 et 380.10, 380.40 et 381.10, 381.40 et 382.10, 382.40 et 383.10, 383.40 et 384.10, 384.40 et 385.10, 385.40 et 386.10, 386.40 et 387.10, 387.40 et 388.10, 388.40 et 389.10, 389.40 et 390.10, 390.40 et 391.10, 391.40 et 392.10, 392.40 et 393.10, 393.40 et 394.10, 394.40 et 395.10, 395.40 et 396.10, 396.40 et 397.10, 397.40 et 398.10, 398.40 et 399.10, 399.40 et 400.10, 400.40 et 401.10, 401.40 et 402.10, 402.40 et 403.10, 403.40 et 404.10, 404.40 et 405.10, 405.40 et 406.10, 406.40 et 407.10, 407.40 et 408.10, 408.40 et 409.10, 409.40 et 410.10, 410.40 et 411.10, 411.40 et 412.10, 412.40 et 413.10, 413.40 et 414.10, 414.40 et 415.10, 415.40 et 416.10, 416.40 et 417.10, 417.40 et 418.10, 418.40 et 419.10, 419.40 et 420.10, 420.40 et 421.10, 421.40 et 422.10, 422.40 et 423.10, 423.40 et 424.10, 424.40 et 425.10, 425.40 et 426.10, 426.40 et 427.10, 427.40 et 428.10, 428.40 et 429.10, 429.40 et 430.10, 430.4

M. Jospin espère un retour de la croissance pour boucler son budget

«TOUT est réglé» : les collaborateurs de Lionel Jospin ne camouflaient pas, vendredi 8 août dans la soirée, leur satisfaction. Après deux jours de consultation, le chef du gouvernement avait rendu ses délicats arbitrages sur le volet dépenses du budget de l'Etat pour 1998 et pouvait repartir, samedi, à l'île de Ré.

Si tous les ministres affichaient une mine détendue à la sortie du bureau de Lionel Jospin - y compris Martine Aubry, qui a participé à l'ultime séance de mise au point avec Dominique Strauss-Kahn - il se pourrait bien qu'une marge de manœuvre continue à exister. Le gouvernement, en effet, se refuse à donner la moindre information avant d'avoir mis au point la seconde partie du projet de loi de finances, celle qui concerne les recettes. Il espère, peut-être, que celles-ci, malgré l'obligation de respecter la règle d'un déficit budgétaire ne dépassant pas 3 % du produit intérieur brut, lui réservera une heureuse surprise, même s'il est entendu qu'il est hors de question qu'elle se traduise par un alourdissement de la pression fiscale.

La bonne tenue du dollar peut, en effet, soutenir un redémarrage de l'économie française et avoir un

effet positif sur les rentrées fiscales. C'est ce qu'espère Dominique Strauss-Kahn. Pour l'heure, ce n'est pas le cas. Certes, les statistiques sur l'exécution du budget de 1997, publiées vendredi par le ministère des finances, sont apparemment positives : à la fin du mois de juin, les recettes nettes de l'Etat étaient de 14,3 milliards de francs supérieures à ce qu'elles étaient à la même période de 1996, soit de 2,2 %.

Mais à y regarder de plus près, elles n'indiquent pas encore un redémarrage de l'économie. Ce bon résultat tient pour l'essentiel à l'augmentation des recettes liées à l'impôt sur les sociétés, mais surtout à une progression des recettes nettes fiscales (+8,1 %, alors que la loi de finances prévoit pour l'ensemble de 1997 une diminution de 2,2 %). En revanche, le produit de la TVA n'a augmenté que de 1,9 %, alors qu'est attendue une croissance de 5,8 % en un an. Or, c'est l'évolution du produit de cette taxe qui est le meilleur indicateur de la croissance. Lionel Jospin ne peut donc encore être sûr qu'une bonne nouvelle viendra l'aider à boucler son budget.

Thierry Bréhier

Jean Syrota démissionne du Conseil général des Mines

COÏNCIDENCE ou conséquence ? Alors que la polémique sur la pollution qu'aurait provoquée le centre de retraitement de combustibles nucléaires de la Cogema, à la Hague, a été relancée ces derniers jours par le départ du président du comité d'experts, le professeur Souleau, le PDG de la Cogema a remis le 7 août aux ministres en charge de l'industrie, Dominique Strauss-Kahn et Christian Piret, sa démission de la vice-présidence du Conseil général des Mines (CGM). Jean Syrota sera remplacé par Rodolphe Greff, actuel directeur des constructions navales au ministère de la défense.

M. Syrota, âgé de soixante ans, ingénieur général des Mines, est considéré comme l'un des chefs de file du « lobby nucléaire » français. A la tête de l'influent corps des Mines depuis mars 1993 - il y avait été nommé par M. Strauss-Kahn, alors ministre de l'Industrie de Pierre Bérégovoy -, il faisait l'objet de critiques, tant de la part des organisations écologistes que d'une frange dissidente du corps des Mines, qui estimaient que ce cumul de fonctions était source potentielle de conflits d'intérêts. Quatre recours avaient été déposés auprès du tribunal administratif, par des organisations écologiques : les Verts, la CRIL-Rad, Greenpeace et France nature environnement. « Ces recours n'ont toujours pas été jugés », ironisait vendredi M. Syrota, joint par Le Monde. Mais, selon nos informations, il semble que, après quatre ans et demi de procédures, le jugement du tribunal administratif soit sur le point d'être rendu. L'éventuelle annulation d'une décision prise par l'actuel ministre des finances, à la suite d'une plainte déposée par le parti de la ministre de l'environnement, aurait été du plus mauvais effet.

M. Syrota, lui, soutient que sa décision relève d'une décision personnelle : « Lorsque j'ai été nommé en 1993, je n'étais pas demandeur. J'ai considéré

que j'avais fait mon temps. » Une version confirmée dans l'entourage de MM. Strauss-Kahn et Piret. M. Voynet, pour sa part, a préféré, vendredi, « s'abstenir de tout commentaire », observant que « le CGM est sous la tutelle exclusive du ministre de l'Industrie ».

SUCCESSEUR « D'APAISEMENT »

Il est clair que la politique nucléaire suivie par le nouveau gouvernement ne peut pas satisfaire le patron de la Cogema. La nomination d'un écologiste au ministère de l'Environnement, la décision de Lionel Jospin de fermer Superphénix, sa petite phrase, dans son discours de politique générale, sur « l'industrie nucléaire (qui) ne doit pas s'exempter des règles démocratiques » et la nécessité de mettre fin à des situations de « contrôleurs-contrôlés », enfin la cotutelle accordée au ministre de l'environnement sur la sûreté nucléaire, jusqu'ici du seul ressort de l'industrie, sont autant de raisons de pousser M. Syrota à renoncer à sa double casquette. « MM. Strauss-Kahn et Piret m'ont dit qu'ils continuaient à me faire confiance, notamment pour présider la Cogema », souligne-t-il.

« Dans ce contexte, le choix de Rodolphe Greff pour lui succéder à la tête du corps est clairement un choix d'apaisement », se félicite un « mineur » opposant. Personnalité plus neutre, plus effacée aussi, que celle de M. Syrota et de ses prédécesseurs, de Pierre Guillaumat à Raymond Lévy, M. Greff, n'est pas issu des milieux nucléaires. Il a effectué un parcours industriel, sans quitter le secteur public. Quant à son poste actuel de directeur des constructions navales, il le met à l'abri des contempteurs du système des « contrôleurs-contrôlés ».

Pascal Galinier

DÉPÊCHES

■ **NUCLÉAIRE** : selon l'organisation Greenpeace, quatre containers de combustible irradié japonais sont en route pour les usines de retraitement des déchets nucléaires de la Hague en France et Sellafield en Grande-Bretagne. Le navire *Pacific Pioneer*, battant pavillon britannique, a quitté le 15 juillet la centrale nucléaire de Shika, sur la côte ouest du Japon, et doit arriver en Europe dans deux semaines.

■ **CONSUMMATION** : six tonnes de poulets avariés ont été découvertes dans un entrepôt d'Antibes, jeudi 7 août, à la suite d'un contrôle de routine sur un marché de la ville. Les services de la répression des fraudes ont remonte la filière jusqu'à un entrepôt de la société Les Rôtisseries Méditerranéennes victime d'une panne du système de réfrigération.

■ **Trois éleveurs-engraisseurs ont été mis en examen à Mâcon (Saône-et-Loire) pour « falsification de données servant à l'alimentation de l'homme et des animaux, de nature à nuire à leur santé ».** Deux ont été remis en liberté sous contrôle judiciaire, avec interdiction d'exercer tout élevage et négoce ; le troisième a été écroué.

■ **POLLUTION** : le littoral entre Villers-sur-Mer et Villerville (Seine-Maritime) et comprenant les plages de Deauville et Trouville a été interdit au public par décret préfectoral. 120 mètres cubes environ d'hydrocarbures s'étant déversés, jeudi 7 août, dans le port du Havre, d'un pétrolier des Bahamas qui avait heurté un ponton.

■ **CULTURE** : la ministre de la culture et de la communication, Catherine Trautmann, a indiqué le 8 août avoir reçu de ses services un rapport d'audit consacré à la gestion de la Société civile pour l'administration des droits des artistes et musiciens-interprètes (Adami) qui constate « un certain nombre de dysfonctionnements dans la gestion passée de la société » (Le Monde du 5 août). Cet audit, transmis au parquet général, propose deux axes de réforme : la simplification des modalités de répartition des droits ; la réduction des coûts de gestion.

■ **CRÉDIT LYONNAIS** : la banque va vendre son activité de détail et ses vingt et une agences au Portugal à la caisse d'épargne espagnole Caixa Galicia. Elle gardera ses activités sur les marchés des grandes entreprises et de capitaux. La cession n'entraînera pas de moins-value.

Tirage du Monde daté samedi 9 août 1997 : 480 701 exemplaires

Les derniers habitants de Montserrat pourraient être évacués

Les éruptions de la Soufrière se font de plus en plus violentes

MONTERRAT

de notre envoyé spécial

L'éruption de la Soufrière de l'île de Montserrat, vendredi 8 août, est d'une majesté grandiose : une épaisse colonne d'un gris chiné surgit soudainement du volcan avant de s'élever, en arabeques et volutes tortueuses, jusqu'à une altitude de 15 kilomètres - et même « bien supérieure », selon un communiqué de la préfecture de Pointe-à-Pitre - puis de laisser retomber cendres refroidies et cailloux incandescents vers le sol. Vers le nord de l'île, là où vivent les derniers habitants de la colonie britannique.

Protégée des coulées de lave par la barrière naturelle du relief, cette partie de l'île - en fait, un tiers de ses 102 km² - fait figure de réduit. Mais les deux dernières éruptions de la Soufrière - parmi les plus violentes enregistrées depuis deux ans -, jeudi 7 et vendredi 8 août, semblent avoir sérieusement porté atteinte au mythe de la « zone de sécurité ». L'hélicoptère dans lequel nous avons pris place vendredi n'a pu atterrir dans cette zone, frappée alors par les retombées de l'éruption. Et une frégate de la Royal Navy qui se dirigeait elle aussi vers le nord de Montser-

rat a été contrainte de faire demi-tour. Déjà, depuis dimanche 3 août, deux fois par jour, les 5 500 personnes qui tentent toujours de vivre avec leur volcan sont invitées à se mettre à l'abri des débris qui tombent du ciel : leur diamètre est passé de 1,5 centimètre lundi à 3 centimètres jeudi, tandis que la zone qu'ils arrosent passait d'un rayon de 5 à 10 kilomètres.

DISPOSITIFS D'ACCUEIL

Montserrat possédait 12 000 habitants avant le début des manifestations éruptives de la Soufrière en juillet 1995 ; elle n'en compte plus qu'à peine la moitié. Tous ceux qui en avaient les moyens ou l'audace, de la famille émigrée ou quelque argent, sont partis. Seuls demeurent dans l'île les plus démunis, évacués hier de Plymouth, la capitale aujourd'hui détruite, des campagnes ou des villages de la « zone d'exclusion humaine » où les coulées pyroclastiques, des avalanches de matériaux incandescents dévalant les vallées à près de 200 km/h, rasant tout sur leur passage en semant parfois l'incendie comme, la semaine dernière, dans la ville déjà fantôme de Plymouth.

Celle-ci n'est plus aujourd'hui qu'un champ de cendres volcaniques d'où émergent les carcasses éparpillées de quelques immeubles dont les murs continuent à se dresser vers le ciel. A quelques kilomètres de là, du petit village détruit de Harris, devenu un delta d'où les matériaux volcaniques gagnent la mer, seuls subsistent les quatre murs implorants et dé-couverts de l'église méthodiste.

A l'initiative du gouvernement

autonome de Montserrat, plusieurs pays de cette région des Caraïbes - parmi lesquels figurent le département français de la Guadeloupe et l'île indépendante d'Antigua - ont entrepris de mettre au point un dispositif d'accueil de la population de Montserrat, dans l'hypothèse où des retombées de cendres acides ou toxiques rendraient inévitables l'évacuation de ses habitants. Mais cette solution ne semble pas avoir l'aval de Londres, dont le secrétaire d'Etat au développement international, George Foulkes, ne doit se rendre dans l'île que le 31 août.

Fidèle à sa pratique coloniale dans les Caraïbes, la Grande-Bretagne ne s'est manifestée que d'une façon qui, vue de l'étranger, semble limitée par rapport à l'ampleur de l'aide logistique que nécessite la situation de Montserrat : Londres s'est cependant engagé, voilà quelques semaines, à verser 41 millions de livres d'aides, essentiellement dans le but d'assurer la viabilité du nord de l'île afin d'inciter les Montserratiens ayant trouvé refuge à l'étranger à en revenir, tout en évitant que ceux qui y sont demeurés ne la quittent à leur tour. Mais l'intensification, durant ces deux derniers jours, des manifestations éruptives de la Soufrière et les atteintes qu'elles portent au nord de l'île ne semblent pas précher pour cette solution.

Tous les indices scientifiques recueillis cette semaine penchent en effet vers l'hypothèse d'une intensification accrue du phénomène éruptif qui accroîtrait encore la désolation de l'île.

Eddy Nedeljkovic

L'armée comorienne aurait débarqué à Anjouan

DES SOLDATS comoriens, qui pourraient être accompagnés de mercenaires, auraient débarqué dans la nuit de vendredi 8 à samedi 9 août sur l'île d'Anjouan, selon le porte-parole des séparatistes, Mohamed Adou Madi. Les soldats seraient arrivés à bord de trois bateaux pneumatiques et seraient en chemin vers Mutsamudu, la « capitale » de l'« Etat d'Anjouan » auto-proclamé le 3 août. Les séparatistes ont pour leur part pris le contrôle de l'aéroport de l'île.

Des centaines de séparatistes étaient sortis vendredi soir dans les rues de Mutsamudu, alors que des haut-parleurs annonçaient l'arrivée imminente de mercenaires pour mater la sécession de l'île comorienne. Selon le message diffusé aux habitants, les mercenaires envoyés par le gouvernement fédéral des Comores devaient arriver à bord d'un bateau polonais. Depuis la proclamation de l'indépendance, Anjouan est en proie à des rumeurs d'intervention de la part du gouvernement de Moroni. Certains séparatistes patrouillaient dans les rues, d'autres surveillaient le rivage. Les barrières érigées dans la ville ont été renforcées.

Les partisans sécessionnistes avaient incendié dans la journée la maison du ministre de la Réforme administrative et du travail, Nidhoun Attouman, désormais détenu dans la prison locale. Les séparatistes le soupçonnent d'avoir amené de Moroni de l'argent liquide afin d'alimenter un courant opposé à celui des « rattachistes ».

Sur l'île voisine de Mohéli, les séparatistes ont organisé une journée « ville morte » et annoncé une grève générale dans la principale ville, Fomboni. (AFP)

Le Soleil de l'été!

Pulpe de Fruits Exotiques / Vanille

Pulpe de Fruits Rouges / Vanille



NOUVEAU

Cocktail d'Agrumes / Vanille

Solero

MIKO

Le Soleil de l'été!